

LES ACTES _ 2017

Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence

À la recherche de nouvelles formes de prospérité
In Search of New Forms of Prosperity

ACTE I

DANS UN MONDE GLOBALISÉ QUELLE PROSPÉRITÉ ?

What prosperity in a globalized world?



Session 1 QU'EST-CE QUE LA PROSPÉRITÉ AUJOURD'HUI ? _____ 3-24

Contributions : F. Aubenas ; A. Meloto ; D. Miliband
Coordination : Ph. Aghion / Modération : S. Kauffmann

Session 2 LA DÉMOCRATIE PEUT-ELLE SURVIVRE SANS PROSPÉRITÉ ? _____ 25-42

Contributions : F. Fukuyama ; A.-M. Idrac ; A. de Romanet
Coordination : Y. Algan / Modération : V. Giret

Session 3 FAUT-IL RENONCER À LA MONDIALISATION ? _____ 43-66

Contributions : J. Pisani-Ferry ; D. Rodrik ; Th. Shanmugaratnam ; T. Thiam
Coordination : H. Rey / Modération : N. Beytout

Session 4 LA MONDIALISATION A-T-ELLE TOURNÉ LE DOS AUX PEUPLES ? _____ 67-83

Contributions : J. Castañeda ; J. Furman ; P. Pouyanné
Coordination : C. Waysand / Modération : F. Lenglet

Session 5 LE PROTECTIONNISME PROTÈGE-T-IL ? _____ 85-98

Contributions : J.-P. Clamadieu ; J.-M. Janailac ; B. Nofal ; H. Védrine
Coordination : L. Fontagné / Modération : A. Bensaïd

Session 6 L'INTÉGRATION RÉGIONALE A-T-ELLE ENCORE UN SENS ÉCONOMIQUE ? 99-120

Contributions : F. Lacroix ; K. O'Rourke ; R. Saadé ; V. Songwe
Coordination : A. Suwa-Eisenmann / Modération : Ph. Escande

**Session 7 FAUT-IL FAVORISER LA CONCURRENCE ENTRE LES PAYS
COMME ENTRE LES ENTREPRISES ? _____ 121-146**

Contributions : J. Beunardeau ; F. Di Mauro ; L. Donnedieu de Vabres-Tranié ;
H. Enderlein ; O. Huart
Coordination : A. Perrot / Modération : N. Beytout

Session 8 EST-IL ENCORE TEMPS POUR L'EUROPE SOCIALE ? _____ 147-173

Contributions : E. Beinhocker ; X. Bertrand ; C. Toumieux
Coordination : A. Taufflieb / Modération : S. Kauffmann

Session 9 L'UNION EUROPÉENNE ET LA TENTATION DE L'EXIT _____ 175-189

Contributions : B. Cœuré ; C. Fairbairn ; R. McInnes
Coordination : A. Bénassy-Quéré / Modération : D. Seux



ACTE I

DANS UN MONDE GLOBALISÉ QUELLE PROSPÉRITÉ ?

What prosperity in a globalized world?

QU'EST-CE QUE LA PROSPÉRITÉ AUJOURD'HUI ?

COORDINATION	Ph. Aghion (<i>Cercle des économistes</i>)
CONTRIBUTIONS	F. Aubenas (<i>Écrivain et journaliste</i>) A. Meloto (<i>Gawad Kalinga</i>) D. Miliband (<i>International Rescue Committee</i>)
MODÉRATION	S. Kauffmann (<i>Le Monde</i>)

SYLVIE KAUFFMANN — Bienvenue dans ce chaos créateur proposé par le Cercle des économistes, pour la 17^e fois à Aix-en-Provence. Ces Rencontres interviennent dans un moment assez extraordinaire du retour de l'optimisme en Europe. Au cours de cette session inaugurale, nous allons nous pencher sur les contours mêmes de la question posée, « Qu'est-ce que la prospérité aujourd'hui ? »

PHILIPPE AGHION — La première question qu'on me pose quand je dis que je suis un économiste de la croissance porte sur la mesure de cette croissance, de la prospérité en général, et sur la pertinence du PIB comme instrument de mesure. Le rapport de Fitoussi, Sen & Stiglitz¹, insiste sur l'idée que le PIB par tête est un indicateur ni suffisant ni exhaustif de la prospérité et qu'il faut y ajouter d'autres mesures, dont le

1. La « Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social », a été créée à la demande du président Nicolas Sarkozy et a produit un rapport remis en septembre 2009.

taux d'emploi : une économie avec beaucoup de chômage n'est pas plus prospère qu'une économie qui produit du réchauffement climatique. Enfin il faudrait se rapprocher un peu d'un indicateur du bonheur, même si c'est compliqué à mesurer.

Ce rapport avance donc que le PIB par tête n'est pas un indicateur à exclure mais qu'il y en a d'autres à prendre en compte. Angus Deaton, prix Nobel d'économie 2015, a montré que si l'argent ne fait pas le bonheur, il y contribue quand même. Il a montré que les pays où le niveau de PIB par tête est plus élevé sont aussi ceux où les niveaux de satisfaction sont les plus élevés. Des enquêtes ont été faites sur ce qu'on appelle *life satisfaction* et la corrélation avec le niveau de PIB est manifeste. On ne peut donc pas dire que le PIB suffit à mesurer la prospérité, mais il contribue à faire progresser les indicateurs de bien-être.

La deuxième question porte sur les ressorts de la prospérité. On sait que l'innovation au sens large est la vraie source de prospérité à long terme. Une société qui n'innove pas, qui ne crée pas, ne peut pas assurer sa prospérité à long terme. Le problème est de savoir d'où vient l'innovation et qui sont les innovateurs. J'ai travaillé récemment, comme d'autres avant moi, sur l'origine sociale des innovateurs : les recherches montrent que lorsqu'on a des parents qui viennent de milieux sociaux très favorisés, on a beaucoup plus de chance d'être un innovateur. C'est vrai aux États-Unis, mais également dans un pays comme la Finlande où l'école est pourtant gratuite et accessible à tous. Et c'est certainement vrai en France. La question est donc de savoir pourquoi, quand on vient d'une famille très aisée, on a plus de chance d'être innovateur. En gros, c'est parce que cela vous donne beaucoup plus de chances d'être bien éduqué au sens complet du terme, et vous voyez en France à quel point, si on vient d'une famille d'ouvriers, on a peu de chances d'arriver à faire de très bonnes études et à entrer dans les Grandes écoles.

Comment faire pour que tout le monde ait un bon niveau d'éducation et puisse devenir innovateur ou entrepreneur ? Cet aspect est très important et même dans un pays comme la Finlande, il y a des gens qui auraient potentiellement l'intelligence, le QI, et la créativité nécessaires à l'innovateur qui, pour des raisons diverses, ne peuvent pas réaliser leur potentiel. Et la libéralisation des marchés ne résout pas tout : il y a des pays qui ont libéralisé les marchés, qui ont fait ces réformes structurelles dont on parle tant, mais ça ne suffit pas non plus pour que tout le monde puisse accéder au potentiel d'innovation.

Il y a enfin une troisième question sur la prospérité, c'est son coût. Vous savez qu'en France on entend souvent ce mot de « décroissance » : beaucoup disent que la croissance n'est pas une bonne chose, qu'elle génère du chômage et du risque, qu'elle détériore l'environnement, et qui en concluent, au diable la croissance !

Il est vrai que l'innovation génère de la destruction créatrice : de nouveaux produits remplacent d'anciens produits, de nouvelles activités remplacent d'anciennes activités. Cette destruction créatrice entraîne l'insécurité de l'emploi et des revenus qui, au long de la vie, peuvent monter et descendre comme des montagnes russes. L'innovation génère aussi de l'inégalité entre ceux qui s'y adaptent et ceux qui ne s'y adaptent pas, entre les qualifiés et les non qualifiés. Tout le problème est donc de faire en sorte que l'innovation, qui a le potentiel de générer de la mobilité, s'accompagne de protection sociale. Finalement, comment permettre au plus grand nombre d'être impliqué dans le processus d'innovation et d'entrepreneuriat ? Comment concilier prospérité par l'innovation et protection sociale pour tous, mobilité sociale et épanouissement individuel ? Les questions sont là, et quand on ne leur apporte pas de réponse, on aboutit à l'élection de Trump et au Brexit.

Cette session va discuter à la fois d'expériences *top-down* et *bottom-up* pour essayer de voir comment permettre aux

individus d'accéder aux opportunités qui se présentent, pour lutter contre les trappes de pauvreté, faire que l'éducation soit accessible à tous, etc.

SYLVIE KAUFFMANN — David Miliband, vous avez été de 2007 à 2010, le plus jeune chef de la diplomatie britannique, très actif au parti travailliste et vous dirigez depuis 2013 le *International Rescue Comitee*, une ONG importante qui travaille dans l'humanitaire, en particulier auprès des réfugiés dans les grandes zones de conflits ou de crise dans le monde.

DAVID MILIBAND — I have been called many things in my career, but I have never been called, or accused of being an economist, so first of all, I hope I am not here under false pretences. I am here as an ex-politician and as a current humanitarian leader. When I told my colleagues in New York where I was going, I think they thought I was coming to enjoy some *macroniste* sunshine, and I am very happy to plead guilty on that score. However, I want to say something with my hat on as an ex-politician and something from my current life as a humanitarian NGO leader.

It seems to me that the difficult thing in this debate is not how to define prosperity. My friend Eric Beinhocker² has written a book about this. He defined it as the accumulation of solutions to human problems. That seems to me to be a good shot at it. I would put it slightly differently: I would say that true prosperity is the freedom to make choices. Prosperity, if you take that definition, is framed by time and place, it is relative to others, so inequalities matter, and it is social, not just individual. It is about more than money and it needs to be sustainable. Taking that definition, we certainly also know what prosperity is not. It is not a race to the bottom. Here is the inte-

2. Voir la session 8 de ce volume, « Est-il encore temps pour l'Europe sociale ? »

resting thing about the debate about prosperity. Those with the most money have often been the most insistent that money is not everything. They could afford to worry about things other than making ends meet, and the history of Western politics over the last 50 or 60 years, –or I would argue for longer, over 100 years,– has been framed by a debate about the role of the state and the role of the market in redistributing the fruits of economic growth.

Here is the first point that I want to put in your minds. Maybe we are seeing a big change at the moment, because the politics of prosperity seem to have gone into reverse –as inequalities have grown in the last 10 or 15 years, politics seems to have become more focused on social and cultural issues rather than economic ones. Ron Brownstein, an American journalist, calls this “the great inversion”; in American politics now –the poorer you are, the less likely you are to vote on the left, and the middle class vote for the right. I just want to give you one statistic from the US election. There are 3 000 counties –administrative areas– in America; 2 400 of them voted for President Trump, and they accounted for only 36% of national income. The 575 counties who voted for Ms Clinton, a small plurality of the voters admittedly, accounted for 64% of US national income, and there were similar proportions in the Brexit vote. You could describe this as the triumph of meaning over money.

My first question to you, the economists here, is how we can get politics and economics in Western societies back in sync, because at the moment in Western politics what is good economically turns out to be bad politically, and what is good politically turns out to be bad economically. Thinking about the debate about open trade, it is clear to me that trade adds to economic growth, but it is very difficult politically. Migration adds to economic growth and to GDP, but it is very difficult politically. We have a

tension between politics and economics: you could say that sharing of sovereignty at international level is an obvious economic boon, but it is very difficult politically. Therefore, the first challenge, it seems to me, certainly for those of us on the progressive side of politics, is how to get economics and politics back into sync.

My second point speaks to my life as a leader of a non-governmental organisation. We have 27 000 staff in 30 countries around the world, war zones and fragile States, dealing with refugees and displaced people. I was in Uganda and South Sudan two weeks ago. South Sudan has delivered a million refugees into Uganda over the last year. Uganda has a national income of USD 962 per head, and the Ugandans believe it is just their job to look after a million South Sudanese, and they would no more think of building a wall than they would of flying to the Moon. Therefore, I feel I have to say something about the responsibilities that prosperity brings globally, because often in the debate about prosperity there was an assumption that the community that mattered was a local community, a national community. However, I want to say a word about the global community, because it seems to me that the lesson of the post-Second World War period is that confidence at home brought engagement abroad. The lesson of today, certainly from the US, and from the UK I am sad to say, is that loss of confidence at home brings retreat abroad.

I do not want to be unnecessarily apocalyptic, but I do think we face the gravest challenge to the institutions and norms of the post-war order, the greatest challenge for 80 years. Many people in the top of the Trump administration believe that the insecurities and inequalities of globalisation are a reason to tear down the multilateral system, not to reform and to renew it. There was an article by the National Security Advisor and the head of the Council of Economic Advisors in the *Wall Street Journal* last month which said that: “There is no such thing as

a global community; there is only an arena of competition for nations and for companies, and,” they added, “for NGOs”, surprisingly.

It seems to me that a moral economy has to think globally, not just locally, partly for reasons of global public goods like the environment, but also because of the responsibilities that we owe to other human beings. There is a larger refugee crisis than at any time since the Second World War. The length of displacement is now 10 years for the average refugee. Once you have been out of your country for five years, the average displacement is 21 years. Therefore, the gap between needs and provisions is certainly growing at an international level, and it would be very disappointing if we were not able to address that in a conference like this.

My own view is that the case for renewing and updating the international system is very strong. It should be a call to arms that will have to be led from Europe, and I am at this conference because, fundamentally, I believe that this conversation needs to happen and needs to happen urgently.

SYLVIE KAUFFMANN — Merci, David Miliband, pour ce rappel des règles essentielles de la base de la prospérité vue du point de vue des États et des relations entre États. Je donne maintenant la parole à Florence Aubenas. Nous avons pensé avec Jean-Hervé Lorenzi que sa présence était essentielle, tant pour son travail au *Monde* que pour ses nombreux livres ; je pense que vous connaissez tous *Sur Le Quai de Ouistreham*, un travail sur les gens qui sont, en France, à la recherche de la prospérité dans des conditions souvent difficiles.

FLORENCE AUBENAS — Je suis donc journaliste au quotidien *Le Monde*, je fais surtout du reportage. Il y a encore quelques années, au moment où frappaient les grandes crises financières et économiques, si tant est qu’elles se soient arrê-

tées aujourd'hui, je m'étais posé la question de savoir comment faire pour en rendre compte quand on est reporter de terrain. Contrairement à la plupart d'entre vous ici, je ne suis pas quelqu'un de théorique et l'économie n'est pas du tout ma partie. La façon la plus simple que j'ai trouvée a été de quitter mon travail de journaliste, de m'inscrire au chômage dans une ville française moyenne et de chercher du travail en disant : « Je suis une femme de cinquante ans, je n'ai aucun diplôme, qu'est-ce que je peux trouver comme emploi ? » Je pensais mettre tout le monde de mon côté en disant que j'étais « prête à tout faire » et évidemment, la première réponse qui m'a été opposée était que tout le monde était prêt à tout faire.

C'était il y a quelques années et si, à ce moment-là, j'avais dû prendre la parole devant vous pour vous parler de la prospérité, je vous en aurais sans doute parlé comme d'une quête perdue. Et je ne suis même pas sûre que vous auriez choisi ce thème-là, que vous auriez eu, si je peux me permettre, cette insolence, à cette époque. Parler de prospérité à ce moment-là était, d'une certaine façon, indécent. Il y avait un sentiment très général que la prospérité, nous ne l'aurions plus jamais, qu'elle était définitivement derrière nous. Beaucoup de personnes parlaient de la situation presque en termes de guerre, une guerre à affronter, bien sûr.

Je me souviens, à la même époque, être allée quelques jours au Maroc, du côté de Tanger d'où partaient, au début des années quatre-vingt-dix, beaucoup de migrants marocains vers les côtes françaises, espagnoles ou italiennes. Et quand j'y suis retournée il y a quelques années, c'étaient les Espagnols qui arrivaient au Maroc pour y chercher du travail. On disait : « Plus personne ne part d'ici vers l'Europe, parce qu'il n'y a à ramener de là-bas que des fers à repasser cassés. » C'était tout ce que l'on ramenait de vingt ans de travail dans un grand pays occidental. C'est l'image qu'on renvoyait de nous à cette époque où le pessimisme était partagé à tous les niveaux.

Le travail que j'avais trouvé en étant disposée à tout faire était un travail de femme de ménage sur un ferry-boat, un travail de nuit. Par la suite, j'ai continué à voir la plupart des personnes que j'avais rencontrées à cette époque-là, y compris récemment : quand il s'est agi de parler devant vous aujourd'hui, je suis allée passer le week-end à Caen avec ces femmes rencontrées alors. Et ce qui me frappe, et là je vais un peu pondérer le sondage qui nous a été cité précédemment, c'est que oui, aujourd'hui, il y a pour certains, pour certaines, une impression de prospérité ou en tout cas de prospérité atteignable. Le sondage qui nous a été donné axe beaucoup sur le fait que ce sentiment est lié à un niveau de revenu. Et ce que j'ai constaté moi, – cela promet une petite querelle – est tout à fait l'inverse : c'est que ce sentiment traverse absolument toutes les classes sociales. C'est-à-dire qu'on peut penser à la prospérité, se permettre d'y penser, quelle que soit la classe sociale dans laquelle on est. Et il tient aujourd'hui à peu de choses que d'être du côté ensoleillé ou du côté ombre de la société.

C'est ce partage des eaux qui est aujourd'hui très compliqué à évaluer et à intégrer pour faire en sorte que nous soyons dans une société apaisée. L'une de ces femmes me disait : « Voilà, mes deux enfants, mes deux garçons, ont tous les deux trouvé un travail en CDI », – qui reste le Graal en France : un travail à plein temps, avec un contrat de travail ferme. Et elle ajoute : « Cette petite victoire me promet un petit espoir. » Pour elle, et pour beaucoup d'entre eux, la prospérité est un espoir, plus qu'une condition matérielle. Tous en parlent avec des mots de rescapés, ils se disent qu'après tout, ils ont traversé ces crises, qu'ils ont survécu et que maintenant, petit à petit, ils arrivent, en fonction d'un certain nombre de paramètres, à tirer leur épingle du jeu. Très souvent, cette démarche est présentée comme individuelle et non comme collective. Y compris quand on fait partie d'entreprises qui licencient massivement, comme Good Year. Dans cette cen-

taine de salariés, parfois plusieurs centaines, qui vont vous dire qu'ils font partie de cette charrette, le sentiment de prospérité peut aussi être partagé par certains d'entre eux. C'est très paradoxal et parfois même choquant, d'une certaine façon. Dans un de ces plans sociaux, une personne me racontait : « Moi, j'ai tel type de travail, donc j'ai un travail un peu spécialisé et avec cette petite spécialité, peut-être que je vais retrouver un autre petit travail. » Il se disait qu'il allait pouvoir y arriver, alors que d'autres allaient se dire, au contraire : « Moi, je ne vais plus pouvoir y arriver parce que je suis un ouvrier sans aucune spécialité qui arrive à un âge critique. » Ce sentiment d'un destin de moins en moins collectif est aussi, pour moi, la marque de notre époque. Et d'ailleurs on peut trouver dans des classes sociales hautes un sentiment de déclassement, de dégringolade qui était jusqu'à présent laissé à des classes plus modestes.

L'autre question sur la prospérité est à quel titre on peut prendre la parole sur la place publique. Je m'explique : je suis allée, pour *Le Monde*³, faire un reportage dans ces maisons de retraite pour personnes âgées dépendantes qui sont de plus en plus nombreuses, situation qui attend évidemment un certain nombre d'entre nous, sinon la majorité. Les jeunes femmes qui travaillent dans cette maison de retraite estiment n'être pas assez nombreuses et ont décidé de se mettre en grève, ce qui est extrêmement rare. Et pour la première fois, cette grève dans une maison de retraite est la plus longue de France à l'instant où nous parlons : elle a bientôt quatre mois. Dix-huit personnes travaillent dans cet établissement, dix-huit aides-soignantes, la moitié en contrat à durée déterminée, la moitié à contrat à durée indéterminée. Évidemment, seules les secondes font grève, les autres non. Elles gagnent à peu près la même chose ; ce qui les sépare c'est cette différence de contrat.

3. Enquête parue dans *Le Monde Santé* du 17 juillet 2017.

Et le ressenti qu'ont les unes et les autres est absolument inverse. Vous demandez aux unes : « Est-ce que vous pensez que vous allez vers de la prospérité ? », celles qui sont en grève, bizarrement, vous disent oui et celles qui continuent à travailler vous disent non.

SYLVIE KAUFFMANN — Tony Meloto, vous venez des Philippines où vous avez créé en 2003 une ONG, Gawad Kalinga, ce qui veut dire « prendre soin », qui s'était fixé pour mission de sortir 5 millions de familles de la pauvreté d'ici 2024. Vous êtes aussi très actif dans le domaine de l'entrepreneuriat social, pour favoriser l'émergence de l'entreprise sociale dans un pays comme les Philippines.

ANTONIO MELOTO — I am here as a simple man in search of true prosperity. Regarding my educational background, I took up economics in the top university of my country, worked as an executive in an American multinational company, but at the age of 35, despite having what I wanted, I came to realize that I was not happy. I was raising four children in a world that was not getting any better. Our country was getting poorer, poverty was deepening with more slums, more threats, the streets were not safe, and 11 million of our people had to leave the country. Therefore, despite the fact that I had the privilege to send my children to the best schools and live in a comfortable place, I realized that the world was not sustainable for them.

Cutting a long story short, I am here in France at least five times a year in the last seven years because the French have been my partners in my journey in search of true prosperity. Our NGO is called Gawad Kalinga, which means "to give care". 20 years ago I decided to get off the train and go back to the slums to really discover sustainable poverty and why 11 million of a talented race had to search for opportunities abroad when

we had 10 million hectares of fertile land and very rich biodiversity and very talented and creative people. It was a real challenge for me to try to understand the scandal of why a very blessed country could be so poor.

350 years of colonization definitely had its effect on us, but that was no excuse, so I went back to the slums and worked with 2 000 gang members, juvenile delinquents, and stayed there for seven years, went there almost every day, trying to understand poverty, because it is so difficult trying to prescribe solutions for problems you do not fully understand. I came to realize that poverty at its root was really social injustice, that only a very small fraction of the world's population had most of the resources. I decided that we can only end poverty in my country if we invest in making the poor not poor, if we invest in our lost human capital. Therefore, we built communities with them, and my focus was the recycling of men, because in many societies we normally talk about empowering women because they have been so oppressed and suppressed, but in my country, when people live in subhuman conditions, the only survival mode of the men is to show predatory behavior. Therefore, our criminals are men, our drug addicts are men, our abusers at home are men, and our lost human capital is mostly male, so I came to realize that I should have the courage to work with men. The world of philanthropy often caters to victims, so I wanted to build a world where no one was a victim or prey and to follow a peaceful path, by building communities where the men had to undergo value formation every week, because when they are the problem they should be part of the solution. When we restore their dignity, they also start to discover self-worth and productivity, so the first impact of the first village we built in 1999 was peace. The fact was that we did not even have to create jobs, because people built their homes, they gained new skills and started to look for work. We validated this in 10 other cities and got the same results, and now we have built over 3 000

communities for over a million people. We discovered that true prosperity is building our shared humanity, and it is when the rich and the poor start to see each other as brothers and sisters. When I started working in the slums, I brought my 16-year-old daughter, who went to the top business school where I graduated, and she worked with the prostitutes. She came to me crying and said, “Papa, their lives are so miserable. My friend here is only 16 and she was raped by her stepfather at the age of 13. She has had two abortions, and now she is a prostitute.” I looked at my daughter in tears and saw her friend, and I realized that if she was born in a slum, in the same environment, she could have been that prostitute, and that precise moment was one of real epiphany. I realized that if I did not look at the children of the poor as my children, my own children had no future, whether in my country or anywhere in the world. That was the big turning point, to see the poor as family, not as objects of charity, and to try to really build a solidarity economy. It is also about bringing those who are privileged, with the best education and the best success in business, to go to the bottom of the pyramid and to see the untapped human wealth we have.

We are building our farm village university. We have about 300 interns from 32 French universities, and we are happy to work with the top universities, because we are giving the poor at the bottom of the pyramid in our country the gift of excellence, the gift of beauty, the gift of quality, the gift of class. We associate France in my country with Chanel, Dior and Louis Vuitton, because normally those who are generous would look at the poor as just objects of philanthropy. When these French interns come back, they start *Ticket for Change*⁴, *Make Sense* and many other NGOs, so we are helping build a

4. *Ticket for Change*, Start-up créée en décembre 2012 dont la vocation est « activateur de talents pour transformer la société par l'entrepreneuriat et l'intra-entrepreneuriat. » *Make Sense*, Start-up créée en 2011, pour être une sorte de facilitateur de création d'entreprises à but social ou solidaire dans le monde entier. makesense.org

new generation of French people with a purpose, and we are also helping to create for-profit businesses with a purpose. We are here to restore the dignity of the poor as well as our own, because there are also a lot of rich people in the world who are not happy. There are those who are looking for a purpose, and we discovered that the French gave us technology, they gave us knowledge, and we source the raw materials for cosmetic products from the Philippines from Provence, because we want to create a win-win situation as we build our emerging economy. We are now one of the fastest-growing economies in Asia. It is also being done in terms of global partnership. The European and Asian economies would like social entrepreneurs to be the bridge, and we hope that we will open career and business opportunities for the French in Asia, just as we would like our people to come to Europe with France as our base. Therefore, we hope that we will both define prosperity together and enjoy it.

SYLVIE KAUFFMANN — Merci entre autres d'avoir attiré l'attention sur ce partenariat avec les Grandes écoles françaises qui innove en permettant une aide qui n'est pas à sens unique mais va dans les deux sens. Guillaume Névo, voulez-vous ouvrir le débat ?

LA PAROLE AUX ÉTUDIANTS — Guillaume Névo, PSE. Le mot « prospérité » vient d'un terme latin qui a également donné le terme « bonheur » et dont un dérivé a donné « faire la paix avec ». Je voudrais donc vous demander comment on peut envisager la prospérité au niveau national en laissant une partie de la population sur le carreau ? Même question d'un point de vue international : quand on voit l'ordre mondial actuel, le retrait des États-Unis notamment de ses engagements climatiques ou de nouveau l'affrontement entre les États-Unis et la Russie, par exemple en Syrie, comment peut-on envisager

de nouveau une prospérité à l'échelle mondiale ? Faut-il redéfinir un ordre mondial ?

SYLVIE KAUFFMANN — Deux questions intéressantes mais vastes, vous allez donc répondre tous les trois en choisissant l'angle qui vous convient le mieux. Comment envisager la prospérité dans un contexte de croissance des inégalités et dans un contexte de grand désordre international ?

DAVID MILIBAND — I would say two things. Firstly, I believe that Dani Rodrik⁵ is speaking at this conference. He has made the really important point that global inequality is being reduced at the moment, despite the level of disorder that I spent my time dealing with — huge disorder in Syria, Somalia or Afghanistan. The general international picture is of unprecedentedly fast improvements in the life chances of the poorest. 70% of the world's population lived in extreme poverty in 1950, and today less than a fifth live in extreme poverty. It is still a terrible scar that a billion people live in extreme poverty, but the general trend is for a reduction in global inequality. What is happening is that there is a rise in inequality within countries, and Dani Rodrik's point is that the reduction in global inequality is not the reason for the growth of national inequality. It is a really important point. It is wrong to say that Britain, the US or France have become more unequal because of China and India; the maths do not add up. The reason that Western industrialised societies have become unequal is fundamentally threefold. Firstly, technological change has hollowed out the middle class. Secondly, rent-seeking behaviour at the top has been very significant in some Western societies. Thirdly, the policies to help social mobility and to raise the floor, once you have a minimum

5. Voir session 3 « Faut-il renoncer à la mondialisation ? »

wage, have not been effective enough. Therefore, the answer to your question, for those of us who are focused on Western societies, is to update labour market and other measures that address inequalities within our own societies, and we should not believe we are doomed to unequal distribution within our societies because of what is going on globally.

FLORENCE AUBENAS — Je trouve très compliqué de parler de prospérité dans un monde où certains en sont, en tout cas matériellement, tout à fait exclus. En France, en Europe, dans le monde occidental, c'est évidemment criant parce que la promesse de prospérité a toujours été générale. Dans certains pays régnait le sentiment qu'une oligarchie en profite, alors que nos sociétés occidentales ont fait le pari, ou en tout cas tiennent le discours d'une certaine forme d'égalité, de partage, de solidarité, promesse qui n'est pas forcément tenue. Cette prospérité difficile à atteindre apparaît, du coup, comme quelque chose d'injuste. Mais rien n'est simple. Lorsque j'ai fait mon enquête à Ouistreham, l'essentiel de mon travail consistait à nettoyer pendant la nuit des toilettes sur un ferry-boat — on m'avait présenté ce travail comme le fond de la casserole. En nettoyant ces toilettes, une de mes voisines de labeur me dit : « Moi, mon mari me dit à chaque fois d'arrêter ce travail et je lui dis que non, je continue parce que j'ai de l'ambition et que je vais réussir. » Et je pense qu'il n'y a pas là de quoi rire : le sentiment d'ambition, le sentiment de pouvoir s'élever, quelle que soit cette élévation, est quelque chose de très partagé et n'est pas réservé à une élite ou à une classe sociale. Et j'ai trouvé autant de paresseuses — c'est un travail à 90 % féminin — que de personnes qui en voulaient, autant de personnes insatisfaites et de personnes satisfaites que dans mon propre métier, ce travail si célébré et recherché qui est celui de journaliste. Je pense donc que ces lignes de fracture, de dignité, sont beaucoup plus transversales que ce qu'on pense. Il faut faire une différence très

nette entre la situation qu'on a, quelle qu'elle soit, y compris les plus basses de l'échelle sociale comme SDF ou ce que l'on peut considérer comme le plus difficile, et les conditions dans lesquelles on l'affronte. Je crois que c'est vraiment là que se jouent les choses, l'identité de chacun, sa place dans le monde et ses espoirs. Et l'espoir, heureusement, n'est pas l'apanage d'une classe sociale favorisée. Je ne dis pas cela parce que je veux vous donner bonne conscience : comme moi, vous l'avez, certainement, très mauvaise. Mais je le crois très profondément. Aujourd'hui, les choses se jouent de cette manière-là, et aussi de façon transversale.

ANTONIO MELOTO — I do not have big answers to the big problems that you have presented. We just try to make a difference where we can. Twenty years ago, when I started my journey, land was not available to the squatters, to the informal settlers of Manila, but we showed landowners that if they gave us a small portion of their land we could remove the shanties and the informal settlers and that land values would go up, because when the men are also part of the solution, there is peace. Anyway, land for over a million families was donated in 20 years. All this shows is that you can do it: when ordinary people come together, and when we have corporations, we have local government and the poor themselves are part of the solution, then we can show the world it can be done, and even local governments can pick it up and transform their slums.

Anyway, we built our farm village university, the first in the world, with 1 600 French interns in the last seven years; we have built a template for an economic zone where the poor and the rich can be partners in creating inclusive wealth. Now we are building this in 24 other provinces throughout the Philippines, and hopefully we will do it in the next seven to 10 years. Then again, it is just ordinary people working with people with power and resources, and also showing that the new middle-class

will come from the bottom of the pyramid. We also need to encourage our young people, our own children, that they should not be afraid of working with other people regardless of race, religion or status, that we are one global family. This planet is our home, and we need to build a future full of hope.

QUESTION DU PUBLIC — Pour être très concret, quand j'étais à la fac, mes étudiants m'ont demandé la possibilité d'utiliser ma boîte aux lettres. Pourquoi ? Parce que dès qu'ils envoyaient leur CV avec une « mauvaise » adresse, on ne l'étudiait même pas. C'est ainsi que j'ai dû intervenir personnellement auprès de City Bank qui avait, à l'époque « perdu » une demande de stage. Ça a été réglé par le directeur. J'ai rencontré beaucoup de situations de ce genre que j'ai gérées de la même manière. J'ai quatre boîtes aux lettres, je les ai toutes utilisées. Mais je reviens à ce qu'a dit Florence Aubenas. Elle a dit qu'une partie du problème est la manière dont les personnes affrontent la situation. Je sais que c'est vrai, j'ai eu des étudiants qui m'en ont donné la preuve. Mais est-ce qu'en disant cela, on ne déresponsabilise pas la société en général ? Est-ce qu'il n'y a pas besoin d'une formidable vague d'éducation, une réaction contre cette discrimination qui nous empoisonne en France ? J'ai l'impression qu'on est assis sur un volcan qui attend pour exploser.

FLORENCE AUBENAS — Vous mettez le problème de la discrimination au cœur de votre question. Il est vrai qu'en France, on est champion du monde dans ce domaine... On est champion pour clamer que nous avons voté une loi il y a longtemps, pour défendre le principe « à travail égal, salaire égal », loi qui n'est toujours pas appliquée. Au Parlement européen, on appelle la France « le pays de la déclaration des droits de l'homme et pas de leur application »... et je pense que c'est tout à fait exact. En France, les facteurs de discrimination sont vrai-

ment très nombreux, l'adresse, le sexe, le visage, le nom... Il faut rappeler que 80 % du travail précaire en France, est assumé par les femmes, que la classe la plus nombreuse au chômage est celle des jeunes, que ceux qui ont le plus de mal à trouver du travail sont ceux dont le nom et l'adresse ne sont pas ceux que veulent les employeurs, et on pourrait décliner à l'infini.

Malheureusement, et c'est là où je veux en venir, on a voté des lois là-dessus, les politiques publiques existent, elles sont nombreuses et toutes inopérantes. C'est vraiment un problème typiquement français : on peut voter une loi et continuer à ne pas l'appliquer trente ans plus tard : la loi Roudy⁶ a des décennies derrière elle. Je pense donc qu'à un moment donné, quand la loi et les pouvoirs publics sont à ce point inefficaces, il faut tous s'y atteler, chacun à son niveau. Quand un homme politique me demandait ce qu'il pouvait faire, je lui avais répondu de commencer, dans le ministère où il me recevait, d'embaucher les femmes de ménage directement et d'arrêter de passer par des intermédiaires. Chacun doit, aujourd'hui, prendre ses responsabilités. C'est vraiment là qu'est le défi. Force est de constater qu'on est tous, dans cette société, à la fois coupable et victime. C'est le propre de cette situation : on va à la fois protester contre le travail précaire et faire ses courses au supermarché où toutes les caissières sont des précaires. On a du mal à être cohérent, je pense que le vote de lois et les politiques publiques, en tout cas en France, ne sont pas opérantes, sinon la question que vous posez aujourd'hui et qu'on traîne depuis cinquante ans, ne se poserait plus.

SYLVIE KAUFFMANN — David Miliband, Tony Meloto vous avez parlé de cette contradiction de la mondialisation qui fait qu'une partie du monde sort de la pauvreté mais que paral-

6. Yvette Roudy, ministre déléguée chargée des Droits de la Femme dans le gouvernement Mauroy, à l'origine de la loi sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes promulguée le 13 juillet 1983.

lèlement, l'autre partie du monde a l'impression d'y tomber... C'est une des raisons qui ont fait monter le populisme dans certains de nos pays. Comment peut-on y remédier ? Comment pensez-vous qu'on peut lutter contre cette situation, soit économiquement, soit politiquement ?

DAVID MILIBAND — I would say that there is an assumption underpinning your question, that the only inequality that matters is income inequality, and I just think it is worth registering that income inequality does not sit on its own. It sits in relation to wealth inequality and a wider set of inequalities. It is really important, if your question is about labour market inequalities, that we are specific about which inequalities we are talking about, because one of the inequalities that France faces, between those with jobs and those without jobs, is a very different kind of inequality than inequalities to do with remuneration in the labour market and mobility in the labour market. My experience, which was in domestic policy before I moved into foreign policy, is that you must not look at access to the labour market separately from remuneration in the labour market or mobility in the labour market.

It is different for someone at the beginning of their career to be juggling two jobs, with the aspiration to move on up or in the process of developing skills and experience that allow them to move up, than for a single mother with two kids trying to do the same thing with very few prospects of moving up. One of my worries about the debate, or the way the debate about “inequality” is shaping up in the Western world, is that it is not being clear enough about which inequalities are being targeted. Secondly, it is not being clear enough about those three different elements in the labour market, and unless you have a policy agenda that addresses all three, you will not crack the problem.

ANTONIO MELOTO — We really have to keep on fighting peacefully for our faith in humanity, that we are all equal in worth and dignity, in whatever little ways we can find expression for it. Our principal partners in our work to achieve profit with justice are the French. Last night I met with some of the successful people here in Provence, the people behind Synergy Solar. They hired a very good engineer from Lille to build a solar irrigation system for us, to help our farmers, but in the process we will also open vast opportunities as an emerging economy for many of the competent and really talented French graduates. There must be uncertainty in the European landscape right now, but right now we have Asia, with all its energy and capital and where industries are being opened. We import 98% of our dairy at the moment, including 4% from a neighbouring country that does not even have cows. It is when we learn to really see that we can build a new economy, a new caring economy, a new sharing economy, that we can achieve shared prosperity.

PHILIPPE AGHION — Je dirai pour conclure que la discussion a été très riche, beaucoup de points ont été soulevés par les intervenants. David Miliband, en particulier, a posé la question de comment réconcilier l'économie et la politique. Comment faire que différentes tendances qui ont été favorables sur le plan économique soient acceptées politiquement ? Comment restaurer la confiance à l'intérieur des pays pour qu'ils soient plus ouverts et ne tombent pas dans le protectionnisme ? Florence Aubenas a montré comment on peut se sentir prospère, pas seulement d'un groupe social à un autre mais à l'intérieur des groupes sociaux, que les inégalités n'ont pas seulement été générées par la différence entre niveaux d'éducation mais à l'intérieur de mêmes niveaux d'éducation.

Tony Meloto s'est demandé comment se mettre à la place des autres, comment imaginer la vie des autres, pas juste être

condescendant mais se mettre à la place des autres. Je crois qu'il y a vraiment un modèle, que j'appelle le modèle scandinave. Tous les pays ont compris certaines choses, mais je pense que les pays scandinaves en particulier ont été à la pointe de comprendre qu'on pouvait réconcilier prospérité par l'innovation, la créativité, et avoir en même temps un système qui inclut tout le monde, dont tout le monde se sente partie prenante. Pour cela, il faut l'éducation de base, une éducation de bonne qualité accessible à tout le monde, et un système qui permet à la fois d'être tout le temps assuré et de pouvoir rebondir d'un emploi à un autre, de se qualifier d'un emploi à un autre, une vraie flexisécurité. Je crois que c'est la base : il ne suffit pas d'avoir des marchés flexibles, des marchés libéralisés, il faut l'éducation et un système qui combine assurance, formation tout au long de la vie et mobilité. C'est tout l'enjeu, maintenant, des révolutions technologiques, de la révolution numérique. On a peur des révolutions, parce qu'elles détruisent beaucoup d'emplois, mais les révolutions technologiques créent de nouveaux emplois, de nouvelles possibilités. Le problème c'est qu'elles ne sont pas accessibles : beaucoup de gens se croient incapables d'y arriver. Le défi est donc de créer un système qui permette à tout le monde d'aller vite vers ces nouveaux emplois qui vont remplacer les emplois détruits. Je pense que c'est dans cette direction qu'il faut aller pour progresser dans les questions que nous avons abordées aujourd'hui.

LA DÉMOCRATIE PEUT-ELLE SURVIVRE SANS PROSPÉRITÉ ?

COORDINATION **Y. Algan** (*Cercle des économistes*)

CONTRIBUTIONS **F. Fukuyama** (*Stanford University*)
A.-M. Idrac (*Sciences Po, Paris*)
A. de Romanet (*Groupe ADP*)

MODÉRATION **V. Giret** (*Le Monde*)

VINCENT GIRET — La démocratie peut-elle survivre sans prospérité ? Depuis une dizaine d'années, on le sait, le nombre de pays qui vivent en démocratie « parfaite », dirons-nous, diminue, au point qu'on parle de plus en plus avec Pierre Hassner¹, de « démocratures ». Est-ce la fin d'un cycle ?

YANN ALGAN — Nous allons tenter de répondre à une question cruciale : le cycle démocratique, vieux de deux siècles, arrive-t-il à son terme avec les orages qui s'amoncellent sur notre prospérité ? Cette question aurait semblé bien incongrue il y a encore quelques temps, au moins depuis le XIX^e siècle, où croissance économique et approfondissement des démocraties semblaient un couple inséparable ; à la fin du XX^e siècle, il semblait que la conquête démocratique et la croissance soutenue par l'économie de marché, allaient s'étendre jusqu'aux confins

1. Géopolitologue français, né en 1933, directeur de recherche émérite au CERI, dernier ouvrage paru, *La Revanche des passions*, Fayard, 2015.

du globe. Pourtant, au début du XXI^e siècle, avec le Brexit, la victoire de Donald Trump, la montée du populisme en Europe continentale, on assiste à un véritable retournement de l'histoire et, d'une certaine façon, les élections récentes dont celle d'Emmanuel Macron, semblent plus une exception que la règle. Selon l'enquête du *World Values Survey*, depuis les années 80, dans les pays occidentaux, le pourcentage des personnes qui déclarent préférer un régime autoritaire à un régime démocratique est passé de 8 % à 40 %. La stagnation séculaire annoncée par Larry Summers, explique-t-elle cette montée des populismes ? Force est de constater que les revenus ont cessé de croître dans la plupart des démocraties des pays occidentaux depuis maintenant plus de 30 ans. Mais, au-delà de la simple stagnation séculaire, c'est surtout l'insécurité économique qui semble expliquer cette montée du populisme associée à divers autres facteurs : d'abord la question de la globalisation économique et du commerce international, qui selon David Autor, économiste au MIT, explique l'essentiel du vote en faveur de Donald Trump. Ensuite la question de la crise migratoire et des réfugiés en Europe. Enfin, la question de la globalisation financière et de la grande crise économique dont les effets se font encore sentir dans la plupart des pays européens. Cette insécurité économique se double d'une insécurité culturelle, et la grande question sera de savoir si dans ce contexte d'insécurité, les citoyens ont tendance à se retourner vers une demande d'ordre et d'identité. L'autre grande question est de savoir comment renouer avec l'optimisme autrement dit, en l'absence de croissance, comment retrouver un idéal démocratique. Si nous n'avons pas de retour de la croissance, est-il possible d'inventer des nouvelles formes de prospérité qui nous permettent de consolider nos démocraties ? Je conclurai avec une belle citation de René Girard qui disait : « L'homme désire intensément,

mais il ne sait pas quoi². » Il a désiré intensément la croissance matérielle, espérons que nous allons pouvoir suggérer d'autres formes de prospérité pour que l'homme désire intensément... la démocratie.

VINCENT GIRET — Francis Fukuyama, vous êtes philosophe, économiste, *Senior Fellow* à la Stanford Freeman Spogli Institute, auteur, on le sait, d'un best-seller mondial sur la fin de l'histoire. Votre dernier ouvrage *Des Origines de la politique à nos jours*, est paru en français aux éditions Saint-Simon. Dans quel cycle sommes-nous aujourd'hui ? Y a-t-il vraiment un épuisement d'une longue dynamique historique en faveur de la liberté, de la contagion des droits ?

FRANCIS FUKUYAMA — Let me just say a couple of empirical things about the relationship of democracy and prosperity, and then I will go on to talk about where we are in a larger cycle. First of all, there is a clear empirical relationship between the level of development and democracy. Apart from the states of the Persian Gulf, by and large the richest states are also the most democratic. The theory is that with industrialization you get a middle-class, you get better-educated people who demand political participation, and that accounts for that correlation. The main exception to that today is China, which is achieving upper-middle-class status. It is past the point where Taiwan and South Korea had already democratized and it is still an authoritarian country, so we will have to see whether this correlation continues, but by and large it is fairly strong. Growth is also important: if you do not have an expanding pie, then the inequalities that are created by modern capitalism are resented much more strongly, and that is why, in general, high levels of growth have been associated with democratic instability.

2. *La Violence et le sacré*, 1972.

The income distribution that is produced by growth is also critical, this is where the experience of the last 20 or 30 years is very relevant. Absolute income inequality is not good for democracy. Aristotle was one of the first philosophers to note that you needed a middle-class, people that were neither very rich nor very poor. The demonstration of this is Latin America –it is the most unequal region of the world, and its politics for the last two centuries have been polarized between a relatively small oligarchy and a mass of people who either vote for populist or leftist parties –Hugo Chavez was the latest incarnation of that– and that also is not good for democracy.

The problem we are facing in North America and Europe is different. This is not about poverty and absolute inequality; it is more about the middle-class, or people who thought that they were middle-class. According to the recent IMF report, 50% of Americans today have a lower per capita income in real terms than they did two decades ago, which is really quite remarkable. Therefore, despite the fact that the US has seen pretty good growth in that period, a substantial part of the population has seen this kind of decline, and as many people have pointed out, this was the core of the type of people who voted for Donald Trump.

I would argue, along with my mentor Samuel Huntington³, that the most destabilizing class politically are not people who are absolutely poor, because they have a hard time organizing, but people who thought they were middle-class and are losing that status. This is where the identity issue or the culture issue comes in, because that loss of status is then transferred into resentment, particularly when the lower-status people are of a different ethnicity or race than the old middle-class.

3. Samuel Phillips Huntington, (1927-2008) American political scientist, adviser and academic. He is best known for his 1993 theory, *The Clash of Civilization* in which he argued that future wars would be fought not between countries, but between cultures, and that Islamic extremism would become the biggest threat to world peace.

This is the case with African-Americans and Hispanics *vs* the old white working-class, but it is also the case in Europe with immigration.

Therefore, the movement of the left towards a kind of identity politics, a focus on the outsider status of different kinds of minorities and attention to their concerns breed a kind of resentment on the part of the old, white working-class, and that is why you have seen this upsurge in so-called white nationalism in the US, this assertion that we are an identity group but have not been allowed for reasons of political correctness to express our own anxieties, fears and so forth. This is very much present in the Brexit vote and it was certainly the case with Donald Trump and his supporters.

That has led to a common sociology of populism. I actually disagree a little with the overall characterization of how much we have retreated from democracy, because if you look at some of the quantitative measures of democracy, there are still some 110 countries in the world out of 180 that hold regular democratic elections. There has definitely been backsliding over the last 10 years, but still a substantial majority of the world's countries profess to believe in democratic legitimacy. What is happening is the rise of a kind of democratic populism in which the democratic part of the system attacks the rule of law part, in which politicians use democratic legitimacy, the fact that they are elected, to undermine the rule of law. This is true in Russia under Putin, it is true under Erdogan in Turkey, it is true under Viktor Orban in Hungary, it is true with Duda and the Kaczynski government in Poland, and that is exactly Donald Trump's aspiration.

Therefore, –that is really the threat– it is an interior threat to the balance between democracy and the rule of law and a modern impersonal state that is at stake. I personally think that we will go through a very rough period because of the problems created by globalization, but I would not underestimate the

strength of institutions and the lack of real alternatives to this in terms of political systems that can maintain prosperity.

VINCENT GIRET — Augustin de Romanet, vous êtes le PDG des aéroports de Paris, après avoir été à la tête de la Caisse des Dépôts, vous avez publié il y a quelques années, un livre intitulé *Non aux Trente Douloureuses*, dont le diagnostic nous paraît toujours d'actualité. Vous avez un point de vue, j'allais dire, plus pessimiste sur cette situation, sur la situation fragile de nos démocraties. Et vous avez été très marqué, d'ailleurs, par le joli livre de Raffaele Simone⁴ *Si La Démocratie fait faillite*.

AUGUSTIN DE ROMANET — La situation de la France est paradoxale, parce que – c'est mon premier point, je pense que l'euphorie post-électorale dissimule une certaine crise démocratique. Je suis un peu plus pessimiste que le professeur Fukuyama. Deuxièmement, je crois que cette crise de la démocratie s'explique par l'effondrement d'un certain nombre de mythes, sur lesquels je reviendrai. Troisièmement, il me semble que le désintérêt des populations, par leur vote récent, manifeste cette crise de la démocratie. Quatrièmement, nous observons que la crise de la démocratie se traduit par un renforcement de la revendication identitaire, comme le disait le professeur Fukuyama. Cinquièmement, je suis convaincu que la démocratie peut survivre si elle traite ces pathologies, mais ça n'est pas acquis.

La France est en paix, au sens où Paris n'est pas sous la canonnade ennemie depuis 72 ans. C'est un record de durée depuis Louis XV. La France est également en démocratie depuis 72 ans, la guerre ayant mis fin au régime autoritaire qu'elle avait amené. On s'habitue à la paix, tout comme on s'habitue à la démocratie. Ce ne sont cependant pas des acquis, ils supposent un certain

4. Respectivement, Plon, 2012 et Gallimard, 2016.

nombre de conditions réunies et si nous sommes à la recherche de nouvelles prospérités, c'est sans doute parce que, intuitivement, nous savons qu'il y a un lien entre démocratie et prospérité. Certes, on peut avoir des démocraties pauvres, mais avec de forts taux de croissance, le Botswana, vous pouvez avoir des autocraties avec une certaine prospérité, par exemple Singapour. Cependant, il y a une thèse de Amartya Sen que j'aime bien, selon laquelle toutes les grandes famines à l'échelle de l'histoire, n'ont jamais eu lieu que dans des pays dictatoriaux, l'URSS, la Chine, l'Éthiopie. Sous la dictature, l'erreur perdure, au contraire des États qui intègrent l'écoute dans leur système politique.

Je reviens aux cinq points annoncés. Nous sommes en France dans une situation paradoxale qui peut nous masquer la réalité de la crise démocratique. Nous vivons une période d'euphorie démocratique. Nous venons d'élire un Parlement et de droite et de gauche, et nous avons un Président qui n'a jamais autant réfléchi, en comparaison de ses trois prédécesseurs, sur l'exercice du pouvoir. Cependant, le soulagement ne doit pas dissimuler les fragilités. Fragilité du système politique national d'abord, qui fait que l'alternance la plus audible est représentée aujourd'hui par les extrêmes. Ensuite les fragilités internationales : Francis Fukuyama a parlé de l'Amérique de Trump, de la Russie de Poutine, de l'Inde de Modi aussi, qui sont tous des pays avec des gouvernements à tendance autoritaire, alors qu'on avait connu des vagues de démocratie dans l'Europe du Sud dans les années 70, en Amérique latine dans les années 80, en Europe de l'Est dans les années 90, sans parler du Printemps arabe qui s'est fracassé sur la dictature. Dans le même temps, les pays occidentaux semblent englués dans une croissance atone qui ne permet ni de résorber le chômage, ni de redonner un sentiment de prospérité.

Deuxième point : cette crise de la démocratie s'explique par une crise des fondements sous-jacents aux mythes démocratiques. C'est la thèse du livre de Raffaele Simone, *Si La Démo-*

cratie fait faillite, qui montre que la démocratie repose sur un certain nombre de mythes fondateurs en train de s'écrouler. Le principal mythe est celui de la souveraineté du dirigeant et du pouvoir des décideurs. Dans son livre sur la révolution française, François Furet expliquait que la Révolution était née du fait que l'action politique devait réaliser les attentes du peuple. Or, aujourd'hui, nos concitoyens considèrent que l'action politique ne réalise plus les attentes du peuple. Pourquoi ? C'est le cœur de ce que Michel Rocard appelait dans ses derniers livres, la « polycrise ». C'est l'idée selon laquelle la mondialisation, l'endettement des États, le pouvoir oligopolistique des GAFAs, l'intégration européenne, la dilution de la prise de décision au sein des États, donnent le sentiment aux populations que leurs gouvernants n'ont plus le pouvoir. Il s'ensuit que ce mythe de la souveraineté démocratique s'effondre, car plus aucun État-nation n'est en mesure d'expliquer à ses populations qu'il maîtrise la situation. C'est un facteur de crise majeure.

Dans ce facteur de crise majeure, et c'est mon troisième point, les électeurs votent avec une espèce de défection de la démocratie. Souvenez-vous de Hirschman qui expliquait la différence de comportement entre *exit* et *voice*. On peut dire que les électeurs, à certains égards, font *exit* aujourd'hui. C'est-à-dire qu'ils ne participent plus au débat démocratique, ils le fuient. Le Brexit, c'est la fuite du débat. Le vote pour Trump, c'est la fuite du débat. On considère que la démocratie ne pouvant plus rien, on vote pour le plus fou – que le Professeur Fukuyama me pardonne. Et donc, cette crise de la démocratie risque de nous conduire à une démocratie à basse intensité. Je pense au récent livre de Brice Teinturier, dont le titre est *Plus rien à faire, plus rien à foutre : la vraie crise de la démocratie*⁵. Cette crise de la démocratie, est mon quatrième point, elle se traduit par un renforcement de la revendica-

5. Février 2017, ed. Robert Laffon.

tion identitaire et culturelle. En effet, les États n'ayant plus de pouvoir, se réfugient derrière le socle commun de l'espace de la souveraineté culturelle : récits de victoire raciale, de pureté ethnique, de grandeur nationale. Par exemple, en décembre 2014, Poutine prend un décret pour expliquer que la Russie n'est pas l'Europe et il fustige l'Occident châtré et sans conviction ; de même en Inde où Modi revendique l'indianité et laisse faire des rafles anti musulmans. Quant à Trump, c'est la première fois que nous voyons un message à caractère racial sur la grandeur de l'Amérique, puisqu'il promet implicitement aux blancs de redevenir la classe dominante de la nation. Il y a donc chez les leaders un mélange de chauvinisme culturel, de colère anti-immigrants et de rage majoritaire. Lorsque Francis Fukuyama parlait de la fin de l'histoire, je pense qu'il parlait de la fin des ennemis à l'extérieur de la démocratie : la fin du communisme, la fin d'un certain nombre de dictatures. Mais aujourd'hui, si on est à la fin du cycle des ennemis de la démocratie de l'extérieur, est-ce que nous ne sommes pas au début de l'histoire des ennemis de la démocratie de l'intérieur ? Au fond, tout le sujet de ces Rencontres Économiques est là : réfléchir à cette nouvelle prospérité qui doit sauver la démocratie libérale de ses démons intérieurs, nationalistes, identitaires et religieux.

Mon cinquième point, qui sera aussi ma conclusion, est que la démocratie peut survivre à condition de traiter ces pathologies. La première condition est de régler la question de la représentativité des gouvernants et de la capacité inclusive que ceux-ci ont perdues. En un mot, il faut que la démocratie assure une prospérité au sens large du terme, pas seulement au sens d'une croissance du PIB. La démocratie doit réinventer son modèle en réinventant un lien direct entre peuple et pouvoir, participation directe et transparence, sens du leadership de la part des dirigeants, et surtout, réinventer la mobilité sociale qui a trop disparu dans nos États développés.

Deuxième pathologie, deuxième condition ; les démocraties occidentales doivent retrouver leur liant identitaire et civilisationnel, sans renoncer à leur ouverture. Même si le débat d'aujourd'hui ne porte pas sur la question de l'identité culturelle, cette question est le nœud de ce que Yann Algan appelait comme nouveau projet politique. Au fond, si nous ne sommes pas capables, nous, Européens, de définir des nouvelles croyances, qui nous permettront de définir une nouvelle démocratie, je pense que notre système démocratique restera menacé par la défection des électeurs. Aujourd'hui, nous voyons qu'en Allemagne, cette défection dont je parlais tout à l'heure est grandissante ; en France, nous y avons échappé de peu.

Enfin, la troisième condition, pour régler cette pathologie, est d'être très vigilant et de se souvenir que la démocratie n'est pas une donnée. Je prendrai simplement la phrase d'Hannah Arendt qui dit : « Les mouvements totalitaires usent et abusent des libertés démocratiques pour les détruire. » Au fond, la faiblesse de la démocratie vient de ce qu'elle ne combat pas ses amis de l'intérieur, contrairement aux autocraties qui, elles, sont intraitables. Et c'est la raison pour laquelle, il faut méditer, pour la conjurer, l'idée selon laquelle les démocraties représentent de brefs intervalles de l'humanité.

VINCENT GIRET — Une lourde responsabilité pèse sur les épaules d'Anne-Marie Idrac, après les propos d'Augustin de Romanet sur la crise du politique et leur difficulté à répondre aux défis qui nous assaillent. Anne-Marie Idrac, vous avez la double expérience des mandats politiques, comme député, secrétaire d'État, ministre, et de présidente de grandes sociétés, RATP, SNCF. Aujourd'hui, vous présidez le conseil stratégique de Sciences Po. Voyez-vous des signes plus positifs en Europe ?

ANNE-MARIE IDRAC — J'accepte de jouer le rôle de l'optimiste, il en faut bien ! Oui, je crois que la démocra-

tie est fatiguée, elle est fatiguée en Occident, pas en Inde, par exemple. La démocratie est fatiguée, mais franchement, le pronostic vital est loin d'être engagé. À propos de vitalité, oui, il y a eu des surprises démocratiques ces derniers mois. Certaines sont des bonnes surprises d'autres le sont moins, mais elles sont quand même démocratiques. Je suis un peu étonnée qu'on est l'air d'assimiler le Brexit et l'élection de tel ou tel dirigeant à des choix non démocratiques. Ils ne nous plaisent pas, mais ils ont été faits grâce à la vitalité démocratique ou à cause d'elle. Elle est fatiguée, mais il y a deux sortes de fatigues qui me semblent assez différentes. La première, c'est celle de l'abstentionnisme. Ça me fait penser à Tocqueville qui dans *La Démocratie en Amérique*, avait bien décrit le fait que l'engagement est finalement assez rapidement dissout dans une délégation de la responsabilité. Aujourd'hui, l'engagement est-il vraiment un mode de fonctionnement de nos sociétés en ces temps de zapping et autres clics ? Et c'est vrai que l'engagement dans cette société numérique va certainement prendre d'autres formes, plus ou moins intéressantes, qui sait ? Il y a une réflexion à mener là-dessus. Et puis il y a eu le symptôme de cette fatigue, c'est le populisme qui est à mon avis, complètement différent de l'abstention. Pour moi, le populisme est la manifestation d'un rejet, non pas de la démocratie, mais des politiques publiques qui ont été menées. Et c'est là qu'il est intéressant de travailler. Il est intéressant de travailler, d'abord, sur la vérité, parce que les politiques publiques ont accumulé, en Occident, en France en particulier, tant de mensonges et tant d'ambiguïtés... C'est vrai qu'à force de dire aux Britanniques que l'Europe était à l'origine de tous leurs maux, il aurait été étrange qu'ils disent oui à un référendum sur le sujet. De même, en France, à force de dire que tous nos maux sont, plus ou moins, de manière toujours ambiguë, un pied dedans, un pied dehors, dus à Bruxelles ou à la mondialisation qui serait, par nature, malheureuse... C'est vrai qu'on favorise

le populisme. Le premier enjeu, me semble-t-il, est un enjeu de vérité, donc de courage. Parce que, vous l'avez dit, j'ai été élue. C'est vrai qu'au moment où on va devant ses électeurs, qui sont, en quelque sorte, vos clients, on a, bien sûr, envie de leur plaire. Et le premier qui dit la vérité... on connaît l'histoire. Le deuxième point a été souligné à juste titre par Augustin, c'est la question de l'efficacité. Là, sans vouloir être trop technique, il y a une énorme question de périmètre. Par exemple, aujourd'hui, je pense qu'il y a beaucoup de domaines d'efficacité qui sont complètement transversaux et échappent aux organisations politiques traditionnelles. Il faut mettre, évidemment, ensemble, me semble-t-il, les questions d'environnement, de numérique et de solidarité. Mais vous connaissez des organisations administratives dans lesquelles il y a ensemble l'environnement, le numérique et la solidarité ? Alors que, pour les jeunes générations, c'est évident, et même pour moi, qui ne suis pas d'une si jeune génération que ça... Est-ce que ça ne serait pas la vraie révolution des mobilités, que justement faire travailler ensemble les gens qui s'occupent de transports ? En fait, les champs des politiques publiques ne sont plus adaptés à la réalité de ce qu'il se passe.

Un mot sur cette question des territoires. C'est vrai que quand on regarde des cartes des États-Unis, de Grande-Bretagne, ou des cartes de la France, l'Autriche, c'est plus petit, ça se voit moins, on a l'impression que l'inquiétude démocratique, le populisme, s'expriment surtout dans les endroits abandonnés : les petits villages, les zones industrielles désertées, les banlieues non desservies, et cette question de l'action territoriale, au-delà de la rationalisation de tous les services publics, est un vrai sujet. Patrick Pouyanné⁶ dira que Total va maintenir les stations-services dans les campagnes. Et pourtant, – je suis administrateur de Total – c'est quelque chose qui

6. Voir la session 4 : « La mondialisation a-t-elle tourné le dos au peuple ? »

n'est pas directement créateur de résultats à court terme. Lutter contre le mensonge, lutter pour l'action avec les bons périmètres de l'action, vous imaginez les bouleversements que ça suppose. Pour rebondir sur ce que disait Yann au début, je ne pense pas que l'ordre et l'identité soient antidémocratiques. C'est vrai que le balancier entre liberté et organisation, sécurités, au pluriel, semble aller aujourd'hui vers davantage de sécurité, mais est-ce antidémocratique ? Je pense de même que travailler sur les identités, n'est pas nécessairement antidémocratique. En France, il se trouve qu'il y a quelques années, le mot identité a été employé dans le débat politique de manière qui a pu paraître déplaisante, mais n'ayons pas peur d'investiguer y compris des territoires que nous avons trop laissés, précisément, au populisme. Les territoires de la culture, les territoires du local, les territoires des sécurités.

LA PAROLE AUX ÉTUDIANTS — Jean-Baptiste Ze Mbaa, HEC Paris. Ma question concerne la France. Pensez-vous que l'absence de prospérité, aujourd'hui en France, pas de croissance, chômage, est liée au fait qu'en pratique, nous ne sommes pas vraiment dans une démocratie ? Je m'explique : l'idéal démocratique, si on prend une perspective de long terme, c'était le gouvernement du peuple, pour le peuple, par le peuple, c'est donc l'absence de distinction entre les gouvernants et les gouvernés. Si on prend l'angle de l'éducation, Philippe Aghion explique que la France est un des pays où la corrélation entre performances scolaires et origine sociale est la plus forte. France Stratégie explique qu'un fils de cadre a 12 fois plus de chance d'accéder à une grande école qu'un fils d'ouvrier, Camille Peugny⁷ explique que sept enfants d'ouvriers sur dix deviennent ouvriers et sept enfants de cadres sur dix deviennent cadres. Donc, en fait, les personnes qui viennent des classes sociales favorisées accaparent tous les

7. Sociologue français, auteur de *Le Destin du berceau : inégalités et reproduction sociale*, Le Seuil, 2013.

emplois influents et donc gouvernement sur le long terme. Les autres ne gouvernement pas. On est en contradiction avec l'idéal démocratique. Est-ce pour cela qu'il n'y a pas de prospérité ?

VINCENT GIRET — Cette question résonne dans l'assistance. On sent bien que la crise, qui a commencé il y a dix ans, a abîmé, profondément, les mécanismes d'ascenseur social, elle a creusé un certain type d'inégalités, qui, bien évidemment, abîme la cohésion démocratique aujourd'hui.

ANNE-MARIE IDRAC — Je pense que le problème français est de ne pas avoir su s'adapter à la mondialisation. Je recommande un excellent livre *La France ou le pays où la vie est la plus dure*⁸. Pourquoi ? Parce qu'on a menti et en particulier, on a menti sur le fait que l'immobilisme ne protège pas. L'un des thèmes majeurs de cette campagne qui vient de se terminer, a été, justement, une sorte de choix de la mobilité. La mobilité non pas au sens simplement des transports, mais au sens de la possibilité pour les personnes de bouger dans la société, avec des droits individuels, retraite, etc., et surtout, surtout, avec la formation, l'éducation. Je pense que ce qui a rendu la crise plus dure, c'est qu'au lieu d'être l'occasion de mobilité, elle a été, au contraire, une occasion de crispation sur les rentes de toutes sortes. Il me semble que le discours de vérité et de mobilité qui est tenu aujourd'hui, va dans le bon sens. Agissons dans ce sens.

AUGUSTIN DE ROMANET — Je confirme l'idée que la démocratie est un bien précieux et fragile. Vous dites que la démocratie française connaît un certain nombre de pathologies, c'est vrai, et c'est justement l'intérêt de ces Rencontres Économiques, d'étudier le sujet de la prospérité, parce qu'en réfléchissant sur la prospérité, on comprend que ce qui fait qu'une collectivité de femmes et d'hommes vit de façon harmo-

8. Philippe Manière, Grasset, 2012.

nieuse. Ça n'est pas uniquement une question de PIB, c'est aussi une question d'ascenseur social, de mobilité, etc. Pour faire vivre la démocratie, il faut la réinventer en permanence et c'est l'exercice auquel nous nous livrons. Platon, dans la *République*, livre VIII, dit qu'il existe cinq types de régimes qui tournent de façon cyclique. Le premier régime, c'est le régime des meilleurs pour les meilleurs, qui donne la prospérité au peuple, c'est l'aristocratie. Quand les parents n'enseignent plus la vertu à leurs enfants, ça devient la timocratie, un régime fondé sur l'honneur. Quand les parents n'enseignent plus l'honneur à leurs enfants, ça devient l'oligarchie, un régime fondé sur la richesse. Et quand l'oligarchie énerve trop les populations, à ce moment-là, elles prennent le pouvoir et ça s'appelle la démocratie. Et lorsque cette démocratie survient, la population prend le pouvoir, mais ça ne dure pas très longtemps, parce que le désordre s'installe, et on en arrive à la dictature, l'autocratie. Dans ce cycle permanent entre l'autocratie, la dictature, etc., la démocratie est un espace extraordinairement privilégié. Donc on peut, à la fois voir la bouteille à moitié vide et en train de se vider complètement, la démocratie est en danger, ou voir la bouteille à moitié pleine comme Anne-Marie et, finalement, dire que tout ça n'est pas si grave. Je vous laisse la réponse.

VINCENT GIRET — On a l'impression d'être dans un moment paradoxale, on sent bien que Trump abîme la démocratie américaine, on voit bien en même temps, qu'il est empêché de faire n'importe quoi, parce qu'il y a une vitalité, des règles, des principes de gouvernance, des juges, etc. Comment voyez-vous ce moment de la démocratie américaine ?

FRANCIS FUKUYAMA — My view of Donald Trump as an American citizen is that we are for the first time in American history being ruled by an idiot, in terms of his qualifications, his knowledge, his personality, but I would say the following.

The American founding fathers created a very complex system of checks and balances and very strong institutions precisely to guard against this kind of circumstances, and actually those institutions have been fairly strong. The courts, the intelligence agencies, the press – Donald Trump has tried to undermine the legitimacy of all of these, and he will not succeed. I am worried because he is trying very hard, but I do not think he will succeed in the end.

What makes me a little optimistic is the fact that 2.8 million more Americans voted for Hillary Clinton than for Donald Trump. He did not win the popular vote. Looking at the places who voted for him, they are the places where live less educated, left-behind, very resentful people. I agree very much with the idea that in fact there was something good in this, because these people were not being adequately represented and now people will pay attention to their problems, but they are not the future of the country, and similarly in Europe, the populists do not represent the economic future of any country in Europe.

JEAN-HERVÉ LORENZI — Vous n'avez pas répondu à la question de Jean-Baptiste. C'est vrai qu'on a menti sur la mondialisation, mais ça n'est pas le fond du sujet. Le fond du sujet, c'est l'ascenseur social, le fait que la société française et beaucoup de sociétés occidentales, sont devenues des sociétés où on est cloîtré, bloqué. C'est un sujet autrement plus compliqué que de se dire qu'on va faire découvrir la mondialisation aux Français. Comment est-ce qu'on redonne espoir à des gens qui partent dans l'existence avec des handicaps essentiellement sociaux et qui se disent qu'ils n'ont aucune chance, ce qui est le cas, aujourd'hui, dans la société française.

ANNE-MARIE IDRAC — Je pense que nous faisons le choix de la mobilité, comme je l'ai indiqué. Au sens, justement

de l'ascension sociale et de la liberté de bouger, de l'espoir et de la perspective. Parce que c'est cette absence de perspective qui est terrorisante pour l'avenir. Je crois que c'est la mobilité qui est, comme je l'ai indiqué, le mot de synthèse.

AUGUSTIN DE ROMANET — Quelques mots, pour rebondir sur ce que dit Jean-Hervé. Un certain nombre de chercheurs disent aujourd'hui que, dans les pays émergents, ce sont des classes aisées qui mettent en place la démocratie pour installer un système de captation de richesses. Donc, il n'y a pas bijection entre démocratie et ascenseur social, mobilité et égalité des conditions. Il n'y a pas de bijection, et justement, la démocratie au sens où nous l'avons vécue en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale, ou aux États-Unis, commande que l'on maintienne l'attention sur ces questions de cohésion sociale, parce qu'on peut très bien avoir des démocraties apparentes qui génèrent une telle inégalité qu'elles ne peuvent qu'entraîner leur propre mort. Je vous recommande un livre paru récemment, qui s'appelle *La Grande Régression*⁹ et qui rassemble les contributions de quinze économistes sur la régression de la démocratie dans le monde. L'un des économistes y explique que la difficulté des démocraties est de ne pas créer les conditions de leur propre survie. Au fond, tout l'enjeu est de s'assurer que les démocraties ne deviennent pas des instruments de captation; certes, il y a 110 pays dans le monde qui sont démocratiques, mais dans nombre de ces pays-là, la démocratie a-t-elle le même sens que celui que nous lui donnons ?

FRANCIS FUKUYAMA — France is not the only one. That has been a problem in many democracies, and I would say the US, Italy, Japan and India are all examples of this, where the political system could not produce decisive action to solve

9. *À La Recherche du progrès humain*, Tome 3, Jacques Généreux, Points 2011.

important political and social problems, and that is one of the reasons we have a demand for strongmen. Every one of these countries has produced an Abe, a Modi or a Trump –though not your country. This is where effective action by a democratic political system would actually solve some of these resentments, because there is the feeling that we cannot do anything. How do we get there? It is leadership, it is understanding how to mobilize democratic public opinion, sometimes it will require an external shock, an accident, a financial crisis, even war or something of that sort, but that has been the historical pattern in the past.

YANN ALGAN — Quelques mots de conclusion, difficiles car l'empan de la réflexion a été large, de *La République* de Platon jusqu'aux temps modernes. Nous avons au début de ce débat deux visions un peu différentes du monde à venir, mais nous arrivons à deux éléments conclusifs très importants, le premier, c'est qu'effectivement, nous sommes à un tournant de l'histoire. Au XX^e siècle, on a à la fois de la croissance économique et un système de protection. Aujourd'hui le nouveau système, avec entre autres, la numérisation, a fait disparaître les classes moyennes qui représentaient le socle démocratique. C'est aussi une vraie interrogation. On pourrait donc poser deux grandes questions : comment la démocratie arrivera-t-elle à se défendre de l'intérieur une fois que ses fictions auront disparu ? Deuxième question : comment peut-on retrouver de nouvelles formes de prospérité et surtout de nouvelles formes de mobilité pour aller au-delà d'une société bloquée ? Je pense que ça sera aussi aux Rencontres Économiques, de proposer à chaque fois des actions politiques et de réfléchir plus généralement aux enjeux culturels pour renforcer la prospérité et la démocratie.

FAUT-IL RENONCER À LA MONDIALISATION ?

COORDINATION	H. Rey (<i>Cercle des économistes</i>)
CONTRIBUTIONS	J. Pisani-Ferry (<i>Cercle des économistes</i>) D. Rodrik (<i>Harvard University</i>) T. Shanmugaratnam (<i>Vice-Premier Ministre, Singapour</i>) T. Thiam (<i>Groupe Crédit Suisse</i>)
MODÉRATION	N. Beytout (<i>L'Opinion</i>)

HÉLÈNE REY — On a l'impression que la mondialisation est un phénomène nouveau et que sa montée est irréversible. Il n'en est rien, la mondialisation a eu des hauts et des bas au cours de l'histoire et c'est un phénomène assez ancien. Pour preuve ce qu'écrivait John Maynard Keynes en 1920 à un Londonien à propos de l'âge d'or d'avant la Première Guerre mondiale : « Les habitants de Londres pouvaient commander au téléphone, en buvant leur thé du matin au lit, les produits variés de la terre entière... Ils pouvaient en même temps et par le même moyen investir leur argent dans les entreprises de n'importe quelle partie du monde. »

Cette première vague de mondialisation s'est terminée avec les deux guerres mondiales et la grande dépression. Nous vivons maintenant dans une deuxième vague de mondialisation remarquable par l'essor des flux commerciaux et financiers. Quelques chiffres impressionnants : si on mesure les flux com-

merciaux mondiaux, comme la somme des exportations et des importations dans le monde divisée par le PIB mondial, en 1945 ces flux commerciaux représentaient seulement 10 % du PIB. Aujourd'hui, ils en sont à plus de 60 %.

Mais c'est la globalisation financière qui est peut-être la plus impressionnante. Elle a commencé dans les années 80 : si on mesure la globalisation financière par la somme des importations et des exportations de capitaux bruts et qu'on la rapporte au PIB mondial, on se rend compte qu'en 1980 les importations et exportations de capital représentaient 70 % du PIB mondial. Nous en sommes aujourd'hui à plus de 750 %. Pour rester concret, imaginons qu'un pays comme les États-Unis avait en 1960 un revenu de 100 dollars. 10 étaient investis à l'étranger, tandis que l'étranger en investissait environ 8 aux USA. En 2007, à la veille de la crise financière, et toujours pour 100 dollars, les USA en investissaient 120 à l'étranger et les étrangers 140 aux USA (ces données reflètent les stocks bruts investis). On voit bien que l'interconnexion financière des pays a beaucoup augmenté, ce qui entraîne de nombreuses conséquences.

L'ouverture des frontières génère de la richesse, mais il y a aussi des perdants dans le processus qu'il conviendrait de compenser en redistribuant le surplus de richesse créé. Force est de constater que jusqu'à présent, nos systèmes politiques n'ont pas su ou peut-être pas voulu faire cette redistribution. Mais les perdants donnent de la voix. La mondialisation semble aujourd'hui rejetée ou contestée par certains électors qui se tournent vers les populistes. Ces velléités contestatrices visent-elles avant tout la globalisation des biens et des services, la globalisation financière, les flux migratoires ou les pratiques d'optimisation fiscale de certaines multinationales ? Ces protestations sont-elles adressées au progrès technologique ou à la mondialisation ? Je pense qu'il est important d'affiner le diagnostic, sans doute hétérogène d'un pays à l'autre, pour pouvoir apporter les réponses politiques qui s'imposent.

NICOLAS BEYTOUT — Dani Rodrik, vous êtes professeur d'économie à la Ford Foundation, vous avez beaucoup écrit sur la mondialisation, vous portez un regard critique sur les tensions consécutives à cette mondialisation. Faut-il y renoncer ?

DANI RODRIK — Since I am an economist, I feel I always have to talk in terms of trade-offs, and we economists believe that too much of everything is a good thing, with the possible exception of free trade, which we do not have. Helene started off by talking about Keynes and the first era of globalization and the gold standard, which is a good place to begin diagnosing some of the problems we are facing with the current phase of globalization. Keynes was one of the architects of the post-war economic system that was created in the world, and having seen the first era of globalization dissolve and collapse, Keynes had actually drawn some very important conclusions about how to design a global economic system that would be more robust, more robust in particular to what he rightly identified as the rise of popular movements, the rise of the labor movement, the emergence of the mass media and the creation of political democracy. None of these things existed in the first era of globalization, under the gold standard, and it was much easier to have a world economy where there was only the thinnest veneer of economic management, and essentially national economies were left to the whims of capital flows with very few protections.

Keynes, looking at that old era, understood that it would not be possible to go back to that kind of world, and instead he envisaged a post-war economic system that would essentially create space for national economic management. He was interested in particular in allowing countries to pursue what today we call Keynesian demand management policies, that is the ability of national governments to pursue monetary

and fiscal policies that would stabilize employment levels and would be able to counteract periods of high unemployment with appropriate counter-cyclical monetary and fiscal policies. Therefore he said it was very important to have a system where, for example, we have capital controls in place, and it is important to emphasize that Keynes saw these capital controls not as a temporary expedient, but as a permanent feature of the post-war economic system in order to ensure that governments had the capacity to manage their economies and to respond to popular pressures for good jobs, full levels of employment and so forth.

The three decades or so that followed the end of World War II proceeded very much in line with that Keynesian accommodation to the nation state and the need for national economic management, not just in the area of finance but also in the area of trade. Because it was not just that capital controls were in place and financialization did not go that far, but also that the trade regime under the aegis of the GATT ended up being relatively unambitious. Most of the trade that was liberalized were tariffs and quotas at the border and most of the developing countries were essentially left free to do what they did. Agriculture and services were outside the rules, and when trade became controversial politically, as in the area of textiles and garments, special policy regimes were immediately carved out to ensure that trade did not interfere too much with domestic social bargains.

It was not an ideal system but it worked, and many of the problems of our current regime are because, some time from the 1990s onwards, we began to reverse our priorities and globalization became an end rather than a means. Democracies, national governments, were told that they had to do things in order to adjust to globalization instead of globalization or global rules having to adjust to what the different nations wanted to do.

That was the beginning of our troubles, and in many ways the excesses of the current global system in terms of financial

globalization, the creation of special investment regimes for capital without any analogous protections for labor, the inadequacy of fair trade rules, the lack of compensation and the growing divide between a global elite that sees itself as a global citizen and the vast numbers of people at home, essentially have their roots in that perversion of priorities where globalization became an end rather than the means.

I will end by responding to the motivating question of this panel, which is to ask whether we should give up on globalization. Absolutely not: that is not a realistic or relevant question. It is all about the rules, it is about ensuring that the rules are more balanced, and what we need to do is to rebalance globalization in the direction of workers, consumer interests and civil society and not simply privilege foreign investors, multinationals and the interests of banks and corporations as many of our trade agreements do. We should go back to the Keynesian understanding of creating space for national economic management, and we should work more on areas where there are real economic gains as opposed to much more redistributive effects.

NICOLAS BEYTOUT — Jean Pisani-Ferry, vous avez été président du CEPII, été vice-président du conseil d'analyse économique que vous avez quitté pour être un des principaux contributeurs au programme économiques d'Emmanuel Macron. Vous allez à présent piloter le plan d'investissement de 50 milliards sur la transition écologique. Après le tableau dressé par Dani Rodrik et cet appel à des règles plus équilibrées de la mondialisation, comment répondriez-vous à la question posée à cette table ronde ?

JEAN PISANI-FERRY — J'ai envie de repartir de ce qu'écrivait Dani Rodrik il y a exactement 20 ans, en 1997, l'année où Alain Minc écrivait *La Mondialisation heureuse* et où Dani

Rodrik publiait un opuscule intitulé *Has Globalization Gone Too Far?* À l'époque la Chine faisait 3 % des exportations mondiales, elle en fait 13 aujourd'hui. Dans cet opuscule, il identifiait trois problèmes : l'affaiblissement des compromis sociaux internes aux sociétés avec la mise en concurrence directe des travailleurs non qualifiés, l'affaiblissement de la capacité d'assurance et de redistribution des États du fait de la concurrence fiscale et les conflits de normes, en particulier normes de travail, entre pays qui n'ont pas les mêmes préférences. Il disait encore que le plus grand risque «...was that of the solidifying of a new class division between those who prosper in the new global economy and those who do not, between those who share its values and those who would rather not [...]» Cela a été écrit il y a 20 ans. Tout n'était pas vu bien sûr, entre autres les aspects migratoires dans certains endroits du monde, mais beaucoup de choses étaient déjà là et Dani Rodrik alertait sur la fragmentation sociale et sur le risque de *backlash* protectionniste. Et il n'était pas seul car les historiens aussi faisaient valoir qu'il y avait eu une première vague de mondialisation et qu'il fallait savoir tirer les leçons de l'histoire.

La question reste de savoir pourquoi notre réponse a été si faible. Je crois qu'une des premières raisons est d'ordre intellectuel : la surestimation de certains bénéfices de la mondialisation, la sous-estimation de certaines conséquences. On a supposé un peu vite par exemple que ses effets seraient limités aux ouvriers producteurs de T-shirts, on n'a pas vu assez que ça allait bien plus loin et que des filières industrielles entières allaient être touchées. On a sous-estimé, les recherches récentes le montrent bien, le fait qu'il y avait des conséquences très localisées sur les districts industriels et qu'il fallait un temps très long pour que les zones industrielles affectées par le commerce international se relèvent et ce dans le meilleur des cas. Il y avait donc là des dimensions qui dépassaient le périmètre du secteur et qui atteignaient toute la communauté avec les conséquences politiques que cela impliquait.

Il y a eu ensuite des raisons d'économie politique. Ceux qui ont le plus bénéficié de la mondialisation ne se sont pas pressés d'en redistribuer les gains. Un livre récemment paru aux États-Unis fait remarquer que ce ne sont pas les fameux 1 % de très riches qui sont le problème mais les 20 % qui dans l'ensemble se sentent bien dans ce monde où l'éducation et la mobilité sont valorisées. Il y a eu aussi le désengagement d'un certain nombre de chefs d'entreprise qui jouaient un rôle important dans le débat public il y a une vingtaine d'années et qui ont laissé au politique le soin et le souci des problèmes.

Disons un mot aussi des capacités instrumentales : un certain nombre d'outils se sont révélés faibles ou mal adaptés, entre autres une formation professionnelle peu efficace, des transferts sociaux trop palliatifs qui n'ont pas répondu aux problèmes, etc. J'y ajouterai une combinaison toxique entre une Union européenne qui pousse à l'ouverture et des États chargés d'en gérer les conséquences. Ça se comprend bien puisque la fiscalité et la redistribution sont le rôle des États ; en même temps, cette combinaison s'est avérée politiquement désastreuse.

Que faire ? Même s'il est difficile de le dire aujourd'hui, il faut résister au nationalisme. On parle du protectionnisme dans une autre table ronde¹. Il faut se rappeler que nous sommes face à une situation très particulière, dans laquelle le pays qui était le garant et l'architecte de l'ouverture internationale s'est transformé en son opposé. Je vais vous citer ce que le général McMaster², a écrit il y a quelques semaines dans le *Wall Street Journal* : « Le monde n'est pas une communauté globale, c'est une arène dans laquelle les nations, les ONG, les entreprises, se font concurrence pour des avantages. Vision très étonnante selon laquelle les États-Unis apportent une force militaire, politique, culturelle et morale sans

1. Voir Acte I, session 5, « Le protectionnisme protège-t-il ? »

2. Appointed US National Security Advisor, Feb 20, 2017.

équivalent et, plutôt que de nier cette nature élémentaire des affaires internationales, nous la faisons nôtre.³»

Une affirmation et une vision qui nient le principe, l'idée même de problèmes globaux au profit d'une vision purement « confrontationnelle ». Bien entendu, la compétition a toujours existé, bien entendu la puissance est une dimension structurante des relations internationales. Mais cette position extrémiste n'en est pas moins fautive et dangereuse, il faut espérer que ceux qui avaient de la sympathie pour des visions de ce type, les *free-riders* de l'ordre international, vont se transformer, par la force des choses, en acteurs responsables.

Au niveau national, il faut rechercher une combinaison de politiques localisées, de revitalisation beaucoup plus puissante que ce qui a été fait jusqu'à présent. Des politiques individualisées comme par exemple le compte personnel d'activité qui a été créé en France mais qui est resté une coquille vide, c'est la vieille idée des droits de tirages sociaux qui reste à remplir.

Enfin l'investissement social qui est une approche très différente de celle des mécanismes de redistribution, qui met beaucoup plus l'accent sur la mise en capacité des personnes et, de ce point de vue, Singapour est un exemple très intéressant.

NICOLAS BEYTOUT — Tharman Shanmugaratnam, vous êtes vice-premier ministre de Singapour, chargé de l'économie et du social, vous êtes aussi président de l'autorité monétaire de Singapour, sa banque centrale en quelque sorte; vous avez été ministre de l'éducation ce qui n'est pas rien quand on sait le niveau d'excellence de Singapour dans ce domaine. Comment est-ce que Singapour répond à toutes ces questions ?

THARMAN SHANMUGARATNAM — When we think of solutions, we start with the problems! We have three big

3. Article co-écrit avec avec Gary Cohn.

problems. Firstly, middle-class stagnation across most of the advanced world, and increasingly even parts of the newer advanced world. The second problem is the lack of convergence between large parts of the developing world and the advanced world. Some countries have converged –some small East Asian countries, coastal China– but most of the developing world has not converged in 50 years. That is our second problem, and in terms of sheer scale and magnitude a much larger one. The third problem is a loss of trust in almost all institutions, and while we often talk about a loss of trust in multilateralism and cooperative internationalism, most of the best surveys we can find suggest that there is an even bigger loss of trust in domestic institutions –politicians, the legislature, media institutions in general.

The first and third problems are connected, middle-class stagnation and the loss of trust. Perversely, or paradoxically, the solutions of this set of problems will involve a greater degree of disruption: disruptive technological change, a greater degree of globalisation, particularly in the developing world, and a new social compact that make it possible to have more disruption, more globalisation and makes it socially and politically sustainable. This requires a new activism, a new ambition, so to speak, in social policy and in political ambition.

The problems of the middle-class are ultimately problems of productivity; economists of the left and right will agree on that, that you will not get a sustained improvement in middle-class incomes without an improvement of productivity growth; we know that. The problems in productivity are largely problems of a lack of spread of new ideas and new technologies from the leading firms from the frontier to the rest of our economy. There has been very little spread –in fact, there has not been much disruption.

I would say the problems of the developing world are ones of a rather passive form of globalisation. Firstly, there is not very

much globalisation. Looking at large parts of the developing world, it is more or less what it used to be over long periods of time. Secondly, it is a rather passive globalisation, exporting commodities, not much dynamic of learning that comes from being part of global value chains and being part of a ladder of value-added where you move from one level to another every five to 10 years. It has been too passive and not dynamic. Therefore, we need more disruption, more dislocation, we need more globalisation, and I fully accept Dani Rodrik's point about some of the rules of globalisation needing to improve. I would also say that the services business globally and in the advanced economies is not very globalised, not very open, and there is still a lot of benefit that comes from globalising that. There needs to be more disruption, more globalisation, but much more activist social policies, and when I think about these social policies, we should get rid of the word "compensation". It is not about compensating losers; it is not about redistribution in the typical sense. It is about regeneration. It is about empowerment and regeneration of individuals as well as towns. There are three dimensions of this new ambition in social policy.

Firstly, think hard about places, towns, suburbs, neighbourhoods, not just about averages and aggregates, because the story of the US elections, the story of Brexit, the story of the French elections, the story of the Turkish elections, is about the vast difference in sentiment between the people living in the metropolitan centres *vs* the suburbs *vs* the small towns *vs* the rural countryside. For example, when Trump won in Michigan, he won by just 10 000 votes out of four million voters, but he won something like 75 out of 83 counties. The vast majority of counties voted for Trump but he only won by 10 000 votes, because a large part of the population in the so-called Rust Belt is, in fact, in very dynamic, successful cities, –Milwaukee, Minneapolis, Pittsburgh– doing extremely well. They voted blue. Their people do not feel down.

What is it about these places? What is it about Lyon? What is it about Bade-Wurtemberg, towns around Stuttgart, compared to Bremen? What is it that makes them different? Place counts, and in that regard a very important area of social policy going forward is about what happens in cities and towns, because that is where you can build a true inclusivity, not just redistribution. That is where you can develop social partnerships. We think of it in terms of public-private partnerships, but it is really social partnership, and we have to remember that inclusion, at the end of the day, so ultimately not just economic inclusion, is not just about redistribution and labour sharing, but about a feeling of whether we are together. Is it them against us or are we together?

It is not *just égalité*; it is *fraternité*. It is about community. We need more *fraternité*, and it is built locally between the mayor, the business leaders, the businesses, the universities, the colleges, the high schools, the unions – it is a social partnership. We have neglected the geography of globalisation, of technology, and it has to be said that technology is the biggest source of the problem. However, there are solutions, and we know solutions because we can see them around us. Look at Lyon; look at Pittsburgh; look at Kalamazoo in Michigan; look at Singapore if you want. There are solutions.

NICOLAS BEYTOUT — Tidjane Thiam, vous êtes le directeur général de Crédit Suisse depuis deux ans, avant cela vous avez travaillé à New-York puis à Paris pour McKinsey et vous avez été le président de Prudential. Quel devrait être selon vous le rôle du secteur privé dans la mondialisation ?

TIDJANE THIAM — Il y a un an, nous étions quelques jours après le vote du Brexit, le moment n'était pas à la réjouissance. Aujourd'hui nous sommes dans une ambiance nettement moins déprimante. La France est en meilleure forme, elle a retrouvé le goût du sourire. Je m'en réjouis avec vous.

J'ai essentiellement quatre points à partager avec vous.

En tant que chef d'entreprise, je crois d'abord que la mondialisation est une bonne chose pour le monde. Elle a dégagé un bénéfice net pour la société et pour le monde en général. Deuxièmement, il est clair qu'il y a des gagnants et des perdants. Troisièmement, si c'est une bonne chose, comment peut-on en limiter les effets négatifs ? Sans trop anticiper sur ma conclusion, je dirais qu'il faut sans doute plus, et non moins, d'une meilleure mondialisation. Enfin, quel rôle les entreprises jouent-elles dans ce cadre ? Je dirais à ce sujet que la plupart des entreprises agissent dans la légalité, mais qu'en est-il de la légitimité qui permet d'opérer de façon optimale ? Il y a pour les entreprises une certaine urgence à reconquérir la légitimité sociale.

Sur le premier point, la globalisation est-elle une bonne chose ? Oui, c'est incontestable. Un paysan ivoirien qui est en mesure de vérifier les cours du café ou du cacao sur Google se fera moins exploiter qu'un autre par des intermédiaires. La technologie donne du pouvoir de négociation et du pouvoir d'achat, c'est une bonne chose. On pourrait multiplier les exemples, les téléphones cellulaires qu'on voit dans tous les pays émergents en sont un. Ils ont sauvé un nombre incalculable de vies en mettant les gens en communication. Ils permettent également d'augmenter la productivité. Le téléphone cellulaire est aussi devenu le principal garant des droits de l'homme à travers la planète : à chaque fois que je vois une brutalité policière apparaître sur mon cellulaire, j'ai une pensée reconnaissante pour Steve Job !

La globalisation est protéiforme. Évidemment elle est critiquée, pour les dommages irréparables qu'elle fait à l'environnement, pour les conditions de travail inacceptables qu'elle induit pour des millions de travailleurs à travers le monde, pour les inégalités et l'affaiblissement de la protection sociale qu'elle produit. La liste est longue. Je crois cependant que la techno-

logie a détruit beaucoup plus d'emplois que le commerce, que la globalisation, je crois aussi que la lutte contre les inégalités n'est pas du ressort des entreprises mais de celui des États, que la redistribution est une question éminemment politique qui doit être réglée par le Parlement à travers la taxation.

Comment faire donc pour que cette globalisation soit politiquement acceptable ? Je crois que le Wisconsin, la Pennsylvanie, le Michigan ont pénalisé Hilary Clinton de 80 000 voix. Ce sont 80 000 voix du monde rural qui ont produit le résultat des dernières élections américaines, c'est le rôle décisif qu'a joué la tension entre le monde rural et le monde urbain.

Évidemment, chaque fois qu'il y a un incendie dans une usine textile du Bangladesh, qu'on y a enfermé des ouvriers et qu'ils meurent, chaque fois qu'un glissement de terrain déclenché par des conditions d'exploitation minière inacceptables fait des morts, chaque fois qu'une rivière est irrémédiablement polluée, le secteur privé est pris à partie et, à juste titre.

Au niveau des entreprises il y a donc cette reconquête de la légitimité sociale, le retour à la conscience de ce que nous, chefs d'entreprise faisons. Dans le cas des banques, il ne serait pas mauvais de se rappeler la fonction économique qu'elles jouent en permettant par exemple à une mère de famille d'acheter sa maison grâce à un prêt hypothécaire.

Il y a actuellement un mouvement fort de moralisation, nous sommes de plus en plus nombreux à adhérer à des codes internationaux, à des conventions de l'ONU ou de la Banque mondiale, en matière de pratiques de travail et de type de projets que nous pouvons financer. Je pense aussi, parce que je suis aussi responsable politique dans un pays émergent, que la capacité à réguler les gouvernements de ces pays est faible et les entreprises qui y travaillent ont un rôle à jouer dans l'instauration de normes internationales. Au Crédit Suisse par exemple, les conditions d'ouverture de compte sont les mêmes à Manille et à New York.

Un élément essentiel pour venir à bout d'une situation qui n'est pas satisfaisante, il faut le répéter, c'est le dialogue. Jean Pisani-Ferry a fait remarquer que les entreprises avaient eu tendance à prendre de la distance par rapport au dialogue social. Je pense que c'est un tort. Je suis ici pour témoigner de l'importance du dialogue et l'entamer le cas échéant.

NICOLAS BEYTOUT — Dani Rodrik, vous nous avez dit que vous aviez des exemples de cas où l'équilibre était faussé entre ce qui est favorable aux entreprises ou aux États et ce qui est favorable aux hommes, aux salariés, aux consommateurs. Voulez-vous revenir sur ce point ?

DANI RODRIK — Many of our existing global understandings and agreements are actually highly skewed arrangements and have in many ways been captured by special interests. We think of globalization as a fixed thing, as being about free trade, but it is really not about free trade; if free trade was really the objective, these trade agreements would just be one sentence, "There shall be free trade", and you would not need thousands of pages of specific rules. The question is about who is sitting at those negotiating tables, who is setting the rules, and it is not an exaggeration to say that these rules have been captured by particular kinds of interests.

Just to give a couple of examples of the asymmetry, we now have agreements, either in bilateral treaties or in trade agreements, on these special investment courts, which are ubiquitous, they are basically all over, which allow international investors or corporations to essentially sue national governments for alleged violations of agreements. Thinking about it, why do we not have something analogous for labor, where labor interests, unions, environmental NGOs or citizens can actually sue national governments for violations or lack of enforcement of their own environmental or labor rights or

legislation? I am giving this more as a rhetorical example; I am not sure this is where I want to go, but we take it for granted that there are these special protections for capital investors without anything analogous, and of course the International Labor Organization is nothing but a shell in terms of enforcement.

Similarly, we take it for granted that capital should be internationally mobile but that labor should be restricted under very high barriers, and I am not talking about immigration or the humanitarian aspects of refugees. I am just talking about trade in labor services. There are many areas of services, as Tharman mentioned, that are actually highly restricted, and one of them is clearly labor services. Workers from the developing world cannot travel for short periods of time to get work visas in advanced countries, and this is actually where the economic benefits would be much greater than anything else we are currently talking about in the WTO, regional trade agreements and so forth.

These are just examples of how there are hidden biases, sometimes not that hidden, in the way the system operates. There are many areas where globalization has gone too far. It is trying to standardize regulations and standards too much and harmonize those too much. It has gone too far in financial globalization. However, there are many areas where it has not gone nearly far enough, and work visas and temporary mobility of labor is clearly an area we could still get a lot from.

NICOLAS BEYTOUT — Tidjane Thiame just said that companies are involved in the recapturing of their social legitimacy. Is it a problem of companies or of NGOs?

DANI RODRIK — I agree with most of the panelists that this is really a responsibility of the government. I do not think we should be shifting this responsibility onto corporations, and we know that in many corporations the

corporate social responsibility reports to the marketing chief are really about PR and marketing rather than providing a real substitute for what the state can do.

Let me connect this with the point about trust and legitimacy that was brought up very appropriately. Markets work, a capitalist market economy works, because people believe in the legitimacy of the system, that the markets are regulated through legitimate, accountable regulations. Who provides that legitimacy? Traditionally and historically it has been the national government, that is the source of legitimacy, and it is a bit of a mirage to think that we can build up on global governance to such an extent that global institutions, global multilateral organizations, will be able to provide an adequate level of accountability and legitimacy. Therefore, we need to understand that maybe it is not about nationalism, and I agree that that has very negative connotations, particularly in Europe, but it is really about patriotism: if countries want to follow open economic policies it is not because they want to do good things for their trade partners, but because it is supposed to be good for themselves. Therefore, it is good patriotic policy to pursue open economic policies. Let us not lose sight of that.

THARMAN SHANMUGARATNAM — Generalising from what Dani has said, the basic problem is that in most societies and most market economies the rules tend to favour incumbents, either the firms that are already in the lead, already have a patent in a particular technology, people who are living in particular neighbourhoods and want to protect their housing, their schools and their neighbourhoods from new entrants, people who have jobs and want to use occupational licensing to prevent others from coming in, more broadly speaking, the whole insider versus outsider problem in labour markets.

It is fundamentally not about globalisation. It is about incumbents against the rest, and if you look at developing

countries, the least globalised countries which are more protected in their domestic markets tend to have an even more severe problem of regulatory capture by incumbents and corruption. I am not blaming protection for that, but it is fundamentally a problem about governments not being active in having a level playing field, not being active in promoting mobility, particularly mobility from one town to another, from one suburb into the metropolitan area, which means you need more housing, it means you need to open up the schools, and it means you need more integration rather than segregation. That is a big problem. It applies whether it is a domestic economy or a globalised economy, but on balance, with improved rules, globalisation is a very useful discipline on governments, federal and local, in being able to spread innovation and make opportunities more equal.

JEAN PISANI-FERRY — Tharman disait quelque chose d'extrêmement fort, il disait que nous avons besoin de plus de distribution, de plus de participation de la part de ceux qui aujourd'hui sont passifs devant la mondialisation. En même temps nous avons besoin de politiques sociales beaucoup plus actives donc très ambitieuses. Il faut avancer sur ces deux fronts. C'est exactement l'inverse de ce qui se passe avec l'administration Trump, c'est-à-dire plus de fermeture et moins de politique sociale active.

Les gouvernements ont beaucoup à faire, à réinventer, à redéfinir ces politiques sachant que nous sommes tous d'accord pour dire que les politiques de redistribution ou de compensation ne suffisent pas. Elles sont nécessaires temporairement par rapport à une partie de la population, mais elles ne répondent pas à la question : il n'y aura pas de communauté qui vivrait de la dépense publique et des transferts. On sait bien que ce sont des communautés désespérées en dehors de toute question de soutenabilité.

La question est donc bien de savoir si nous sommes capables d'avoir des politiques plus actives qui font plus d'ingénieries et plus d'investissements sociaux dans la revitalisation. Malheureusement, pour ces politiques, les instruments existants sont assez faibles. On a des cas de revitalisation de certaines villes, mais on n'a pas d'instruments dédiés, pas de recette pour arriver à ce résultat. C'est là que je rejoindrais la question des entreprises et des États. Je crois que les États peuvent apporter les infrastructures, de haut débit par exemple ; ils peuvent faire de l'éducation, ils peuvent aider au développement. Mais arrive le moment où les investissements relèvent nécessairement de l'entreprise. La politique de l'investissement subventionné par l'État des années 60 n'est plus vraiment possible, compte tenu du progrès technologique et de la manière dont se développent les économies avancées.

Dans un monde où les entreprises se souviennent qu'elles ont une nationalité et se tournent vers les États lorsqu'elles ont des difficultés avec tel ou partenaire international, elles peuvent aussi redécouvrir qu'elles ont une nationalité dans des moments de tensions sociales. De la même façon, sur des questions comme la discrimination, on sait jusqu'où peuvent aller les politiques publiques, jusqu'où peut aller le droit, mais sait-on à quel moment commence la responsabilité propre de l'entreprise sur la façon dont elle gère ses relations humaines ?

NICOLAS BEYTOUT — Tidjane Thiam, dans l'histoire récente des controverses autour de la globalisation, un certain nombre d'entreprises et de secteurs ont été très largement ciblés. Je pense aux problèmes fiscaux récents des GAFAs, je pense aussi, évidemment, au secteur financier ; Crédit Suisse, comme d'autres institutions financières de niveau mondial, ont été prises dans une controverse très difficile à gérer pour vous et à accepter pour le grand public. Comment la banque en général, Crédit Suisse en particulier, peut-elle

essayer de reconstruire une forme de confiance vis-à-vis des institutions comme la vôtre ?

TIDJANE THIAM — Il y a un consensus dans toutes les entreprises financières et bancaires sur la nécessité de mettre un terme à certaines pratiques. Globalement plus de 300 milliards de dollars ont été versés au titre d'amendes. Le Crédit Suisse en a payé 5 dont 3 à la justice américaine. Tout ça c'est un problème d'arbitrage de court terme et de long terme. Il y a beaucoup de pratiques qui sont bénéfiques à court terme mais qui coûtent extrêmement cher à long terme. Je crois que rétrospectivement, beaucoup de décisions prises en 2005, 2006, 2007 n'auraient pas été prises aujourd'hui, car si elles coûtent plus de 300 milliards de dollars, c'est évidemment que ce ne sont pas des décisions optimales.

Sur l'évasion fiscale, on a ce qu'on appelle *Prime Text Compliance Program*. Chaque année, je signe un papier où je certifie que nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour ne pas contribuer à l'évasion fiscale. Tous les journaux se font l'écho d'une politique de tolérance zéro vis-à-vis de l'évasion fiscale de Crédit Suisse. Au cours de ces quatre dernières années Crédit Suisse a sorti 40 milliards de francs suisses d'actif appartenant à des clients qui n'ont pas pu prouver, quand on leur a demandé de le faire, qu'ils avaient payé leurs impôts faute de quoi leur compte serait fermé. Ce que je veux dire, c'est que nous sommes déterminés à lutter contre ce type de choses. Je crois vraiment que ce discours est partagé par tous les dirigeants de banque aujourd'hui.

QUESTION DU PUBLIC — Si on prend l'exemple de ce qui s'est passé en Asie ou même en Europe, on peut argumenter que le développement économique à travers la mondialisation, a été une œuvre de pacification dans certaines régions. À Singapour, il y a quelques années, des voix s'étaient élevées

pour demander une refonte complète des institutions internationales pour accompagner une globalisation plus saine, qui reflète le changement des proportions économiques entre le Nord et le Sud, entre les pays émergents et les pays développés. Pensez-vous qu'il y a là une solution pour accompagner une meilleure globalisation ?

THARMAN SHANMUGARATNAM — We are fundamentally in a new era. What is happening in technology especially is the breaking down of lots of conventional barriers, and the same challenges that we now think about in the most advanced economies of what is going to happen to middle-skilled people, let alone low-skilled, are the challenges we have to start thinking very quickly about in a whole range of developing economies. It will not be so much North *vs* South or advanced *vs* developing, but it is about how you reequip people, first the young generations, to have some confidence in a modern market economy and a world market economy, but also very importantly, how you reequip people at different points in their lives, not just in the first 18 or 20 years. How do you re-invest in them throughout life? That challenge is everywhere. So I am not so excited by the broad global tensions that people often talk about. We have lost sight for too long of the traditional social tensions that exist within societies. That is where the centre of action has to be. It is about social mobility, it is about fair chances, it is about opportunities, and it is about constant reinvestment in people in towns.

QUESTION DU PUBLIC — Quelle forme de mondialisation nous proposez-vous en matière de protection de l'environnement, de développement durable et du respect des droits sociaux ?

JEAN PISANI-FERRY — Nous sommes exactement dans les sujets de conflits de normes. Il est clair que la

dimension globale est absolument présente sur les questions de mode de culture, sur les questions d'environnement, sur le climat qui est le sujet plus global ; mais il y a beaucoup d'autres domaines dans lesquels les dimensions sont transnationales et extrêmement fortes. Sur quoi est-ce qu'on bute ? On bute certainement sur des intérêts. On bute aussi sur des perceptions très différentes de ce qui est désirable et, malheureusement, c'est ce que la communauté internationale ne sait pas résoudre. Lorsque vous avez, frontalement, des conflits de normes, la question est de savoir si on s'accommode de normes qui ne sont pas exactement les mêmes. Pour les normes que vous évoquez, par exemple les normes du travail, notre conception ici est en conflit avec la manière dont les pays en développement imaginent leur propre développement, et ça n'est pas toujours une manière de leur rendre service que de leur dire qu'on veut leur imposer nos propres normes.

QUESTION DU PUBLIC — C'est une question pour Tidjane Thiam. Les bonnes pratiques des banques, vous l'avez dit, n'ont pas suffi à éradiquer la criminalité financière dont l'évasion fiscale fait partie. Vous les banquiers avez payé beaucoup d'amendes, donc vous êtes aussi les victimes de cette criminalité financière. Comment utiliser des nouvelles technologies pour éradiquer ce phénomène ? Est-ce qu'on ne pourrait imaginer une virtualisation de l'ensemble du *cash* ?

TIDJANE THIAM — Merci de reconnaître que l'industrie fait des efforts pour traiter ces problèmes ! En fait, nous utilisons beaucoup de *big data* aujourd'hui. Si vous venez chez Crédit Suisse pour ouvrir un compte en banque, vous imaginez à peine tout ce que nous arriverons à savoir sur vous ! Nous utilisons la technologie vraiment à tous les niveaux pour collecter des informations, pour établir des connexions entre des gens qui ne sont pas évidentes à première vue. Ça nous

évite aujourd'hui beaucoup de problèmes mais franchement, c'est épuisant ! J'avais juste un exemple en tête en écoutant la conversation sur le Nord, le Sud, etc. Ce que le travail des organisations agricoles colombiennes et autres producteurs de café, ont fait pour le prix du café, a été bien plus important que tous les plaidoyers gouvernementaux vis-à-vis de l'Union européenne, etc., auxquels j'ai moi-même participé, où on parlait de termes de l'échange, de payer un prix aux paysans africains, etc. En fait, la promotion du commerce équitable et la société civile qui s'est emparé de ce thème en utilisant la technologie moderne pour convaincre les citoyens, ont produit des résultats vraiment excellents et ont permis de rémunérer dignement des paysans, beaucoup mieux que tous les discours des États. Donc je crois qu'on sous-estime le pouvoir de la société civile à changer les choses et à gérer les aspects négatifs de la globalisation.

DANI RODRIK — We often think that it is really all about the G20 and global leaders and providing global public goods. Actually most of the problems we are talking about here are problems that can be talked about at the local and national level. That is where the leadership is needed, and it will be citizens, domestic civil society and domestic actors that will really make that happen, because that is where the solutions need to be found and that is where the leadership will come. I am actually fairly optimistic on that.

THARMAN SHANMUGARATNAM — Continuing in the same vein, leadership will rest around a reinvention of the social democratic model. It is a superior model, but it needs reinvention. We know that market fundamentalism has not worked, it has left individuals to face risk on their own, and markets do not work very well. We also know that the old collective approaches have not worked, and redistribution in the traditional sense has been a static process; it has not led to a new dynamic.

There is a real opportunity here, to reinvent social democracy, to have a system where collective responsibility sees it as its purpose to reinforce individual responsibility. It is not collective versus individual. It is about a system of social compact where you help individuals to take responsibility, for myself, for my family, for the people I grew up with, and in some ways that is very forward-looking, but in some ways it goes back to the original values of social democracy which was never about redistribution but about a balance between collective and individual. The original social market economy, Ludwig Erhard and others, was also about this balance between collective and individual responsibility, not thinking about it as a tension but as something that reinforces itself. We can fashion this new compact, and it is a very exciting opportunity.

TIDJANE THIAM — Je crois en cette notion du pouvoir des individus. Je suis optimiste, je crois que, de toutes les façons quand on est né à Abidjan, comme moi, et qu'on est là où je suis, on ne peut être qu'optimiste. Je pense que le monde est meilleur, il est plus ouvert, il y a plus d'opportunités qu'il n'y en jamais eues.

HÉLÈNE REY — À la question « Faut-il renoncer à la mondialisation ? » le panel a répondu non, mais il faut une meilleure mondialisation. Nous avons eu un débat très riche, nous sommes allés de la mondialisation un peu domestiquée de la fin de la Seconde Guerre mondiale à notre mondialisation actuelle considérée comme assez agressive, je pense, par la majorité des panelistes et qui crée des tensions. Pour répondre à ces tensions, tous les panelistes ont dit qu'il fallait créer des espaces pour les politiques publiques, pour les politiques économiques. Le système est sans doute défavorable aux travailleurs en ce moment. Tout le monde a dit que la mondialisation était quelque chose de très compliquée, à cause des différences de

préférences, nationales, sociales, qu'il y avait des différentes normes, etc., et que la mondialisation affectait les communautés de façon profonde, parfois violente. On a même dit qu'en Europe, on avait une combinaison toxique entre l'Europe qui poussait vers plus d'ouverture alors que les États devaient en gérer les conséquences.

Quelles sont les solutions ? Je pense que vous vous retrouvez tous autour des solutions avancées par Tharman Shanmugaratnam, à savoir plus de changement technologique, plus de globalisation et surtout un nouveau contrat social avec une politique sociale plus active, une plus grande participation des gens qui sont des victimes passives en ce moment de la mondialisation, avec une reconquête de la légitimité sociale des entreprises comme l'a dit Tidjane Thiam, et avec le soutien des États pour lutter contre les inégalités. Il faut plus de dynamisme du côté de l'éducation et il faut abandonner l'idée de la compensation des perdants que j'avais évoquée dans mon introduction, et penser en termes de régénération des gens. Il faut faire éclore de nouveaux talents, et régénérer vraiment les lieux les plus affectés par la globalisation, en créant des partenariats entre l'État et le secteur privé. Le modèles social-démocrate ou le social-libéral semblent être les moules les plus adéquats pour faire grandir ce nouveau mode de globalisation. En un mot, il ne faut pas renoncer à la globalisation mais l'aménager, et d'ailleurs si nous y renoncions, les problèmes globaux comme le changement climatique, ne renonceraient sans doute pas à nous ; ériger des frontières n'est donc pas une solution.

LA MONDIALISATION A-T-ELLE TOURNÉ LE DOS AUX PEUPLES ?

COORDINATION **C. Waysand** (*Cercle des économistes*)

CONTRIBUTIONS **J. Castañeda** (*Ancien ministre des Affaires étrangères, Mexique*)
J. Furman (*Ancien président du Council of Economic Advisers*)
P. Pouyanné (*Total*)

MODÉRATION **F. Lenglet** (*France 2 et RTL*)

CLAIRE WAYSAND — Nous savons tous que la globalisation s'est accélérée lors des dernières décennies. Les universitaires ont beaucoup écrit sur le sujet. Les exportations et importations dans le monde, comme les échanges financiers, ont considérablement augmenté sur la période récente, au XX^e siècle.

La mondialisation s'est globalement accompagnée d'une réduction des inégalités entre pays dans le monde, et, plus particulièrement, d'une réduction de la pauvreté dans les pays émergents ou en développement. C'est évidemment un des faits stylisés à retenir. Depuis les années 90, la Chine et l'Inde comptent de en plus en plus dans le commerce mondial, et l'essor des échanges contribue à la réduction de la pauvreté dans un certain nombre de zones en développement ou émergentes, ce qui a atténué de façon sensible les inégalités entre pays.

La situation est assez différente lorsque l'on regarde ce qui se passe à l'intérieur des différents pays. Un document de tra-

vail du Fond Monétaire International étudie l'évolution de ces inégalités entre 1990 et 2012. La bonne nouvelle, c'est que les inégalités ont diminué dans un grand nombre de pays émergents ; c'est le cas de quasiment toute l'Amérique latine et de toute l'Afrique. L'Amérique latine reste cependant la zone la plus inégalitaire du monde. La mauvaise nouvelle c'est d'abord que parmi les pays émergents ou en développement, les inégalités n'ont pas régressé partout : elles se sont même accrues en Russie et en Chine dans la période 1990-2012. Dans les pays développés, les pays du G20, les inégalités ont plutôt augmenté. C'est évidemment aussi un fait stylisé important.

Cela ne veut pas dire pour autant qu'il y a un lien univoque entre mondialisation et évolution des inégalités comme l'a fait remarquer David Miliband¹. Il y a toute une série de facteurs qui peuvent expliquer l'augmentation des inégalités dans le monde. Mais les économistes savent que la mondialisation a des effets redistributifs d'une part, et, d'autre part, cette coïncidence entre la montée des inégalités dans nos pays et la mondialisation, fait émerger, à tort ou à raison, des phénomènes de rejet de la mondialisation.

Il nous paraît donc absolument essentiel de nous assurer que la mondialisation ne tourne pas le dos aux peuples et, pour ce faire, que les entreprises aussi bien que les responsables de politique économique mettent en œuvre les politiques nécessaires pour permettre aux peuples de se réconcilier avec la mondialisation.

FRANÇOIS LENGLET — C'est vrai que le thème de notre débat peut aussi s'inverser et on peut se demander si ce ne sont pas les peuples qui ont tourné le dos à la mondialisation. Quand on observe l'Histoire, on voit clairement que les périodes d'accélération comme celles que Claire vient de

1. Voir session I de ce volume. Sur le même sujet, voir aussi Laura Tyson, Acte IV session I.

décrire, alternent avec des périodes de refermeture. C'est très étonnant, on observe ces cycles sur plusieurs siècles, et cela nous dit quelque chose de très important, qui fera peut-être réagir nos intervenants. En effet, on a souvent pour habitude de considérer que la technologie est le déterminant principal de la mondialisation, c'est-à-dire qu'on peut commercer, communiquer de plus en plus facilement ; les échanges s'internationalisent, les gens circulent, le capital circule aussi. S'il y a des phases de fermeture, cela veut dire que le déterminant principal est autre chose que la technologie, puisqu'elle est toujours là. Et cette autre chose, c'est probablement le degré de tolérance à l'ouverture des sociétés qui changent en fonction des époques. Il y a des moments où les sociétés sont ouvertes et d'autres où elles ne le sont pas. De ce point de vue, l'émergence forte du vote populiste est un signal évidemment très important sur le sujet que nous traitons.

Jason Furman, vous avez été conseiller économique du président Obama, en particulier Chairman du *Council of Economic Advisers* pendant son deuxième mandat. Pendant longtemps, nous avons considéré que les États-Unis et le Royaume-Uni étaient des pays pro-business, pro-marché, pro-commerce libre, en quelque sorte, pro-libre-échange, et ce sont en réalité les deux pays dans lesquels les populistes ont remporté des victoires avec l'élection de Donald Trump et la victoire du Brexit en juin 2016, alors que les pays d'Europe continentale ont vu les populistes, même s'ils sont nombreux, s'arrêter au seuil du pouvoir. En France, tout récemment, aux Pays-Bas un peu plus tôt, en Espagne, encore plus tôt où les partis traditionnels l'ont emporté. Comment expliquez-vous cet extraordinaire revirement des opinions publiques dans les pays anglo-saxons comme on dit en France ?

JASON FURMAN — It is a little puzzling to me to explain both the US and the UK together. Part of why we can

have anti-trade attitudes is that we are a large, diverse country and that, if we were an autarky with no trade at all, we would survive. We grow enough food, we produce some oil and coal, we have natural resources, we have a manufacturing base. Looking at a small European country, not France of course – you are a large, great country – but if Belgium were an autarky and closed itself to trade, it would have a lot of beer and mussels... but would eventually starve to death and not be able to have any industry. Therefore, to some degree in the US we are cursed by the fact that we can have certain bad economic policies and sustain them and get away with them, and it is harder for people to understand the way in which their economic livelihood depends on trade, because very few people's jobs actually do.

Americans as consumers are dependent on trade. Looking at the fraction of high-income that is attributable to trade, it is only 4%; for a low-income household it is 69%, so trade plays a much bigger role on the consumption side for lower-income households who buy a lot of manufactured goods. I looked up the numbers for France, by the way, and here it is 11% for a high-income household and 45% for a low-income household.

Therefore, I think the actual truth is that trade has an important progressive side to it through the consumption channel. It has some challenges, especially what we have seen with the rise of China concentrated over the course of a decade, but in the case of the US, we have this luxury that people do not understand the way they depend on trade.

I am very confident I know the economic solution to this. It is a better social safety net so that everyone benefits from the economy. It is expanding globalisation but making sure it has strong rules in terms of labour and the environment, when we trade with poorer countries for example. Expanding trade with Europe is something that for us is less controversial. However, I am not positive that those ideas that I have economically are the ones that would win politically, and I worry that at the end

of the day a lot of the concerns that Americans have are not that the rich are getting richer –if that was the concern they would not vote for Donald Trump. It is a concern that poor people are getting too much from the government, and the more people we try to protect people from the harm of globalisation, the more they think, firstly, we are okay with them losing their job, and secondly, we are going to give money to someone else and not to them.

Therefore, I am not positive that the solution works politically –I think politically the government needs to be seen doing everything it can to protect jobs, to keep jobs in America, as long as those things are not making America into an autarky.

FRANÇOIS LENGLET — Patrick Pouyanné, vous êtes le patron de Total. Les grandes entreprises, comme celle que vous dirigez, sont souvent considérées comme étant, sinon responsables, du moins à l'origine des troubles qui peuvent parcourir la mondialisation qu'on a évoquée. Est-ce qu'elles ont, selon vous, une responsabilité dans le rejet de la mondialisation par les électeurs ?

PATRICK POUYANNÉ — Je vais introduire mon propos en disant que si les Rencontres économiques d'Aix-en-Provence ont pour intitulé «À la recherche d'une nouvelle forme de prospérité», j'en suis un petit peu responsable. Les membres du Cercle des économistes avaient proposé «À la recherche d'une nouvelle forme de richesse», et, bizarrement, le patron d'entreprise que je suis, donc soi-disant acteur économique, a dit, non, la «richesse», n'est pas la réponse qu'attendent les peuples par rapport à la question de la mondialisation. Le mot prospérité me paraît plus adapté, parce que dans «prospérité», il y a bien sûr le concept de richesse, mais il y a aussi une notion de progrès, de bien-être, et je pense que si on doit réfléchir aux thèmes actuels qui nous dérangent, c'est par

là qu'il faut l'aborder. Je remercie le Cercle de m'avoir écouté, car indiscutablement, ce thème résonne pour une grande entreprise comme la nôtre. Pourquoi? D'abord parce qu'on peut considérer que Total est un vainqueur de la mondialisation: nous surfons sur la mondialisation, nous savons en tirer parti.

Notre groupe représente 150 milliards d'actifs. Ce qui se passe doit nous interpeller. Ce n'est pas parce que la France semble avoir voté du bon côté que tout est mieux chez nous qu'aux États-Unis ou en Grande-Bretagne. En France, si on regarde de plus près les résultats du premier tour, 45 % pour ne pas dire 50 % des gens ont voté pour une forme de repli, contre l'ouverture, et, quelque part, contre l'économie de marché. Je ne vais pas dire contre nous, mais cela doit nous interpeller. J'ai regardé les belles cartes parues après ces élections, pour comprendre où était ce vote de repli sur soi et de rejet. En fait, les cartes étaient assez faciles à lire et on a pu y voir clairement deux typologies: les territoires ruraux, les territoires périphériques où on voit un très fort taux de vote en faveur soit du Front national, soit de la France insoumise, et une deuxième catégorie, celle des villes, des centres urbains, les jeunes, exclus, non qualifiés, au chômage, qui ont massivement voté pour le rejet de cette forme d'économie de marché. Une entreprise comme la nôtre doit se poser la question sous la forme suivante: une entreprise n'est-t-elle rien d'autre qu'un acteur économique?

Quand on devient le patron de Total, on se rend compte très vite qu'une entreprise est plus que cela, notamment dans ce pays, parce qu'on est interpellé sur beaucoup de sujets et qu'on ne peut pas se contenter de répondre qu'une entreprise est un simple acteur économique qui fait des richesses et rend compte à des actionnaires. On nous demande comment rendre notre richesse utile pour la société, comment contribuer à rendre un monde meilleur. Nous, grandes entreprises, avons longtemps cru que si nous faisons des profits, payions nos salaires et nos impôts, les États allaient s'assurer des solidarités territoriales

vis-à-vis des populations et faire leur travail avec les impôts que nous payions. La solidarité collective publique n'est pas le sujet de l'entreprise, c'est le sujet des États. Mais les États ont du mal. La mondialisation a bon dos, parce que ce débat s'est élevé aujourd'hui en France et dans les pays développés, mais il n'existe pas du tout dans les pays émergents que je fréquente. Nos États développés ont eu du mal à penser cette mondialisation, à concevoir des réformes de structures et à répondre à l'inquiétude de nos populations, à leur peur de déclassement par rapport à des pays émergents qui ont une dynamique. Total vient de signer un grand contrat gazier en Iran et va ainsi contribuer à apporter l'énergie aux populations locales parce que c'est du gaz pour le marché domestique, nous allons donc participer au développement de l'économie. On peut penser qu'en contribuant à une forme de développement économique du pays, nous agissons aussi pour la paix dans cette région.

Dans nos pays, comment devons-nous répondre à cette colère de notre jeunesse qui se sent rejetée ? Je vais traiter cette question des territoires à travers un exemple. Total est ce géant mondial aujourd'hui parce que, pendant quarante-cinq ou cinquante ans, nous avons exploité un territoire en France, dans le Sud-Ouest, le gisement de Lacq. Ce gisement s'est arrêté de produire. Comme nous sommes des êtres rationnels et économiques, nous avons décidé il y a dix ans, que puisqu'il n'y avait plus rien à produire, nous quitterions le territoire de Lacq. D'autres entreprises prendraient le relais. Naturellement, quitter un territoire n'est pas si simple. La réindustrialisation s'est moyennement bien passée. Et nous avons fini par prendre la décision inverse, c'est-à-dire de participer à la reconstruction de cette région et d'assumer notre responsabilité. Je pense que c'est typique de ce qu'une entreprise doit se poser comme questions. Finalement, c'est la solidarité vis-à-vis des territoires que notre rationalité économique pourrait conduire à laisser derrière nous et ce serait une erreur. Les populations ne le

comprennent pas et vont nous rejeter si nous n'assumons pas nos responsabilités.

LA PAROLE AUX ÉTUDIANTS — Bohémond Pasquier, ESSEC. Je voudrais revenir sur le propos de Patrick Pouyanné sur la France périphérique. Je pense que les gens qui votent Donald Trump aux États-Unis n'habitent ni à San Francisco, ni à New York. De même que les gens qui ont voté en faveur du Brexit ne viennent pas de Londres. Ma question porte donc sur cette polarisation dans le monde entier entre grandes villes et régions déshéritées. Comment faire en sorte que les gens qui se sentent délaissés, arrivent à reprendre confiance et j'insiste sur le mot confiance, dans la mondialisation ?

JASON FURMAN — Partly, this is about globalisation, but to some degree it can even be about very local policies. You cited San Francisco in your example. Just by virtue of moving to San Francisco people can make a lot more money and have a lot more economic opportunities, even less skilled people—that is true by virtue of its proximity to the economic dynamism there. But San Francisco has a set of rules that make it hard to build apartment buildings, hard to build them taller, hard to divide them up into numbers of units, and that drives up rent prices in San Francisco and makes it even more expensive to live there than would otherwise be the case. It has a bay and other things that make it expensive, but it was a set of very local choices. I am not proposing this as a solution to globalisation, this is certainly not enough, but if San Francisco made it easier to build housing there, rents went down and more Americans could move across places, that would help.

This is one of many examples that go against what people think. People think of America as a very dynamic country with people moving from place to place, from job to job, businesses being formed; but all of that type of dynamism and mobility

has gone down over the last decade. People are less likely to move to another place, less likely to switch their job, less likely to start a new business, and that has contributed to slower productivity growth, higher degrees of inequality, and has trapped people in certain jobs and certain places without the type of upward mobility for them or their children that would be a real safety valve for the economy. Therefore, I gave you just one example of a policy –there another dozen of others, but it is by way of saying that the challenges we face may be in part because of globalisation, but the solutions are not necessarily less globalisation. They may be fixing our domestic policies, that globalisation just exposes the weaknesses of our domestic policies as opposed to causing them.

FRANÇOIS LENGLET — Claire Waysand, dans ce contexte, y a-t-il des politiques adaptées. Quelles sont-elles ?

CLAIRE WAYSAND — Effectivement, les politiques publiques ont un rôle à jouer, même si elles ne peuvent pas tout, comme l'a rappelé Patrick Pouyanné. J'ai été frappée par ce qu'a dit plus tôt Florence Aubenas², à savoir que la première des raisons de désespérance, c'était l'absence de perspectives. On a parlé des inégalités de revenus, mais ce ne sont évidemment pas les seules. La question de l'égalité des chances est essentielle ; c'est d'ailleurs, à mon sens, un des grands problèmes actuels de notre société.

Nous savons qu'en France, comme le montrent les tests PISA de l'OCDE, les résultats scolaires sont les plus corrélés au milieu socio-professionnel des parents ; ce constat est très problématique en termes de mobilité sociale ou d'égalité des chances dans notre pays. La première des politiques qui doit être menée est une politique d'éducation, de formation tout au

2. Voir session I de ce volume, « Qu'est-ce que la prospérité aujourd'hui ? »

long de la vie, pour éviter que des personnes soient reléguées dans des situations désespérées, sans espoir d'en sortir ni pour elles, ni pour leurs enfants.

La deuxième catégorie de réponses politiques concerne toutes les politiques domestiques dont Jason vient de parler : les politiques sociales, les politiques de distribution. Le système fiscal-social a un rôle important à jouer. Et dernier point, il y a aussi un vrai besoin de coordination des politiques à l'échelle mondiale. D'abord pour s'assurer qu'on a une mondialisation respectueuse des individus, des règles sociales et environnementales. Ensuite, pour s'assurer que les États gardent leur capacité à taxer des assiettes qui peuvent être des assiettes spontanément mobiles. Pour dire les choses autrement, face à l'optimisation fiscale à laquelle peuvent se livrer les individus et les entreprises, il me semble qu'il faut un vrai niveau de coopération internationale.

FRANÇOIS LENGLET — Jorge Castañeda, vous êtes un intellectuel et un homme politique mexicain. Vous avez été ministre des Affaires étrangères entre 2000 et 2003 dans votre pays. Vu des sociétés occidentales que vous connaissez bien, on a souvent l'impression que ce sont les pays émergents les grands gagnants de la mondialisation, en particulier deux pays, la Chine et le Mexique. S'il y a des gagnants et des perdants dans la mondialisation, considérez-vous que le Mexique et les Mexicains font partie des gagnants ?

JORGE CASTAÑEDA — C'est très relatif. Peut-être sommes-nous gagnants dans la mesure où nous sommes, les Chinois et nous, les Mexicains, les deux bêtes noires de monsieur Trump ! C'est vrai qu'il y a un excédent commercial mexicain avec les États-Unis de 50 à 60 milliards de dollars par an. Les Chinois ont un excédent de 200 milliards de dollars. Mais ces 50 à 60 milliards de dollars d'excédent commercial d'une

économie beaucoup plus petite que la chinoise pourraient suggérer, et c'est la thèse de l'actuel gouvernement américain, que le Mexique est le grand gagnant de l'ALENA, l'accord de Libre Échange de l'Amérique du Nord. L'ALENA a été signé en 1994. Nous avons donc 23 ans d'expérience et d'histoire, mais à vrai dire, ça ne marche pas tellement bien. Si nous sommes les gagnants, qui sont les perdants ? C'est vrai qu'on pourrait toujours dire que sans l'ALENA, les choses auraient été mille fois pires pour le Mexique. Mais en fait, il suffit de regarder les chiffres. Premièrement, le taux de croissance économique du Mexique est stable depuis 1994 à une moyenne de 2,5 % par an. Avec un taux de croissance démographique de 1,7-1,8, cela fait moins d'1 % par tête, par an, depuis 23 ans maintenant. Pas de quoi être trop fiers !

Deuxièmement, c'est vrai que nous avons créé et beaucoup augmenté les dimensions de l'industrie automobile mexicaine. C'est le grand succès de l'ALENA et de la globalisation pour le Mexique. Nous sommes maintenant le cinquième producteur d'automobiles du monde. Absolument tout compris, en comptant aussi les gens qui vendent des tacos en dehors des usines Ford à Hermosillo, cela représente 700 000 emplois. C'est beaucoup, mais pour un pays de 125 millions d'habitants, ce n'est pas tellement. Le salaire moyen d'un ouvrier dans l'industrie automobile est de 450-500 dollars par mois. Un travailleur américain dans une usine Ford dans les États syndicalisés, avec la même productivité que le travailleur mexicain, peut gagner, tout compris, avec des prestations, dans les 40-45 dollars de l'heure. Une bonne journée de 10 heures peut rapporter dans les 400-500 dollars. C'est un salaire mensuel au Mexique. Je pourrais citer d'autres exemples. Le premier grand problème, c'est que les résultats macroéconomiques ne sont pas brillants. On peut toujours dire qu'ils auraient été encore moins brillants sans l'ALENA. Deuxièmement, les inégalités se sont aussi accentuées de façon tout à fait dramatique depuis ces 23 ans.

QUESTION DU PUBLIC — Sans faire de la théorie économique, on sait très bien qu'il y a quatre libertés, pour les biens, les services, les capitaux et les hommes. Avec l'immigration, la quatrième liberté qui est la mobilité, quelque chose ne va pas. Faut-il revoir ces quatre libertés, faut-il « démondialiser », faut-il essayer de faire une espèce de mondialisation à deux niveaux, globale, et ensuite une régionalisation par blocs économiques, qui ne marche pas toujours ? Est-ce qu'il ne faut pas adapter cette mondialisation, ne serait-ce que temporairement, pour supporter le choc de ces quatre libertés ? Avec le Brexit, on voit déjà qu'à l'intérieur de l'Union européenne, ça ne marche pas tellement. Alors, à un niveau mondial, comment gérer ces quatre libertés en même temps ?

CLAIRE WAYSAND — J'ai envie de retomber sur mes pieds d'économiste, pour dire que globalement, les travaux des économistes suggèrent que les mouvements de migration sont bénéfiques à la croissance. Le FMI travaillait sur ces sujets encore récemment. C'est donc une première remarque, il n'y a pas d'antinomie entre l'ouverture à la libre circulation des hommes et la prospérité économique. J'ajoute, c'est ma deuxième remarque, qu'historiquement nos pays ont connu des mouvements migratoires beaucoup plus importants que celui qui est en train de se produire en ce moment, avec des populations également très diverses, y compris dans des périodes de très forte croissance. Je pense que nous sommes capables de vivre simultanément avec une liberté de circulation des biens, des services, des capitaux et des hommes.

Pour autant, cela nécessite des règles adaptées à cette mondialisation, et je pense en particulier, aux mouvements de biens et de services, et surtout aux mouvements de capitaux. On ne parle pas beaucoup, dans cette table ronde, de financiarisation de l'économie mondiale, mais face à des mouvements de capitaux, en croissance très forte dans l'économie mondiale, il faut

des règles adaptées pour que tout cela reste compatible avec une stabilité financière. On a vu récemment les excès qui pouvaient survenir en leur absence.

PATRICK POUYANNÉ — À propos d'immigration, j'ai regardé un autre facteur qui est intervenu dans les élections françaises : on a souvent tendance chez nous à associer les votes de rejet à la question de l'immigration ; c'est totalement faux. Il faut savoir que dans les départements qui ont voté le plus pour le camp du repli, moins d'un quart connaît un taux d'immigration supérieur à la moyenne nationale. Il n'y a eu aucun lien entre ces deux phénomènes au cours des dernières élections. Je pense qu'au contraire, l'idée de se refermer, de choisir le repli, n'est pas la voie de l'avenir. L'intervention de Jorge Castañeda est très intéressante. Au sein de nos pays développés, il faut relativiser nos malheurs. Le problème c'est plutôt comment on fait pour maintenir les solidarités qui existe dans notre pays, compte tenu d'un niveau de vie élevé. Quand on a passé du temps à l'étranger et qu'on revient en France, on est toujours surpris, par comparaison, de la façon dont les gens se plaignent. La mondialisation induit une forme de métropolisation. Le gouvernement précédent a d'ailleurs réorganisé le pays autour de douze grandes métropoles. Il faut absolument trouver le moyen d'apporter des services dans les territoires et éviter leur déclassement. Chez Total, nous sommes en train de décider d'arrêter de fermer des stations-services, et d'en remettre partout en France. Ça va nous coûter un peu d'argent, mais je crois que c'est aussi un moyen de reconstruire de la proximité, de manifester de la solidarité, vis-à-vis de ces territoires périphériques.

QUESTION DU PUBLIC — S.E. Dr. Mohan Kumar. I am the Indian ambassador based in Paris, and I speak with some trepidation, because most of the hall is full of people

from the West and I am from the East. Regarding the Indian perspective on globalisation, there is a feeling in India that the West benefitted from globalisation for about 100 or 150 years, and now that countries like India have started benefitting from globalisation, there is not only a backlash against globalisation in the West but goalposts are sought to be changed. I make that provocative comment to at least get a response from the hall. That is the first comment I want to make.

The second comment is pure and simple. Regarding the comment by one of the panellists that it is really domestic policy that is important, you cannot change the march of globalisation, I think it is irreversible, and it is domestic policy. One of the things I would like to submit for the consideration of this audience is that there has been a lack of investment in proper skill-training and education, and one of the reasons why Germany has done so much better than other countries in coping with globalisation is because they have done a much better job of skill-training than other countries.

QUESTION DU PUBLIC — Ma question est assez simple : quelles sont les limites que vous mettez, vous, les entreprises, à votre capacité à vous développer sans tourner le dos à vos valeurs, ni oublier les peuples ?

JORGE CASTAÑEDA — Je pense, monsieur l'ambassadeur que vous avez tout à fait raison. En effet, plusieurs pays émergents commencent à peut-être profiter davantage de la globalisation ; ce sont les pays riches qui commencent à mettre des obstacles, à commencer par les États-Unis. Et ce n'est pas très sympathique ! Cela dit, il y a des raisons puissantes au sein des pays riches, qui expliquent cette réaction. Je ne vais pas parler de la Grande-Bretagne que vous connaissez beaucoup mieux que moi, mais dans le cas des États-Unis, je reviens sur mes chiffres très rapidement. Soit un ouvrier de l'industrie au-

tomobile dans le Michigan qui gagne 40 dollars l'heure ; l'usine ferme ; elle est déplacée soit au Mexique, soit en Chine ; les travailleurs là-bas vont gagner un dixième du salaire de l'Américain. De son côté, l'Américain va trouver un autre emploi où il va gagner, dans le meilleur des cas, la moitié de son ancien salaire. Tous les arguments des économistes n'arriveront pas à rendre content. C'est assez logique qu'il soit mécontent. Ce qui n'est peut-être pas aussi intelligent, c'est la réaction de Trump.

JASON FURMAN — The starting point for all of these discussions should be that we have real economic problems, that growth is too slow, that inequality is too high—in the US and other countries you have seen people withdrawing from the workforce and not even being unemployed but being out of the workforce. You have relatively high unemployment in France. We need to address all of those. Regarding the US or any other country, if we raise the price of the steel we buy, that would help steelworkers but it would hurt autoworkers; if we stop getting auto parts from Mexico, then Germany and Japan will make and sell more cars because they will continue to get auto parts from cheaper suppliers. Therefore, there is a logic to the world that we cannot overcome by building barriers. That is not to say we do not have very big problems of which education, a more progressive fiscal system and doing globalisation in a smarter way are just some of what we need to address.

PATRICK POUYANNÉ — La formation reste le secret du développement. Vous avez raison, monsieur l'ambassadeur, c'est vrai dans les pays émergents, mais c'est vrai aussi dans les pays développés. Deuxième commentaire, je pense que ce débat est lié à la crise de 2008. Aux États-Unis, nous payions des gens 25 dollars l'heure en 2008. Dans le Tennessee, on les payait 10 dollars l'année suivante. Aujourd'hui, ils en regagnent 20. Troisième commentaire concernant Total. Il y a plusieurs réponses.

D'abord, nous avons des valeurs et nous avons refait un exercice pour réaffirmer ces valeurs, pour que tout le monde dans l'entreprise sache ce qui unit la communauté de gens chez Total. Le profit ne figure pas dans ces valeurs.

Deuxièmement, dans notre métier, nous avons des responsabilités directes, environnementales, notamment, puisqu'on produit du pétrole, des responsabilités au niveau du CO₂ pour le climat. Notre ambition est d'arriver, nous entreprise énergétique, à faire en sorte que les produits que nous vendrons dans vingt ans, soient en ligne avec la trajectoire de - 2 degrés. Cela veut dire beaucoup d'évolutions dans notre portefeuille d'activités et dans nos comportements.

Dernier point, je crois que notre responsabilité en tant qu'entreprise est de continuer, malgré tout, à nous développer et à construire des ponts entre les pays. En signant en Iran, je crois que nous avons démontré que notre vocation n'est pas, justement, d'obéir au Président Trump, ou à d'autres, mais de faire notre travail. C'est par la construction de ponts économiques entre les pays que s'exerce notre responsabilité au niveau mondial. Comme disait Newton, l'homme aime bien construire des murs mais pas assez des ponts. Nous, nous construisons des ponts.

CLAIRE WAYSAND — Je crois que ce débat a montré que nous étions tous d'accord sur le fait que nous avons un bien commun, qui est l'ouverture, qui est la mondialisation. Ce bien commun a permis à beaucoup de personnes qui étaient pauvres de sortir de la pauvreté, à beaucoup de pays de progresser. Il ne s'agit donc pas de remettre en cause les progrès de la mondialisation. Pour autant, je crois qu'il faut que chacun, dans sa sphère de responsabilité, s'assure que son action contribue à cette adhésion à la mondialisation. Les entreprises ont un rôle à jouer, Patrick Pouyanné l'a dit. Les gouvernements aussi, qu'ils s'agissent de gouvernements de pays développés ou de pays émergents. Jason Furman et Jorge Castañeda, chacun dans son

domaine, ont démontré que l'adhésion à la mondialisation n'allait pas de soi. Cela est à prendre en compte aussi bien par les gouvernements de pays où les échanges commerciaux sont très déficitaires, où les inégalités se creusent, que à l'autre extrémité du spectre par les gouvernements des pays émergents qui peuvent apparaître comme les gagnants de la mondialisation mais dont les taux de croissance restent modestes et doivent faire face à d'autres problèmes.

COORDINATION **L. Fontagné** (*Cercle des économistes*)

CONTRIBUTIONS **J.-P. Clamadieu** (*Solvay*)
 J.-M. Janailiac (*Air France-KLM*)
 B. Nofal (*Conseillère spéciale G20, Argentine*)
 H. Védrine (*Ancien ministre des Affaires étrangères, France*)

MODÉRATION **A. Bensaïd** (*France Inter*)

LIONEL FONTAGNÉ — Au départ, il y a le sentiment partagé par une part non négligeable de la société d'une moindre prospérité, d'un déclassé social souvent associé à l'ouverture de notre économie française ou européenne à la concurrence internationale. Pour nous protéger, la solution du protectionnisme est dès lors tentante.

Un premier point sur la situation actuelle en matière de protectionnisme. Depuis la crise des *subprimes*, nous avons connu un protectionnisme larvé, avec une myriade de micro mesures prises par un grand nombre de pays mais qui ont eu au fond, un effet assez contenu sur le commerce, puisqu'on considère aujourd'hui que 5 % seulement du commerce international ont été affectés par ces mesures depuis la crise. Avec l'élection du nouveau président américain, nous avons sans doute changé d'échelle : le discours est devenu très offensif et se focalise sur la réduction des déficits commerciaux bilatéraux. Cela a com-

mencé par la dénonciation de l'accord transpacifique qui avait été négocié par l'administration Obama. Plus généralement aujourd'hui, l'objectif annoncé par les États-Unis est de protéger les salariés de la concurrence internationale, selon Donald Trump : « Il faut protéger nos frontières contre les ravages d'autres pays qui fabriquent nos produits, volent nos entreprises et détruisent nos emplois. »

Quel éclairage l'analyse économique porte-t-elle sur ce discours ? En gros, il y a trois principes simples. Le premier est de rappeler qu'un droit de douane est une taxe sur les consommateurs, sur l'investissement des entreprises et aussi et surtout une taxe sur les exportations. Chad Bown du Peterson Institute a bien expliqué qu'avec les chaînes globales de valeur les biens intermédiaires consommés par nos entreprises sont importés ; c'est aussi vrai des entreprises étrangères qui utilisent nos exportations en consommation intermédiaire. Donc si nous protégeons nos importations, du même coup, nous détruisons nos exportations. C'est la première idée : un droit de douane sur nos importations est une taxe sur nos exportations.

Le deuxième principe est que si nous voulons redistribuer la richesse – c'est indispensable lorsqu'on est confronté à des chocs – l'instrument de redistribution efficace n'est pas le droit de douane, c'est l'impôt. En réalité, les promoteurs du protectionnisme sont souvent opposés à la redistribution des revenus, ce dont le nouveau président américain est une bonne illustration.

Le troisième principe est que le commerce international ne doit pas être régi par des taxes, mais par des règles. C'est probablement l'idée la plus importante sur le sujet et, de ce point de vue, il y a beaucoup à faire. Pour commencer il faut respecter les règles existantes et ne pas affaiblir l'OMC qui est en charge du respect de ces règles. En revanche, lorsque les règles sont bafouées par certains pays, il convient d'utiliser des instruments de défense commerciale. Enfin, il faut étendre ce corpus

de règles à de nouveaux champs, qui sont la nouvelle frontière sur laquelle nous devons travailler en matière de coopération internationale ; les règles doivent être étendues aux questions environnementales, aux questions sociales mais aussi, et c'est très important, aux questions fiscales. Donc, en matière de commerce, ce sont les règles qui protègent, pas les taxes.

Cela pourrait être ma conclusion mais je voudrais terminer par une note d'optimisme. Dans la déclaration du G20 à Hambourg, le paragraphe sur le protectionnisme avance deux idées assez en ligne avec nos conclusions. La première est qu'il faut combattre le protectionnisme y compris toutes les pratiques commerciales déloyales. La seconde, c'est de reconnaître le rôle des instruments légitimes de défense du commerce à cet égard. La deuxième phrase laisse évidemment la porte ouverte aux rétorsions commerciales, et c'est probablement pour cela que les États-Unis ont signé le texte, avec des arrière-pensées concernant les exportations chinoises. Quoi qu'il en soit, le fait que ce paragraphe soit présent dans la déclaration finale du G20 est positif en regard des tentations protectionnistes du nouveau président américain.

ALEXANDRA BENZAÏD — Beatriz Nofal, vous êtes aujourd'hui la conseillère spéciale pour l'Argentine auprès du G20. On entend de toutes parts des appels à la protection, sinon au protectionnisme. Ces aspirations font-elles bon ménage avec la prospérité ?

BEATRIZ NOFAL — I agree that tariffs are regressive for consumers, and more so for lower-income households than any other sector, and in a world of global value chains they hurt producers and investment. I want to make four points, but first a contextual element. Although trade has boosted growth and created new opportunities in the world, it is increasingly coming under fire, surprisingly so more in advanced leading

economies when historically, paradoxically, the critique of trade came from the South because of what was called unequal exchanges.

Firstly, although the G20 leaders in Hamburg in their final statement confirmed that they would fight protectionism, the definition of protectionism is being widened to include not only traditional trade barriers such as tariffs but also what are called unfair trade practices. Although not defined in the statement, in the discussions the position of the US was that protectionism comprised unfair trade practices such as subsidies, compulsory technology transfer and discriminatory trade barriers, particularly in the area of the Internet, digital platforms, etc. Therefore, not only have unfair trade practices been included in the statement, but the call for free trade is also being balanced by a recognition of the role of legitimate trade instruments in this regard that will probably be used by the US in this wider definition of protectionism.

Secondly, in the debate about the benefits of free trade, it is worth recalling that we do not yet have full free trade in the world. Next year, when Argentina holds the G20 presidency, it will be 70 years since the former agreement on tariffs and trade, the GATT, was created, and 23 years after the WTO was created, and still the agricultural and food industries are not part of the international multilateral free trade system. The OECD in a recent report has said that both tariffs and non-tariff barriers are much higher on agricultural goods, three times higher than on industrial products, and particularly high on products like dairy, beef, poultry, etc. This persistent agricultural protectionism which is practiced not only by major advanced economies but already increasingly by major emerging countries such as China, India and Indonesia, are an obstacle to development in Africa and also to the development and convergence of other efficient agricultural and food producers in South America like Argentina, Brazil, Uruguay, Paraguay

and Chile. Both the low-income trap in Africa and the middle-income trap in South America have agricultural protectionism as one of their causes.

Thirdly, making trade work for all is very important. Trade is a major driver of structural change, along with technology; technology and trade are closely intertwined, and much of the disruption we see today in the labor markets are not due to trade, at least to free trade. The majority of the impact in all the studies is technology. Technological change is contributing to a wide trend in advanced countries towards polarization of jobs and wages. High-skilled jobs in the OECD over the 20-year period from 1995 to 2015 have increased by 4.3% lower-skilled by 2.5%, and middle-skilled by 6.8%. This basically has to do with automatization of routine tasks. Routine tasks, whether cognitive or manual, will be automated. There are studies that say 60% of the jobs will be automated, though the OECD says it will be 9%, but 25% of other jobs will see 50% to 70% of their tasks automated. The solution in this situation is not to protect firms but to reskill workers and to support them in the reskilling and re-employment process, and to support communities that are being dislocated not just by trade but by technological change.

My fourth point concerns the political economy. *Globalisation and its Discontents* was the title of a Stiglitz' book a number of years ago. There are two political viewpoints, which fight this discontent. One is nationalism, populism, protectionism and authoritarianism. The other is supporting an inclusive global agenda, which is internationalist, democratic republican, and people-centered. Finally, we all know what we have to support, which is basically the global inclusive agenda.

ALEXANDRA BENSAÏD — Jean-Pierre Clamadieu, vous êtes président du comité exécutif du groupe Solvay, un groupe chimique très international, pour qui l'ouverture de

l'économie est primordiale, que pensez-vous des tentations protectionnistes ?

JEAN-PIERRE CLAMADIEU — Je vais effectivement apporter la vision d'un praticien du commerce international dans un environnement de plus en plus mondialisé. Nous vivons aujourd'hui dans un monde dans lesquels les *supply chains* sont incroyablement interconnectées. Prenons l'exemple de l'automobile en Amérique du Nord : l'idée selon laquelle on pourrait séparer les activités réalisées au Canada, aux États-Unis et au Mexique, est illusoire. Aujourd'hui, les produits passent les frontières dans tous les sens, plusieurs fois. Plusieurs études montrent que, pour fabriquer une automobile américaine, on utilise des produits qui traversent les frontières huit ou dix fois dans la phase de construction du véhicule. Si on regarde la *supply chain* en aéronautique en Europe — avec un regard particulier sur la Grande-Bretagne — on voit là aussi des *supply chains* (ou des produits ?) qui traversent allègrement les frontières.

Au sein de Solvay, un groupe de chimie et de matériaux avancés, nous avons un important client, fabricant emblématique de smartphones, qui démarre la production d'un nouveau modèle. Nos usines aux États-Unis, en France, en Inde, fabriquent des polymères que nous expédions dans une usine chinoise qui les formule avant de les livrer à des fabricants de pièces ou à ceux qui montent ces futurs petits concentrés de technologie que nous attendons tous et qui vont bien sûr ensuite irriguer l'économie mondiale. Aujourd'hui ces *supply chains* sont donc complètement mondiales, elles nous permettent de développer des produits à des coûts accessibles pour nos clients, pour les clients de nos clients. L'avantage de ces *supply chains* intégrées pour les acteurs économiques me paraît aujourd'hui tout à fait établi. De ce fait, la vision classique d'un protectionnisme fondé sur l'instauration de droits de douane va bien sûr se tra-

duire par la création d'un prélèvement, et peut-être par des évolutions d'équilibres au fil du temps, mais qui seront lentes et qui n'aboutiront pas à l'objectif fixé qui est effectivement cette demande de protection.

Cela dit, le commerce international répond à des règles, celles de l'OMC ; il faut les faire respecter. En Europe, les États membres ont confié à l'Union la responsabilité du commerce extérieur, il faut que nous soyons capables d'utiliser ces instruments. Et nous devons le faire avec plus de détermination que nous n'en avons démontrée jusqu'ici. Je pense au grand débat sur les panneaux photovoltaïques chinois ou à celui sur l'acier, qui rebondit d'ailleurs aujourd'hui aux États-Unis. Enfin, il faut faire évoluer le champ de la gouvernance.

Dès que l'on parle d'accords de libre-échange, beaucoup de gens se dressent, considérant que de tels accords vont engendrer une diminution de la protection et de la capacité à défendre un modèle social. C'est au contraire la mise en place d'accords qui permet de fixer les règles du jeu ! Ces accords d'un nouveau type, tels qu'évoqués par Pascal Lamy, – je pense en particulier à l'accord avec le Canada ou encore au projet d'accord avec les États-Unis – visent à définir des règles communes en matière réglementaire. Je viens de Belgique, où l'on a vu une région, la Wallonie, dire qu'elle ne voulait pas d'un accord de libre-échange avec le Canada et qui a tenté de faire dérailler ce projet en dernière étape. Je pense au contraire qu'il faut voir ces accords comme un moyen d'améliorer la régulation.

Je souhaite partager avec vous un dernier commentaire. Je pense que la demande pour plus de protectionnisme relève d'un amalgame entre les effets de l'évolution du commerce international et ceux de la transformation du monde du travail, de la numérisation, de l'automatisation. La vraie réponse à cette inquiétude, j'en suis intimement persuadé, c'est la formation.

Patrick Artus¹ rappelle que le système d'enseignement français livre chaque année 150 000 personnes sans diplôme, sans capacité d'intégration dans le monde du travail. C'est ce sujet-là que nous devons traiter, et ce n'est pas seulement le rôle du gouvernement et des autorités publiques, c'est aussi celui des entreprises. C'est ainsi que nous pourrions apporter, non pas une réponse à cette demande de protection, mais une réponse déterminante aux besoins d'accompagnement des mutations.

Je voudrais évoquer un exemple, qui constitue une réponse modeste à cette question de la mondialisation. Nous nous sommes interrogés, au sein de Solvay, pour savoir ce que cela voulait dire pour un salarié d'appartenir à un groupe tel que le nôtre, où qu'il soit dans le monde? Cette réflexion a conduit à la création, il y a quelques mois, d'un socle de droits sociaux communs à l'ensemble de nos salariés dans le monde, touchant quatre domaines : la maternité, les grands risques de santé, l'invalidité et le décès. Nous voulions que tous bénéficient des mêmes garanties et des mêmes droits. Je prends l'exemple de la maternité : toutes nos salariées bénéficient de 14 semaines de congés payés à 100 %, et une semaine de congé paternité est octroyée. Cet exemple montre de manière très concrète ce que la globalisation apporte et comment un groupe de culture européenne peut contribuer à projeter son modèle social européen dans tous les pays du monde où il est présent. C'est notre modeste contribution pour construire une globalisation qui accompagne ses salariés, en particulier au moment des nécessités de restructuration. C'est dans cette direction que nous devons aller.

ALEXANDRA BENSAÏD — Il n'y a rien qui paraît plus ouvert que le ciel et pourtant, dans le secteur aérien, le protectionnisme est une réalité que vit Jean-Marc Janaillac, PDG du groupe Air France-KLM.

1. Voir Acte II, session 8, « La France est-elle prospère ? »

JEAN-MARC JANAILLAC — Le secteur aérien connaît un double paradoxe. Ce secteur est vraiment le *business of freedom*, son évolution a permis la mondialisation, la globalisation. Les compagnies aériennes ont donné la possibilité aux peuples des différents continents de voyager, de mieux se connaître, et nous transportons par ailleurs dans l'ensemble du secteur, un tiers du commerce mondial en valeur. Le secteur aérien est donc fortement lié à la mondialisation. Depuis vingt ans, il connaît aussi, le ciel unique européen et depuis dix ans, les accords de ciel ouvert entre les États-Unis et l'Europe, et d'autres pays du monde. Ce secteur est donc au cœur de cette mondialisation : il l'a permise et il en a profité. En dix ans, le nombre de voyageurs a été multiplié par quatre et le prix des billets a été divisé par deux.

Mais paradoxalement, le secteur aérien ne fait pas partie de l'OMC. Il est régi par le traité de Chicago d'après-guerre qui donne aux États un très grand pouvoir sur la fixation des droits de trafic internationaux. Ce sont les États, ou l'Europe pour ce qui concerne l'Europe, qui en décident. En matière de propriété de compagnies aériennes, si vous n'êtes pas Américain vous ne pouvez pas posséder plus de 25 % d'une compagnie américaine, si vous n'êtes pas européen, c'est pas plus de 49 %, et si vous n'êtes pas Chinois vous ne pouvez pas du tout contrôler une compagnie chinoise. Il s'agit donc d'un secteur extrêmement réglementé parce qu'on lui accorde une valeur stratégique et d'ailleurs, un certain nombre d'États, en particulier les États du Golfe, considèrent leurs compagnies aériennes comme un outil de souveraineté au service de leur développement.

Un deuxième facteur rend le secteur aérien un peu différent des autres secteurs, c'est l'insécabilité de la chaîne de valeur. Ce terme un peu barbare signifie qu'une compagnie aérienne ne peut pas mettre les activités à valeur ajoutée importante dans des pays développés et les autres activités dans des pays moins développés. Par exemple, Air France, qui exporte 60 % de son

activité compte 97 % de salariés français et KLM qui exporte plus de 80 % de son activité a également 95 % de salariés néerlandais.

Deux visions s'opposent : une vision de pays développé, je pense en particulier à l'Europe ou aux États-Unis, qui considèrent que les situations économiques, politiques, sont relativement homogènes et qui peuvent donc avoir des relations équilibrées sans qu'il y ait besoin de la surveillance de l'OMC. Et d'autres pays, je pense à des pays en voie de développement ou des pays du Golfe, qui considèrent que leurs compagnies aériennes sont un des outils de leur souveraineté, de leur développement économique. L'Europe se situe dans une position un peu maladroite ou malaisée entre ces blocs de compagnie de pays qui aident puissamment leurs compagnies aériennes et les États-Unis ; ceux-ci disposent d'un outil dont on ne parle pas trop, le *chapter eleven*, qui a permis aux compagnies de se restructurer avec l'aide de l'État et de constituer un oligopole domestique avec quatre compagnies se partageant 80 % du marché domestique américain, comparable au marché intérieur européen où 42 compagnies sont en compétition. Cela signifie donc que les taux de marge du marché domestique américain sont très importants et permettent de financer la croissance, alors que les compagnies européennes ne sont pas protégées, taxées davantage et par ailleurs, moins structurées. Alors face à cela, quelle doit être la réponse de l'Europe ?

La première réponse est interne aux compagnies. Les compagnies historiques tentent ou sont en train de transformer leurs règles internes pour améliorer la productivité. Je ne vous ferai pas un dessin sur la difficulté de cette tâche dans des compagnies anciennes et assez structurées, avec un climat social spécifique.

Le deuxième axe est de demander au gouvernement français, ce que nous faisons régulièrement, d'alléger le déficit de compétitivité du secteur aérien français dû à notre environnement

social et fiscal. Un chiffre : la différence de cotisations sociales patronales entre Air France et nos concurrents européens varie de 400 à 700 millions d'euros. Nous souffrons en particulier du non plafonnement des cotisations sociales patronales quand on a 4 500 pilotes, cela coûte très cher.

Nous demandons aussi à l'Europe – c'est du protectionnisme intelligent – de faire en sorte que face à des compagnies, notamment celles du Golfe, très lourdement subventionnées par leurs États, des mesures du style OMC soient prises pour qu'elles respectent les règles minimales d'une *fair competition*, autrement dit qu'elles se trouvent dans une compétition classique avec des méthodes classiques. Il s'agit donc, plutôt que de protectionnisme, d'une forme de défense dans un monde qui est quand même assez régulé.

ALEXANDRA BENSAÏD — Hubert Védrine, ouvrir les frontières, respecter les règles, c'est bien, mais que dire aux classes populaires et aux classes moyennes qui pensent que le protectionnisme les protège ?

HUBERT VÉDRINE — Le protectionnisme ne protège pas, bien sûr ou très mal. Tout ce qui a été dit jusqu'ici est très intelligent, très convaincant, très juste. Et on verra que Donald Trump est incohérent, même par rapport à ce que son électorat croit être son intérêt. On en aura une sorte de démonstration par l'absurde. Très bien, il faut des règles, mais on le dit depuis que les G7, G8 existent, depuis que le G20 existe, depuis toujours. On parle un peu plus qu'avant des règles commerciales par des instruments mieux adaptés, mais il y a quand même eu une période de 20 à 30 ans pendant laquelle il n'y a eu ni nuance, ni remise en cause de l'orientation « mondialisatrice ». On dit qu'il faudrait que le libre-échange soit équilibré et juste, mais ce qui vient d'être dit sur les compagnies aériennes du Golfe est un exemple frappant, parmi d'autres, qui montre que ce n'est

pas toujours le cas. Si tout cela avait fonctionné, si nous avions appliqué des règles équitables, si nous avions convaincu les gens, vous n'auriez pas cette vague d'insurrections électorales dans l'ensemble de l'Occident, avec Hilary Clinton battue, les socialistes et la droite française éliminés, etc. C'est un décrochage des classes populaires d'abord, puis des classes moyennes en Occident, qui ne croient pas ou qui ne croient plus que la mondialisation est bonne pour elles. Et c'est la même chose par rapport à l'Europe, cela ne sert absolument à rien que les élites condamnent le populisme qui est un sous-produit de leur échec. Au lieu de condamner, il faut assécher les racines.

Mais si le protectionnisme ne protège pas, alors que fait-on ? On va faire de la formation mais les « mondialisés » n'ont rien demandé, en fait. Depuis 30 ans il y a des « mondialisateurs » qui avancent comme des rouleaux compresseurs. Les « mondialisés » eux, certains pays, certains peuples, certaines catégories sociales, n'ont pas envie d'être mis en compétition avec des centaines de millions de paysans asiatiques pauvres devenus ouvriers et qui produisent pour pas cher, pas plus qu'ils ne veulent être obligés de devenir ultra-compétitifs.

Il y a donc un gigantesque problème, pas pour les dirigeants d'entreprises qui font déjà un travail magnifique, très dur, mais pour les responsables politiques. Les peuples en Occident ne veulent que garder un peu d'identité, un peu de souveraineté, et avoir de la sécurité. Cela n'a rien de choquant, mais les élites ont méprisé tout cela depuis des dizaines d'années. Ils ne savent pas quoi répondre à ces demandes. Rappelez-vous le fameux débat historique avant le référendum de Maastricht, qui est passé à un point d'écart : on n'a jamais tenu compte des 49 % qui avaient voté non. Mitterrand avait fini par dire face à Seguin, quand il a vu que les arguments automatiques (l'Europe c'est la paix et l'avenir, la jeunesse, etc.) ne marchaient plus « une Europe forte nous protégera mieux ». « Protègera mieux », nous étions en 1992 ! Emmanuel Macron, qui a fait une campagne très eu-

ropéenne voire européiste, ajoute depuis qu'il est président « Je veux une Europe qui protège. » Ce n'est pas contradictoire avec le fait de perfectionner la zone euro, mais ce n'est pas la même chose, cela ne parle pas aux mêmes gens.

Que faut-il faire ? Je pense que la piste de la flexisécurité est intéressante. Je suggère d'ailleurs, que par rapport à la France, qui est un peu spéciale comme chacun sait, nous parlions plutôt de « sécurité-flexibilité ». Cela a l'air tout bête, mais quand ils entendent flexibilité, la plupart des gens même les plus protégés comprennent qu'on va les mettre à la porte le lendemain. Il faut donc plutôt parler de « sécurité-flexibilité » et être convaincant sur la formation tout au long de la vie. Par la deuxième chance ou la dixième autant que nécessaire, à condition que cela ne consiste pas à aller à 300 km de chez soi pour un job deux fois moins payé.

Il y a très longtemps, j'avais inventé une formule : « il ne faudrait pas que l'Europe devienne l'idiot du village global. » Je n'insultais personne, aucun commissaire européen ou président de la commission, je mettais simplement en garde. Je disais : attention à ce qu'elle ne le devienne pas ! Et je pense qu'il y a eu un retard, une timidité préjudiciable, dans l'utilisation par l'UE des instruments légitimes et normaux de défense commerciale, au bon sens du terme. Il faut être plus agressif, plus offensif, je crois que c'est cela dont nous avons besoin. Il y a certes des réponses nationales, mais la réponse au niveau européen sera naturellement plus percutante. En tout cas il faut trouver quelque chose qui casse le scepticisme de plus en plus agressif, de plus en plus, « mélenchoniste », de cette immense partie de la population qui ne se sent pas concernée par tout ce qu'on raconte. Politiquement, ce décrochage est extrêmement dangereux.

L'avantage par rapport aux années précédentes, c'est qu'on se dit qu'il va peut-être se passer quelque chose en France dans les mois à venir. Il y a une chance avec cette élection qu'on

commence à bouger, que donc une partie de ces populations qui a décroché soit rattachée.

QUESTION DU PUBLIC — Quelles vont être les conséquences de la taxe carbone, notamment sur les chaînes de valeur ?

JEAN-PIERRE CLAMADIEU — La taxe carbone va bien sûr créer des différentiels de compétitivité entre les différentes parties du monde. Cela dit, son objectif me semble légitime. Je pense qu'il faut que nous l'acceptions : la concurrence parfaite n'existe pas. En revanche il faut vraiment que nos grandes économies, et j'inclus la Chine et probablement l'Inde, parviennent à une convergence des outils utilisés, en particulier à une convergence du prix du carbone. Nous pouvons comprendre et accepter que, pendant une période donnée, la trajectoire et les outils utilisés soient différents d'une partie du monde à l'autre. Mais il faut une vision globale — c'est un des objectifs de l'accord de Paris — et une volonté de faire converger le prix du carbone de manière à ce qu'un signal économique fort s'applique à nos différentes *supply chains*.

QUESTION DU PUBLIC — Est-ce que vous comptez proposer à vos sous-traitants les mêmes garanties que celles que vous offrez aux salariés de Solvay ?

JEAN-PIERRE CLAMADIEU — La réalité c'est que nous sommes dans un métier très capitalistique, dans lequel on a effectivement des salariés plutôt qualifiés. Cela dit, nous utilisons peu de sous-traitance par rapport à d'autres. Le choix que nous avons fait jusqu'à présent est de limiter notre démarche à nos propres salariés. C'est un début, je ne désespère pas qu'il y ait un effet de contagion qui permette de toucher d'autres catégories de personnel.

L'INTÉGRATION RÉGIONALE A-T-ELLE ENCORE UN SENS ÉCONOMIQUE ?

COORDINATION **A. Suwa-Eisenmann** (*Cercle des économistes*)

CONTRIBUTIONS **F. Lacroix** (*Clifford Chance*)
K. O'Rourke (*Oxford University*)
R. Saadé (*CMA CGM*)
V. Songwe (*Société Financière Internationale*)

MODÉRATION **Ph. Escande** (*Le Monde*)

PHILIPPE ESCANDE — Ce débat est consacré à l'intégration régionale, processus évidemment sous-jacent aux questions qui touchent à la mondialisation, au commerce international, etc.

Nous nous souvenons du 23 juin 2016, jour où 51,9 % des Britanniques ont choisi de quitter l'Union européenne. Nous nous souvenons aussi du 8 novembre 2016 où 46 % des citoyens américains ont envoyé le promoteur immobilier Donald Trump à la Maison Blanche sur un programme résolument protectionniste, avec abandon des traités trans-pacifiques, renégociation des accords avec le Mexique et le Canada, attaque contre le produit allemand.

Depuis ces deux dates, beaucoup d'entre nous se demandent si nous ne sommes pas au début d'une période de repli, comme le monde en a connu par le passé. L'intégration touche-t-elle à sa fin ? L'Europe, elle-même, va-t-elle être entraînée dans cette spirale ? Voilà quelques-unes des graves questions dont nous allons débattre.

AKIKO SUWA-EISENMANN — David Miliband¹ nous a dit qu'il fallait réconcilier l'économie et la politique. Le commerce international, en particulier, l'intégration régionale, sont de bons exemples de cette divergence. L'intégration régionale est là, elle procure de la croissance, mais elle souffre d'un déficit politique tant du côté des citoyens, qu'en matière de gouvernance au niveau global. Je voudrais rappeler deux éléments de contexte, l'un sur le commerce international dont la nature a changé aujourd'hui, l'autre sur les formes d'intégration régionale.

Tout d'abord, le commerce international du XXI^e siècle est fait de chaînes de valeur internationales. On échange des bouts de produits. La production s'étale sur plusieurs pays. Il faut désormais importer pour pouvoir exporter. Cela se passe souvent entre pays voisins. Le commerce intra-régional est très important, à des degrés divers selon les continents : 70 % pour le commerce intra-européen, à peu près la moitié pour le commerce en Amérique du Nord et le commerce en Asie, et un peu plus de 15 % pour le continent africain. Ces chaînes de valeur régionales sont tirées par un certain nombre de pays : les États-Unis, l'Allemagne, le Japon ; la Chine restant pour l'instant, plutôt un assembleur qui exporte des produits finis.

Ce qui est important dans ces chaînes de valeur, c'est la fluidité des échanges, non seulement des biens, mais aussi des services, des investissements, des droits de propriété, des personnes. Cette fluidité est assurée par des accords régionaux, qui ont eux aussi changé de nature. La situation par défaut du commerce international, c'est la libéralisation multilatérale, selon les règles de l'OMC. Ce sont des règles juridiques qui assurent la réciprocité et la non-discrimination des concessions tarifaires. Les accords d'intégration régionale apportent une première entorse à cet ensemble juridique en permettant

1. Voir Acte I, session 1 : « Qu'est-ce que la prospérité aujourd'hui ? »

la discrimination. Quand on accorde des préférences tarifaires à ses voisins, c'est au détriment des autres. Mais cette discrimination peut être faite de plusieurs manières. On peut avoir des tarifs nuls à l'intérieur de la zone, vérifiés par un ensemble de règles d'origine très détaillées; c'est l'ALENA, l'accord Nord-Américain. On peut avoir un tarif extérieur commun vis-à-vis de tout le monde; c'est l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine, l'UEMOA. On peut aller plus loin au-delà des droits de douanes, c'est le marché unique européen, et adopter des règles communes de fabrication des produits, en essayant de prendre en compte les préoccupations des citoyens en termes environnementaux, sanitaires et sociaux. De plus, le marché unique européen assure la liberté de circulation, non seulement des biens, mais aussi des services, des capitaux et des personnes. L'intégration profonde demande des renoncements de souveraineté et l'assurance que les préoccupations des citoyens en termes environnementaux et sociaux soient bien pris en compte, ce qui est difficile, on le sait, déjà au niveau de l'Europe.

Si c'est difficile au niveau de l'Europe, ça l'est encore plus au niveau mondial. Prenez le cas du Mexique. Le Mexique est partenaire de l'ALENA que M. Trump veut essayer de renégocier. Mais il fait aussi partie d'au moins deux autres accords régionaux, un avec le Japon, un autre avec l'Union européenne. Par rapport à ces géants, le Mexique est le pot de terre contre le pot de fer, il est complètement dépendant des chaînes de valeur internationales². Dans le cas du Mexique, emblématique de ces pays périphériques si dépendants des chaînes de valeur internationales, quelle est la bonne gouvernance du XXI^e siècle à mettre en place pour le commerce international du XXI^e siècle? Quel type d'intégration régionale? L'intégration régionale a-t-elle encore un avenir? Y a-t-il un nouvel élan possible, « un

2. Voir la contribution de Jorge Castañeda, Acte 1, session 4.

nouvel espoir » ? Le CEFTA, l'accord entre l'Union européenne et le Japon annonce-il ce nouvel élan ?

PHILIPPE ESCANDE — Je propose un petit zoom arrière, pour mettre ce qui est en train de se passer dans une perspective historique. Kevin O'Rourke, vous êtes irlandais, professeur à l'université d'Oxford, et surtout, vous êtes un grand spécialiste de la globalisation, vous avez écrit une histoire de la mondialisation³ qui est aujourd'hui considérée comme un grand classique. Ces événements que nous vivons marquent-ils un coup d'arrêt à vingt ans de mondialisation comme cela est déjà arrivé ?

KEVIN O'ROURKE — Je pense qu'il est trop tôt pour parler aujourd'hui d'un coup d'arrêt, malgré les catastrophes de 2016. Refuser d'aller encore plus loin dans un monde qui est hyper-mondialisé, ça n'est pas la même chose que faire demi-tour, et on n'a pas vu jusque-là des hausses de tarifs douaniers systématiques, comme on en a vu dans les années 30. Certes, je m'inquiète pour le futur, mais il est trop tôt pour parler de coup d'arrêt. Cela étant dit, il y a des époques dans le passé où l'on trouve, sinon des parallèles, au moins des échos à ce qui se passe aujourd'hui. Je pense en premier lieu, à la fin du XIX^e siècle, dans les années 1870, période pendant laquelle il y avait un équilibre politique favorable à l'ouverture qui a été perturbé par les innovations dans le domaine du transport international : les nouveaux bateaux à vapeur, les chemins de fer, ont mis en concurrence étroite les pays du Nouveau-Monde et l'Europe. Les terres agricoles, chères en Europe, ont été mises en concurrence avec les terres agricoles à bas prix de l'Amérique, de l'Ukraine, de l'Australie et d'ailleurs. Naturellement, les revenus des paysans et de la noblesse terrienne ont été mis sous pression. Il y a

3. *Globalization and History: the Evolution of a Nineteenth-Century Atlantic Economy*, Cambridge, 1999.

eu une réaction politique, avec une hausse systématique de tarifs douaniers agricoles, puis industriels, tout autour de l'Europe. S'il y a un écho, c'est bien sûr avec nos ouvriers qui sont trop chers par rapport aux ouvriers asiatiques entre autres. Les catastrophes de 2016 ne sont pas arrivées comme un éclair dans un ciel bleu : on n'a pas vu de hausses du salaire médian aux États-Unis depuis les années 70, j'étais encore adolescent, John Lennon était encore en vie. Il y a eu Ross Perot⁴ ; il y a eu en France le référendum de 2005. J'étais ici à l'époque. Il y a donc eu des décennies pour préparer cela, et au lieu d'y avoir mis un terme pour protéger les ouvriers qui étaient exposés à la concurrence externe, les libéraux voulaient le beurre et l'argent du beurre, ils ont coupé partout. C'est peut-être d'abord pour cette raison que les Britanniques ont réagi comme ils l'ont fait.

Deuxième période avec laquelle on trouve des échos, ce sont bien sûr les années 30, la grande dépression, en partie causée par l'étalon-or, un système monétaire fou. Une des tragédies de l'entre-deux guerres, c'est que tous les bons libéraux internationalistes, des gens comme nous, pensaient que l'étalon-or, était fantastique. Non, ça ne l'était pas.

PHILIPPE ESCANDE — Rodolphe Saadé, vous êtes le PDG de la compagnie de transport maritime CMA CGM ; vous êtes donc l'un des plus grands acteurs mondiaux du fret maritime qui est le poumon de la mondialisation. Nous savons que la brique de base de la mondialisation, c'est le container, transporté par vos bateaux. Le commerce international a connu un coup d'arrêt assez brutal, après la crise en 2002, en 2009, et il a repris un peu plus modestement. Des chantiers navals ont fermé, des armateurs ont fusionné. Où en sommes-nous aujourd'hui ? Comment avez-vous vécu cette crise ? Sommes-nous en train de passer à autre chose ?

4. Ross Perot, milliardaire américain né en 1930 au Texas, connu pour s'être présenté deux fois aux élections présidentielles en candidat indépendant.

RODOLPHE SAADÉ — Il y a plusieurs éléments de réponse à votre question. Premièrement, je ne serais pas aussi pessimiste que vous. Dans le transport maritime, la croissance est de 2 à 5 % par an. Il n'y a pas beaucoup d'industries aujourd'hui qui sont en mesure d'afficher de telles croissances d'une année sur l'autre. C'est vrai qu'avant la crise nous avions une croissance de l'ordre de 10 à 12 %. 2001, c'est le réveil de la Chine avec des volumes de transaction très importants. Aujourd'hui, certains marchés sont devenus matures, comme le secteur entre l'Asie et les États-Unis, entre l'Asie et l'Europe ; mais on note un très fort développement des marchés Nord-Sud, tout ce qui touche à l'Afrique, l'Amérique du Sud, qui sont en pleine croissance. Au-delà du Nord-Sud, on note également un développement très fort des marchés inter-régionaux, entre l'intra-Asie, l'intra-Méditerranée, l'intra-Europe, l'intra-Amérique, l'Amérique du Sud. Cette tendance va continuer à se développer, et il n'y a pas de corrélation entre les échanges intracontinentaux et les échanges intra-régionaux. En revanche, oui nous sommes une industrie tributaire des conflits géopolitiques, et nous observons de très près ce qui se passe avec la politique protectionniste de Trump, parce que ce genre de situations peut avoir un impact négatif sur notre industrie.

PHILIPPE ESCANDE — Frédéric Lacroix, vous êtes avocat associé au cabinet Clifford Chance. Vous avez des bureaux dans le monde entier, y compris en Chine. Assistons-nous déjà à un retour des contentieux juridiques ? En quoi le Brexit et l'élection de Donald Trump, en particulier, changent-ils les démarches pour un cabinet d'avocats comme le vôtre ?

FRÉDÉRIC LACROIX — Je pense qu'il est trop tôt pour le dire. Pour l'instant, nous n'avons qu'un an de recul. On ne peut rien évaluer en termes de contentieux au niveau mondial sur une période aussi courte. Et puis, il y a une question aussi de méthodologie. De quel type de contentieux parle-t-

on ? Dans ces domaines, il y a le contentieux entre entreprises et le contentieux inter-étatiques. Entre entreprises, on ne saura pas grand-chose parce que si le business est mondial, en réalité, pour les grandes entreprises, les contentieux sont locaux. Cela peut être une kyrielle de contentieux dans différents pays au même moment, mais il n'y a pas de contentieux internationaux comme on peut en voir entre États à l'OMC. C'est un premier point.

Le deuxième point, c'est que ces contentieux, souvent à gros enjeux, avec des grandes entreprises, vont relever de l'arbitrage : ce sera confidentiel et on n'en saura jamais rien. Les contentieux avec les États sont plus intéressants, parce que, très clairement, adopter des mesures protectionnistes, c'est se heurter aux règles de l'OMC, voire à d'autres règles issues d'accords régionaux. Avec l'OMC, généralement, quand on a une crise, à fortiori une crise d'envergure comme celle de 2007-2008, on a constaté que, généralement, elle s'accompagne d'un certain nombre de mesures protectionnistes destinées à protéger les marchés intérieurs. Typiquement, ce sont les clauses de sauvegarde que l'on met en avant, ainsi que les règles anti-dumping. La question est de savoir si ces mesures sont valables et si elles sont conformes aux textes de l'OMC. De ce point de vue, il est intéressant de constater que la crise asiatique, la crise internet ont provoqué un lot de barrières protectionnistes, ce qui n'a pas été le cas avec la crise financière mondiale. Les États ont réagi de façon à peu près correcte ; pour preuve les statistiques des contentieux, les règlements de différends : en 98, on avait 41 contentieux engagés devant l'OMC, en 2011, on n'en avait que 8, et en 2014, 14. En réalité, il n'y a pas eu d'explosion des contentieux, parce qu'il n'y a pas eu énormément de vraies mesures protectionnistes. Un rapport de la Banque mondiale de 2009 qui mentionnait l'absence de mesures clairement anti-internationales faisait le même constat. En revanche, la ques-

tion se pose des conséquences que pourrait avoir la politique de Trump. On pense au projet, suspendu pour le moment, d'une taxe *border-adjusted*, sorte de TVA sociale, qui est en fait une réponse à la réforme fiscale que Trump voulait faire, et qui n'est ni plus ni moins qu'un droit de douane déguisé, tandis que les produits exportés, évidemment, n'ont pas de taxe. L'idée est de jouer sur le différentiel de cotisations sociales et de coût des salaires. Mais cette réforme ne verra probablement pas le jour parce que les experts autour de Trump ont fait valoir le caractère clairement anti-OMC du projet.

Une autre tendance est en train de se dessiner qu'il faut anticiper : Trump va rejeter le multilatéralisme, le plurilatéralisme au profit d'accords bilatéraux. Les accords bilatéraux, c'est la loi du plus fort. Trump fait savoir que les États-Unis sont les plus forts et qu'ils vont imposer leurs règles. En matière juridique, les lois américaines, comme le tribunal américain, sont un vrai sujet. Quand on voit ce qui se passe en matière d'embargo, avec l'OFAC, en matière fiscale avec les règles FATCA⁵, on peut imaginer le pouvoir de pression que les États-Unis vont se donner dans les accords bilatéraux, alors que dans un accord multilatéral, on a un tribunal d'arbitrage, qui interprète des règles fixées par les traités. De cette façon, une sorte d'équilibre peut s'instaurer. Le meilleur exemple est le règlement des différends de l'OMC, où on est sur une procédure qui n'est pas la loi d'un État, mais la loi internationale. Dans un accord bilatéral, ce devrait être la même chose, sauf que les parties ne sont jamais égales, il y en a toujours une qui est plus forte que l'autre !

PHILIPPE ESCANDE — On l'a vu avec l'affaire de la BNP ou avec le différend sur la dette entre l'Argentine et les États-Unis, qui s'est réglé au tribunal à New York.

5. Foreign Account Tax Compliance.

FRÉDÉRIC LACROIX — Il faut bien comprendre que les États-Unis considèrent le droit comme une arme commerciale en tant que telle. Dans le cas de la BNP, c'était neuf milliards de dollars d'indemnités, plus une interdiction pendant un an d'accès au dollar sur certaines activités, c'est quand même assez phénoménal. Et il n'y a pas eu que la BNP, Crédit Suisse, UBS, Deutsche Bank ont été sanctionnés de la même façon : cela fait une dizaine de milliards de dollars en plus qui vont dans les caisses de l'État américain.

PHILIPPE ESCANDE — Vera Songwe, vous êtes camerounaise, vous êtes directrice Afrique de l'Ouest et Centrale de la société financière internationale, filiale de la Banque mondiale. Vous avez donc une vue privilégiée de ce qui se passe en matière économique et commerciale dans l'Afrique de l'Ouest. Comment votre continent vit-il la modification des équilibres du commerce international ?

VERA SONGWE — Je vois trois axes de réflexion. Premièrement, je crois que depuis 2008, nous sommes convaincus que l'Afrique fait intégralement partie des grandes mouvances mondiales. Depuis 2008, deux continents ont continué de croître, l'Afrique et l'Asie, principalement à cause du fait qu'il y avait la Chine et la demande de matières premières. Cela a aidé l'Afrique sur deux plans : la diversification du commerce et des marchés. L'Afrique est passée à des échanges commerciaux d'environ 40 % avec l'Europe et 18 % vers l'Asie. Mais le plus important, en tout cas le plus significatif, est que nous sommes à 17 % d'échanges avec notre propre continent ; en 2007-2008, nous étions à 7 %. Nous sommes donc témoins d'une accélération du commerce interafricain, et d'une « re-solidification » des communautés économiques régionales. Pour le dire autrement, je crois que le commerce mondial est en train de baisser, mais que le commerce inter-

régional africain est en train d'augmenter. Nous avons des grands groupes comme l'UEMOA pour l'Afrique de l'Ouest, l'EAC pour Afrique de l'Est, avec le Kenya, SACU pour l'Afrique du Sud et évidemment l'UMA⁶, le groupe des pays d'Afrique du Nord. Ce sont tous des blocs régionaux. Aujourd'hui, en 2017, le plus grand défi pour l'Afrique est d'aller vers le *Continental Free Trade Agreement*, vers le commerce intercontinental. C'est la grande nouvelle pour l'Afrique : nous avons vécu, entre 2008 et 2017, une accélération du commerce interrégional qui va forcément se développer étant donnée la croissance démographique. La deuxième chose que nous avons vue, accompagnée par cette croissance de commerce interrégional, c'est l'investissement dans l'infrastructure. Il y a aujourd'hui des investissements dans les ports, à Djibouti, Nouakchott ou Kribi au Cameroun. Quand un continent commence à croître, le commerce inter-régional, le développement des infrastructures des ports et des routes augmentent massivement. Ce sont les deux volets de l'évolution mondiale du commerce.

PHILIPPE ESCANDE — Revenons à l'Europe, après ce premier tour d'horizon mondial. Akiko Suwa-Eisenmann nous rappelait que 70 % du commerce européen était intra-européen. C'est considérable.

Évidemment, le Brexit a été un coup de tonnerre. Kevin O'Rourke, le Brexit marque-t-il une vraie rupture pour l'Europe et, évidemment, pour la Grande-Bretagne ? Est-ce que c'est l'arrêt de l'intégration européenne ?

KEVIN O'ROURKE — Encore une fois, il est trop tôt pour répondre à votre question, parce que les vraies négociations n'ont pas encore eu lieu. Elles se déroulent actuellement à Londres, au sein du parti conservateur qui s'entredéchire

6. Union économique et monétaire ouest-africaine, Communauté d'Afrique de l'Est, Union douanière d'Afrique australe, Union du Maghreb arabe.

là-dessus. À ce propos, un petit commentaire historique : ce n'est pas la première fois que le parti conservateur s'entre-déchire sur des questions de relations économiques avec le reste du monde. Nous pensons tous à madame Thatcher qui était libérale, mais historiquement, les conservateurs sont souvent nationalistes et protectionnistes. Ils se sont déchirés sur le libre-échange en 1846, ils l'ont fait au début du XX^e siècle et ils le font encore maintenant. Pour eux, le marché c'est peut-être bien, mais dans le cas d'échanges internationaux, forcément, on a à faire à des étrangers, et pour les nationalistes, c'est toujours un peu embêtant ! Si on pouvait faire le commerce partout dans le monde avec uniquement des Britanniques, ce serait bien ! Cette solution, les Britanniques l'avaient trouvée il y a un siècle, mais maintenant... Aujourd'hui, d'un côté, il y a des ultra-nationalistes, qui sont prêts à payer n'importe quel prix économique pour retrouver leur indépendance. De l'autre côté bien sûr, il y a des pragmatiques. C'est un affrontement entre les passions et les intérêts, et on ne sait pas encore qui va avoir gain de cause. Pour qu'il n'y ait pas un Brexit ultra-dur, il faut que plusieurs lignes rouges, qui ont été tracées dans la boue anglaise, soient effacées concernant la libre circulation des travailleurs, concernant la Cour de Justice, concernant l'union douanière, et on ne sait pas ce qui va se produire. Pour qu'il y ait un Brexit pas trop dur, il faudrait que les Anglais se rendent compte qu'ils ont des choix à faire, ce qu'ils n'ont pas encore compris. Il n'y a rien de plus désolant que de voir un ancien *remainer* argumenter qu'il pourrait y avoir un arrangement comme pour la Norvège au sein de l'espace économique européen, tout en empêchant la libre-circulation des travailleurs. Ils disent qu'il y a l'article 112, ils oublient qu'il y a aussi l'article 114. Ils pensent qu'on pourrait les traiter comme le Liechtenstein... Avec des europhiles de cette nature, qui a besoin d'euroceptiques, honnêtement ? De toute façon, ce sera une rupture parce que soit nous aurons un Brexit archi-dur, soit il

n'y en aura pas, et dans le deuxième cas de figure, on aura purgé le venin de l'europhobie qui régnait depuis longtemps en Angleterre. Pour les autres, c'est moins grave, sauf pour mon pays, bien sûr, qui vient de se trouver agressé par un voisin, qu'on pensait être notre ami.

PHILIPPE ESCANDE — Rodolphe Saadé, quand on est un grand transporteur maritime, le commerce intra-européen a-t-il un sens et est-ce que le Brexit change quelque chose ?

RODOLPHE SAADÉ — Plusieurs éléments de réponse. Je pense d'abord que le Brexit est une opportunité pour l'Europe : si l'Europe s'organise bien, elle peut tirer profit de cette situation. On le voit, notamment en France qui souhaite se positionner auprès des financiers de la place de Londres pour qu'ils viennent s'installer en France. C'est une bonne chose. Alors, qu'il y ait un *soft hard* ou un *hard* Brexit, on verra bien. En tout cas, au niveau de nos navires, les échanges au départ d'Asie vers le Royaume-Uni, et du Royaume-Uni vers l'étranger, n'ont pas diminué pour le moment. Nous ne voyons pas encore l'impact du Brexit, mais je suis sûr que ça viendra. L'Europe doit profiter de ce temps de latence pour marquer des points. Par rapport à la régionalisation, les marchés intercontinentaux ne croissent plus à deux chiffres, mais plutôt de 2 à 5 %. Et nous constatons un fort développement des marchés intra-régionaux. Nous trouvons qu'il y a un potentiel énorme en Afrique, et le groupe CMA CGM développe des services maritimes entre le Maroc et différents pays d'Afrique de l'Ouest qui sont en pleine expansion, que ce soit le Cameroun, la Côte d'Ivoire, ou autres, où nous sommes très présents. La Chine contribue aussi fortement à ces échanges intra-régionaux, notamment avec l'ASEAN où elle joue un rôle central. La Chine a aussi signé de nombreux accords régionaux dans le cadre de nouvelles routes

de la soie, et nous suivons ces accords de très près notamment pour le développement à venir de zones économiques comme Djibouti, le Pakistan et le Kazakhstan. On note un renforcement de ces pôles intra-régionaux.

Je ne voudrais pas qu'on réduise les échanges mondiaux à l'Europe. Les échanges sont mondiaux comme leur nom l'indique. Nous sommes par exemple présents en Amérique du Sud où nous venons d'acheter un opérateur régional qui nous permet de desservir différents pays d'Amérique du Sud. Pour conclure, je dirais qu'il faut regarder le monde, pas seulement l'Europe.

PHILIPPE ESCANDE — Si vous voulez bien, nous allons quand même parler encore un peu l'Europe, car le Brexit nous touche sérieusement. Frédéric Lacroix, qu'est-ce que ça va changer pour vous ?

FRÉDÉRICK LACROIX — Le Brexit nous touche dans la mesure où pour le moment on ne sait pas où on va. Mais il y a un élément central qu'évoquait Kevin, c'est que les quatre libertés forment un bloc indissociable. Ce n'est pas à la carte. C'est un point essentiel parce que si on fait une Europe à la carte, il n'y a plus d'Europe. La circulation des personnes est un sujet central pour les Brexiteurs ; une situation à la norvégienne limitée à l'espace économique européen est politiquement insupportable pour les Anglais. Ce serait idéal, en fait, parce que cela permettrait de rattraper par la petite porte la participation à l'Union européenne. Mais sous trois conditions : accepter de contribuer au budget européen, accepter la liberté de circulation des personnes, ce qui serait un camouflet, et troisième élément, *no taker, no maker*, c'est-à-dire que le Royaume-Uni prend les lois européennes et ne les discute pas, pas plus qu'il ne les fabrique. C'est pourquoi le risque de *hard Brexit* n'est pas marginal. Il n'est pas, je dirais, hypothétique. Je

vois trois conséquences possibles, très importantes d'un point de vue juridique, pour l'Union européenne et le Royaume-Uni, mais également pour le reste du monde. Le premier, c'est que le Royaume-Uni aujourd'hui, et jusqu'au 29 mars 2019, est un membre de l'Union européenne qui a négocié quelques 32 accords interrégionaux ou bilatéraux dont, le dernier en date le CETA avec le Canada, après l'accord avec le Japon et en 2016 également, avec Singapour. Ces accords-là ne profiteront pas au Royaume-Uni qui va devoir négocier ses propres accords parallèles à ceux de l'Union européenne, à commencer avec l'Union européenne elle-même. Nous sommes donc loin d'en avoir fini avec ces négociations. Je rappelle qu'il a fallu sept ans pour le CETA. Dans l'intervalle, ce sont les règles de l'OMC qui vont s'appliquer, mais sur quoi ? Sur les biens ? Mais il y a beaucoup d'autres choses qui ne relèvent pas de l'OMC et qui vont nécessiter ces accords : droit du travail, investissement, marché public, environnement et services, en particulier financiers.

Le deuxième élément, c'est le passeport européen. En matière financière, c'est une clé pour un pays qui a fabriqué une partie de sa croissance économique sur les services financiers, 6 % du PIB, et probablement entre 20 et 30 % des échanges financiers communautaires, voire 80 % du marché mondial des dérivés compensés dans le monde. La banque, l'assurance, la gestion d'actifs, les services de paiements sont touchés; on parle beaucoup des FinTech, et les services de paiement sont surtout dans le secteur des FinTech localisés au Royaume-Uni. En cas de *hard Brexit*, tous ces secteurs sont perdus pour le Royaume-Uni.

Il y a des stratégies pour essayer de les rattraper, par exemple relocaliser en Europe une plateforme de passeports, ou encore utiliser une petite structure européenne très légère avec un régime de délégation et de sous-traitance avec le Royaume-Uni. Ce n'est pas évident dans la mesure où les régulateurs européens vont dire qu'ils veulent de la substance en

Europe, pas des boîtes aux lettres. Si on adoptait cette solution, on remettrait en cause des principes pratiques plus ou moins acceptés par le reste du monde. Par exemple, quand on achète une SICAV, investie en action asiatique, la gestion n'est pas faite en Europe, elle est faite au Japon ou à Hong-Kong, donc il y a déjà ce régime de délégations qui pourrait être remis en cause par la mission des régulateurs.

PHILIPPE ESCANDE — Vera Songwe, quelle est l'importance de l'Europe pour l'Afrique ? Est-ce que le Brexit change quelque chose pour vous ? La Grande-Bretagne a des liens privilégiés avec certains pays d'Afrique. Qu'en sera-t-il dorénavant ?

VERA SONGWE — Le Brexit remet en dialogue toutes les règles du commerce mondial. Les accords passés avec les pays africains ont souvent, voire toujours été un peu asymétriques, un peu en défaveur des pays africains. Aujourd'hui, avec le Brexit, avec le TPP, la possibilité de discuter revient. Nous rediscutons les accords de partenariat économique entre l'Union européenne et certains pays africains. Il s'agit de voir comment nous pourrions réellement rendre ces accords un peu plus équilibrés parce que l'accord de Cotonou portait sur les échanges de *commodities* et de services dont financiers. Mais aujourd'hui les FinTech nous donnent l'occasion de revoir beaucoup de choses, notamment la question du *legal space for contingency resolution*. Aujourd'hui, nous nous demandons de nouveau si nous pouvons tous repartir dans les cours internationales pour résoudre les contentieux, surtout ceux qui portent sur les services. Avec l'OMC et les accords sur le prêt qui se sont un peu bloqués, on n'a pas pu avancer sur les nouveaux commerces. Or, la croissance aujourd'hui en Afrique se fait sur les services et sur ces nouveaux commerces. Un droit très clair sur les services et sur les FinTech est important au sein des APE.

PHILIPPE ESCANDE — Il y a une évolution majeure en Afrique d'une moindre dépendance en matières premières et de l'importance grandissante des biens manufacturés dans le commerce à l'intérieur de l'Afrique, mais aussi vis-à-vis de l'extérieur du continent africain ?

VERA SONGWE — C'est exact. L'Afrique est aujourd'hui en train de signer le *Continental Free Trade Agreement*, c'est l'accord de commerce pour tout le continent. La question sur les APE, devient très importante, parce qu'une fois qu'il y a un accord continental au sein de l'Union européenne, la question doit se poser sur la possibilité pour les États-Unis par exemple de signer un accord direct avec la France. Probablement non, parce qu'il existe un accord européen. En Afrique, ce sera la même chose.

LA PAROLE AUX ÉTUDIANTS — Alban Guyomarc'h, European School of Law. Ma question porte sur le paradigme de l'intégration régionale. Dans un commerce international majoritairement mené par des entreprises privées, on reste toujours dans cette tradition juridique d'avoir un accord de droit international, un accord de droit public qui vient régir des relations quasiment de droit privé, puisque l'application de la plupart de ces traités internationaux se situe essentiellement entre entreprises. Ne devrait-on pas changer le paradigme de l'intégration régionale par un nouveau paradigme d'accords de droit privé entre firmes multinationales, plutôt que de passer par les États et ensuite les acteurs ?

FRÉDÉRIC LACROIX — Quand il s'agit d'ouverture de frontières et de libre-échange, ou d'accords sur les services ou sur les organisations, cela ne peut pas ressortir d'accords privés, c'est forcément à un niveau interétatique. Ensuite, quel référentiel juridique choisir ? Évidemment, quand plusieurs

pays veulent négocier ensemble, aucun n'a envie de choisir la loi de l'autre. Encore une fois, c'est une question de rapport de force. Dans le cas des rapports multilatéraux, ce rapport de force trouve son équilibre, précisément, dans la rédaction de règles autonomes, donc de droit international, qui résultent de l'accord lui-même. Et pour que l'accord puisse fonctionner, il faut forcément qu'il y ait un tribunal qui interprète ces normes. Dans l'Union européenne, c'est la Cour de Justice. Pour l'OMC, c'est le tribunal arbitral de l'OMC. Mais dans les rapports privés, on peut choisir ce qu'on veut, et c'est vrai que le droit anglo-saxon, et justement le droit anglais en matière financière, est prédominant en Europe.

PHILIPPE ESCANDE — D'une manière générale, les États sont au-dessus des entreprises et on ne peut pas privatiser totalement le commerce international.

KEVIN O'ROURKE — Je dirais aussi que les accords en Europe ne portent pas seulement sur les relations entre les entreprises, il s'agit, par exemple, de libre circulation du travail, qui ne peut se faire qu'au niveau régional. La libre circulation au sein de l'Europe a beaucoup de sens pour tout le monde. La libre circulation au niveau du monde aurait peut-être beaucoup de sens économique, mais c'est politiquement infaisable. Le Brexit nous aide vraiment à voir pourquoi les accords régionaux sont tellement utiles.

QUESTION DU PUBLIC — Une remarque plus qu'une question à propos du Brexit. Les Anglais ont choisi, ils veulent revenir à un rêve insulaire victorien, où le soleil ne se couchait jamais sur l'Empire, et on dépense une énergie folle pour savoir si on va faire un *hard Brexit* ou un *soft Brexit*, ils ont choisi, point barre. Ce serait trop facile de voter non à l'Europe, et revenir ensuite par la petite porte en demandant la libre cir-

culatation des biens, des personnes, en gros, d'avoir le beurre et l'argent du beurre. J'espère que le Commissaire européen chargé de la négociation sera assez vigilant pour ne pas céder trop, parce que franchement, c'est trop facile.

PHILIPPE ESCANDE — La question derrière votre remarque est de savoir ce qui serait le plus pénalisant pour l'Europe, un *hard Brexit* ou un *soft Brexit*. L'intérêt de l'Europe n'est pas forcément de couper les ponts de façon brutale avec la Grande-Bretagne.

KEVIN O'ROURKE — Je pense qu'il serait de l'intérêt de tous d'aboutir à une solution à la norvégienne, et négocier une autre union douanière entre les Britanniques et l'Union européenne, parce qu'alors, rien ne changerait. Mais comme le dit Frédérick, ils devraient accepter l'ensemble des contraintes. Pour le moment, ils ne sont pas prêts à accepter ces règles et bien sûr, on ne peut pas — et on ne va pas — céder là-dessus.

FRÉDÉRIK LACROIX — C'est un jeu à 36 bandes. Il y a des coopérations spéciales, notamment en matière de défense. Trump nous a fait comprendre qu'on pouvait se défendre tout seuls et c'est un levier de négociation avec le Royaume-Uni qui participe aujourd'hui à la défense européenne en général et sur les actions extérieures avec la France. Pour les opérations militaires, il n'y a que la France et le Royaume-Uni. L'Allemagne va devoir investir, mais il faut de l'argent, et il n'y a pas de budget européen. Cela fait partie des points compliqués. Ensuite, les rapports intra-communautaires entre le Royaume-Uni et l'Europe sont très importants. En langage militaire, si on parle de victoire contre les Anglais, c'est une victoire à la Pyrrhus qui va nous coûter très cher. Le *hard Brexit* est la pire des solutions, mais elle totalement conforme à la volonté du Royaume-Uni de sortir. En

raisonnant comme un juriste contractualiste, est-ce qu'il n'y a pas eu dole des élites sur le vote du peuple ? Les arguments en faveur du Brexit étaient totalement et manifestement faux. Le camp du *remain* a été en-dessous de tout en termes d'argumentaire. Mais comment argumenter quand on a à faire à des données techniques, forcément très compliquées et absolument pas « sexy » dans un discours électoraliste ? Le Brexit est une grosse erreur et maintenant, tout le monde est pris en otages.

Pour sortir de cette situation, les Anglais pourraient très bien accepter de retirer la demande qu'ils ont notifiée, avec l'accord des 27 autres États membres, puisqu'il n'y a pas de procédure écrite pour le retrait du retrait. La pilule serait sans doute dure à avaler politiquement pour les Britanniques mais ce serait probablement la meilleure chose à faire parce qu'aujourd'hui, rien n'est irréversible... jusqu'au 29 mars 2019.

PHILIPPE ESCANDE — Est-ce que les sondages montrent que la population change d'avis sur le Brexit ?

KEVIN O'ROURKE — Oui, il y a eu une légère avance pour les *remainers* dans les derniers sondages, mais si on les interroge sous la forme : « Est-ce que si vous êtes obligés de choisir, vous choisissez l'accès au marché unique ou le pouvoir de contraindre la libre circulation ? » ils choisissent toujours l'accès au marché unique. Le vrai problème, c'est qu'ils n'ont pas encore compris qu'il fallait faire un choix. Mais pour moi, dire que le peuple s'est prononcé, et qu'il peut maintenant se taire, n'est pas une définition de la démocratie.

RODOLPHE SAADÉ — Il y a eu un vote, une décision a été prise, maintenant on passe à autre chose. Autre chose, c'est la place que la France occupera. La France doit jouer un rôle par rapport à ce qui se passe. La France doit attirer les financiers de la place de Londres. Qu'est-ce qu'elle peut faire pour gagner ?

QUESTION DU PUBLIC — Vous nous parliez de l'intégration régionale en Afrique, or on s'aperçoit que cette intégration régionale est difficile à faire à cause du manque d'infrastructures et de moyens de transport. L'essentiel des transports régionaux en Afrique se fait par voie maritime. Il y a quelques chemins de fer, mais en fait le développement des infrastructures coûte trop cher. Or, aujourd'hui, on voit peu de capitaux s'investir dans le développement des infrastructures africaines. Qu'est-ce qu'on peut faire pour améliorer cette situation ?

VERA SONGWE — Cette année au sein de la Banque mondiale nous avons pu lever à peu près 45 milliards de dollars pour financer un investissement en Afrique sub-saharienne et 75 milliards pour l'ensemble des pays en voie de développement ; si on ajoute 10 milliards en Afrique du Nord, cela fait à peu près 55 milliards pour toute l'Afrique. La plus grosse partie de ces investissements est allée aux infrastructures. Le problème avec l'investissement dans les infrastructures, c'est que c'est du long terme.

Aujourd'hui, en Afrique, nous avons créé deux nouveaux produits au sein de la SFI. Un premier, en collaboration avec des sociétés françaises, pour lever des fonds de retraite et d'assurance avec effet de levier. Nous nous efforçons aussi de combiner capitaux privés et fonds publics, ce qui permet de baisser les coûts. Il est clair que dans 10-15 ans, la demande sera en Afrique. D'ailleurs, ce qui nous manque, ce n'est pas nécessairement le financement, mais les études de faisabilité pour chercher des financements avec le maximum de chance de les obtenir.

KEVIN O'ROURKE — Pour moi, la manière d'attirer plus d'investissement en Afrique est un des enjeux les plus importants pour l'économie mondiale, non seulement pour

l'Afrique, mais aussi pour aider à résoudre d'autres problèmes globaux : le problème des flux migratoires, évidemment, mais aussi celui d'un excès d'épargne dans les pays d'Asie et ailleurs, qui ne trouvent pas leurs débouchés, ce qui laisse craindre du chômage à long terme.

RODOLPHE SAADÉ — Ce ne sont pas les projets qui manquent, en Afrique. Un exemple parmi d'autres : on opérât il y a quelques années des navires de 1 500 conteneurs ; aujourd'hui, on a des bateaux de 13 000, parce que les volumes ont augmenté mais aussi parce qu'il y a les infrastructures dont une compagnie maritime a besoin. Je confirme que ce ne sont pas les projets qui manquent, ni les études financières. Ce qu'on voudrait, nous, c'est avoir des financements et qu'on nous facilite le travail... c'est parfois un peu compliqué de travailler en Afrique. Il faut s'armer d'énormément de patience, et savoir à quelle porte frapper.

PHILIPPE ESCANDE — Est-ce que ça peut venir d'un problème de stabilité politique pour mener des projets d'investissement à long terme avec une direction stable sur de nombreuses années ?

VERA SONGWE — Depuis les dix dernières années, dans le classement que nous appelons *Doing business*, il y a une soixantaine de pays africains qui font des bonds assez considérables : la Côte d'Ivoire, le Kenya, le Sénégal, le Rwanda, et bien d'autres. Ces pays font d'énormes efforts pour améliorer le cadre des investissements. Il s'agit une fois de plus de voir comment nous pouvons faire des contrats-types. Une fois qu'il y a des contrats-types, il n'y a pas autant de temps de négociations et de va-et-vient entre les pays et les investisseurs. Il y a aussi le problème de la corruption qui est mondial et qu'il faut essayer de résoudre au niveau mondial.

AKIKO SUWA-EISENMANN — Pour conclure, je pense qu'il faut en retenir un optimisme raisonné, ce que je n'aurais pas dit forcément en juin 2016, ni même en janvier 2017. Optimisme, parce que ce qui se passe maintenant est un refus d'aller plus loin, ce n'est pas un demi-tour. Il y a des sources de croissance, géographiques, des continents, des pays émergents, sectorielles, des services, y compris en Afrique. Mais c'est un constat raisonné, parce qu'il se peut encore que M. Trump, lance une guerre tarifaire sur l'acier. Il y a aussi des concurrences entre blocs : qui va édifier les règles et qui va les faire respecter ? Il y a concurrence entre types de tribunaux d'investissement. Ce qu'il faut aussi se dire tous les jours, c'est que la politique, c'est aussi la capacité à faire des choix et à faire face aux prix des décisions qui sont prises.

FAUT-IL FAVORISER LA CONCURRENCE ENTRE LES PAYS COMME ENTRE LES ENTREPRISES ?

COORDINATION **A. Perrot** (*Cercle des économistes*)

CONTRIBUTIONS **J. Beunardeau** (*HSBC France*)
F. Di Mauro (*National University of Singapore*)
L. Donnedieu de Vabres-Tranié (*Jeanet*)
H. Enderlein (*Hertie School of Governance*)
O. Huart (*TDF Group*)

MODÉRATION **N. Beytout** (*L'Opinion*)

ANNE PERROT — Il s'agit de se demander si la concurrence entre les entreprises, dont les vertus ne sont plus à démontrer, peut être transposée à une situation de concurrence entre pays et avoir les mêmes vertus, ou si au contraire, elle serait porteuse de plus de risques. Évidemment, la concurrence extrême entre pays, c'est la guerre, elle fait des morts, ce qui n'est pas exactement le cas de la concurrence entre entreprises.

Pourquoi la concurrence entre entreprises est-elle bonne en règle générale ? Parce que, d'une part, elle permet la sélection des entreprises qui ont des bons produits, des diffusions efficaces sur le marché, à des prix acceptables pour les acheteurs. D'autre part, la concurrence stimule l'innovation. Dans un environnement de concurrence, une entreprise a évidemment intérêt à investir dans la R&D, à promouvoir des produits et des procédés innovants qui vont lui permettre de prendre

des parts de marché aux concurrents, dans l'intérêt final des consommateurs.

Dans certains cas, la concurrence entre entreprises n'est pas parée de toutes les vertus, entre autres dans les cas où il y a des externalités négatives, je pense par exemple aux externalités environnementales. Il est d'ailleurs clair que le traitement des externalités environnementales doit précisément se faire plutôt au niveau des pays ou même des régions du monde qu'au niveau des entreprises, même si les deux sont évidemment possibles et compatibles.

Jusqu'à quel point des pays doivent-ils être en concurrence, et jusqu'où ont-ils besoin de se coordonner ? Une coordination entre des entreprises, cela s'appelle un cartel et c'est sanctionné par les autorités de concurrence. Pourquoi ? Parce que ce n'est bon ni pour la collectivité, ni pour les consommateurs, et *in fine*, ni pour les entreprises elles-mêmes. Lorsqu'on est membre d'un cartel, en effet, on n'innove plus, on pratique des prix élevés, et on est soumis à la menace des entreprises extérieures au cartel qui vont venir « disrupter » le marché.

Est-ce qu'il y a de la concurrence entre les pays ? La réponse est nettement oui. Il suffit de voir à quel point les pays européens se battent depuis le Brexit, pour récupérer le secteur financier, qui ne se fera plus ou qui se fera moins à Londres. Chacun parle des rivalités entre Paris, les Pays-Bas, Francfort, pour récupérer la finance perdue par Londres.

Quand on pense au classement de Shanghai et aux analyses comparatives apparentées, comme par exemple les rapports PISA de l'OCDE, ceux-ci essaient précisément de mettre en concurrence les systèmes éducatifs. Une concurrence qui ne manque pas d'une certaine vertu, puisque chacun peut comparer ses performances en matière d'éducation avec celles de ses voisins et tenter de s'inspirer de ce qui marche ailleurs.

Dans le domaine des infrastructures, on voit que pour attirer les activités économiques, les pays sont incités à se faire

concurrence, dans les systèmes de transport notamment. Les pays se font concurrence également par les infrastructures juridiques, les entreprises pouvant faire ce qu'on appelle du *forum shopping*, en choisissant le système juridique le plus approprié au développement de leurs activités.

La concurrence entre pays pousse à être meilleur, mais est-elle pour autant parée de toutes les vertus ? Il existe malgré tout des aspects assez négatifs. La concurrence fiscale par exemple en permettant aux entreprises, comme les fameux GAFAs, de localiser leur profits là où ils sont le moins taxés, pose un problème en Europe. La Commission européenne s'en est emparée sous l'angle des aides d'États vis-à-vis d'Apple. On peut d'ailleurs se demander si c'est la bonne solution.

À contrario, pour lutter contre la pollution par exemple, un certain degré de coordination vaut mieux qu'une concurrence entre pays. Dans ce cas, il faudrait pouvoir former un « club », et qu'est-ce qu'un club sinon un ensemble de pays qui essaient d'adopter des règles communes ? Mais les clubs de pays sont soumis exactement à la même instabilité que les cartels d'entreprises. Les clubs de pays sont même des organisations extrêmement instables. La plupart du temps, certains pays essaient d'échapper aux règles du club, ce qui rend la lutte contre la pollution notamment, complexe à mettre en œuvre.

NICOLAS BEYTOUT — Filippo Di Mauro, vous êtes professeur à la National University of Singapour, spécialiste de macroéconomie et de commerce international, consultant auprès de l'autorité monétaire de Singapour, vous avez travaillé pour de nombreuses banques centrales, en Italie, à la FED, à la BCE, etc. Vous allez nous présenter le cadre de cette éventuelle concurrence entre les États vu du côté des autorités monétaires et des pays. Les pays doivent-ils être en concurrence ?

FILIPPO DI MAURO — I want to make two points in this presentation, starting with the fact that I do not like the title of the panel so much! It is not a competition between a company's point of view and a country's point of view, meaning that competition is good for firms as well as countries. There is actually complementarity between the company-level view and the country-level view, so for both, countries as well as firms, competition is good.

Giving one example of why competition is also good for countries, which is in everybody's mind, institutions are fundamental for firms. I am not talking only about government agencies and so on but about everything, infrastructures, product markets, free markets and so on. One very well-known indicator, from the World Bank is the ease of doing business, which is basically a survey of how long it takes, in number of days, to set up a business, the lower the business indicator the better it is for companies.

There is a high correlation between the extent to which it is easy to do business and the productivity of a country, so the bottom line of this is that the more competition there is between countries in making "doing business" easier, the better it is for the companies. That is the first point.

Secondly, I have been looking at competitiveness for a long time during my professional life —I was with the European Central Bank for 20 years, and one of the things I tried to do there is to get a firm-level view of the macro-framework. When we talk about competitiveness normally we are talking about exchange rates and the competitive advantages of a country. But to grasp the whole picture, you have to look at a much larger variety of issues, and ultimately looking into the specific nature and economic structure of your country. The firm-level view helps you with that. For instance "for France" we look at 780 000 firms, for which we have all the balance sheet data and all the information about the financial results,

productivity, etc.. Using this information –and similar ones we have collected for other countries in Europe – within a major research network¹ we compare productivity drivers and results at the firm level across Europe.

Let me give you an example of what kind of info we get. Looking at the aggregate picture, we know that the growth of productivity has been slowing down for most of the countries for the last 20 years. However, while productivity growth in aggregate is going down, there is a very large and increasing divergence of performance across firms. On the one hand, we have the largest and most productive firms, which are actually thriving and experiencing an even higher growth of productivity. On the other, we have a large majority of firms lagging behind, and increasingly so.

Therefore, the major message I want to give is not to look only at the aggregate indicators but also at the way the same indicator varies across categories of firms. And the key is to understand why we get different results across firms. The major issue that we have right now is that, despite the fact that we know there is a problem of sluggish productivity, we also know that across economies, and this is true for most economies, there are firms which are actually doing extremely well and firms which are doing badly or getting even worse. This is the real issue on competitiveness right now, not so much the contrast between firms and countries but rather between good and bad firms.

NICOLAS BEYTOUT — Jean Beunardeau, vous êtes directeur général d’HSBC. Après une longue carrière au Trésor, vous avez été membre du cabinet d’Alain Juppé quand il était premier ministre. La concurrence entre pays et celle entre entreprises ont-elles des points communs ?

1. www.comp-net.org

JEAN BEUNARDEAU — Anne Perrot a eu raison de dire que l'état naturel de la concurrence entre pays, c'est la guerre, et c'est justement la civilisation qui permet de transformer cet état naturel de guerre, en coopération à long terme, pour le bien collectif. Les points de vue sur la concurrence entre pays sont diamétralement opposés depuis toujours entre ceux qui voient les entreprises d'abord comme des outils au service de la puissance des États, et ceux qui voient les États comme des cadres destinés à favoriser le développement des entreprises pour l'emploi et la prospérité qu'elles créent.

Bullionistes, colbertistes, nationalistes d'un côté, globalisation de l'autre... fondamentalement, tout est différent entre entreprises et États face au concept de concurrence. Pour les entreprises, la concurrence est un champ de bataille dont l'arbitre est le client et dont les armes sont les coûts, la technologie, la qualité et la concentration chère aux banques d'affaires. Le modérateur de cette bataille est le droit, celui du commerce international, largement inspiré d'Adam Smith, et celui des positions dominantes, inspiré, au cours du temps, par le *New York Telegraph Act*² et la loi Sherman. La bataille s'achève, la plupart du temps, par la faillite ou l'absorption de l'entreprise, mais dans une vision schumpétérienne du monde, c'est sans importance pour la collectivité, puisqu'il s'agit d'un jeu à somme positive en économie fermée.

Certes, l'économie est fermée à l'échelle de la planète, mais pour un pays donné, le jeu n'est pas forcément à somme positive. En économie ouverte, l'absence de compétitivité mène à la ruine par accumulation des déficits extérieurs, lorsque la dette croît plus vite que la richesse. Il est donc légitime pour un État de gérer son exposition à la concurrence mondiale ; les armes dont il dispose sont bien connues : droits de douane, traités de

2. Loi votée dans l'État de New York le 12 avril 1848, qui a servi de modèle économique et juridique pour la régulation.

libre-échange, monnaie, mais surtout efficacité et attractivité de son système productif interne, lui-même dépendant du cadre légal, social, fiscal, éducatif, d'infrastructures et d'innovations, qui se révèlent soit un soutien, soit un fardeau, pour les entreprises qui font le commerce extérieur.

Ces armes sont toutes à double-tranchant. Une monnaie faible améliore la compétitivité, mais elle appauvrit. Le premier effet du Brexit est ainsi déjà derrière nous, avec la baisse de la livre et ses effets sur le niveau de vie au Royaume-Uni. Les barrières aux échanges sont elles aussi à double tranchant. Elles protègent les secteurs faibles de l'économie et leurs emplois, elles permettent même des développements économiques parfois inattendus, comme le sucre de betterave après le blocus continental ou le renouveau de l'industrie agroalimentaire russe après les sanctions européennes. À l'inverse, l'absence de stimulation peut conduire avec le temps au décrochage complet. Une autre arme du commerce extérieur trop souvent oubliée est la création de monopoles internes pour renforcer la puissance extérieure des États, la création des compagnies des Indes française et britannique au XVII^e siècle en est un bon exemple. Le revers est bien sûr la ponction qui en résulte sur le niveau de vie interne.

Alors, faut-il favoriser la concurrence entre pays ? Le choix n'existe en réalité qu'à court terme. La concurrence en effet n'est pas un choix, à l'échelle de la terre, c'est un fait, un pays ne peut s'en extraire que temporairement, car il n'évitera pas les rendez-vous avec l'Histoire, qui l'obligent à se comparer ou à se confronter au reste du monde. Entre la ruine liée au manque de compétitivité et le risque d'être distancé en évitant trop la stimulation de la concurrence, chaque pays, ou chaque groupe de pays, comme l'Europe, a le droit et le devoir de moduler son exposition à la concurrence internationale en fonction de ses intérêts.

L'Histoire abonde d'exemples de réglages ratés ou réussis de l'exposition d'un pays donné à la concurrence. Tout

le monde a en tête l'URSS, trop fermée, l'Espagne du XVII^e siècle, trop ouverte. Dans la durée, la Chine nous donne aussi une belle illustration de ces réglages macroéconomiques. Entre la destruction volontaire de ses navires de haute mer à la fin du XV^e siècle, et le 4 juillet 1840 qui a vu ses jonques de guerre résister neuf minutes face à deux navires britanniques, on mesure le déclin d'un pays fermé qui avait inventé la boussole, le gouvernail, l'artillerie à poudre, et qui possédait les navires les plus puissants du monde au début du XV^e siècle, lors du tour du monde fait par l'amiral Zheng He. À l'inverse, la Chine nous montre depuis vingt ans les bénéfices d'une ouverture maîtrisée à la concurrence internationale. L'autre exemple convaincant de ces dernières années étant, à mon avis, le Maroc.

Quelles conclusions tirer sur les paramètres de réglage ? Il existe plusieurs réglages possibles, mais pour réussir dans la durée, ils doivent être cohérents. Plus un pays est fermé, plus il lui faut une discipline de fer pour maintenir sa compétitivité interne et suivre les évolutions de la technologie. L'expérience a montré que l'espionnage est moins efficace pour les échanges, que les échanges eux-mêmes dans le domaine du progrès. Et plus un pays est ouvert, plus il doit surveiller les deux juges de paix que sont la balance commerciale et des services et la croissance du PIB. La France, pour conclure, est un pays ouvert mal réglé, comme le montrent notre déficit extérieur et notre croissance du PIB. Heureusement l'histoire montre aussi que cette situation est réversible.

NICOLAS BEYTOUT — Loraine Donnedieu de Vabres-Tranié, vous êtes avocate à la cour d'appel de Paris, membre du conseil national du Barreau, vous êtes aussi administratrice du Groupe La Poste et membre du conseil d'orientation de l'Institut Montaigne.

LORAINÉ DONNEDIEU DE VABRES-TRANIÉ — Dans son introduction, Anne Perrot a fait le lien entre la performance économique d'un État et ses infrastructures. Je vous propose de faire le lien entre la performance économique d'un État et ses infrastructures juridiques. Pouvons-nous effectivement parler d'une forme de concurrence des systèmes juridiques entre États sur un marché de dimension mondiale? Pour répondre à cette question je vais utiliser des outils qui me sont familiers, en tant qu'avocate dans le domaine du droit de la concurrence.

Sur le marché des systèmes juridiques, les acteurs ne sont pas seulement les États, mais aussi les entreprises qui produisent le droit, en ce sens qu'elles maximisent leur profit et font de l'arbitrage législatif, comme nous les plaideurs faisons du *forum shopping*. Les entreprises sont évidemment actrices des systèmes juridiques aux côtés des États qui, eux, légifèrent et maximisent, non les profits mais le bien-être de leurs citoyens.

En matière de production de droit, les différences entre États sont parlantes. Premier cas de figure, les États exportateurs qui ont évidemment un avantage compétitif, compte tenu de leur tradition juridique, de la réputation de leurs universités, de leurs professeurs... La particularité de ces systèmes juridiques est que cela ne s'échange pas contre de l'argent, mais procure à l'État des avantages assimilables, me semble-t-il, à des transferts de richesses. L'État exporte son droit et il récupère de la richesse.

Les États importateurs, eux, élaborent leurs règles à partir de la matière première fournie par les États exportateurs. Soit ils importent un produit fini, soit ils importent des concepts, ensuite, ils appliquent et ils adaptent.

Certains États sont à la fois exportateurs et importateurs. Par exemple, la France exporte son Code civil et importe le concept de la fiducie dérivée du trust. Le Canada, lui, importe la *Common Law* anglaise et exporte son Code civil vers l'Argentine.

Cela représente finalement une forme de concurrence, non par les prix, mais par la communication.

S'agissant des systèmes juridiques, je qualifierais cette forme de concurrence entre États, d'inter-systèmes. Nous avons tous en tête la *Common Law*, la *Civil Law*... Il me semble que les fameux rapports du *Law Business* nous proposent une définition un peu caricaturale et simpliste. La *Civil Law* est évidemment considérée, je rappelle que nous sommes en France, comme un obstacle aux transactions économiques, selon l'indice de facilité à faire des affaires. La *Common Law*, en revanche, est « souple, réactive, pragmatique, en un mot elle est adaptée aux relations économiques », je cite. Je trouve cette analyse simpliste et caricaturale, pourquoi? Parce que dans notre *Civil Law*, la place de la jurisprudence est importante et qu'on ne peut pas dire qu'il n'y ait pas de textes législatifs dans la *Common Law*. Je crois qu'aux États-Unis, il y a un code du commerce qui a été uniformisé, les choses ne sont donc pas aussi simples que ça.

Pour moi, la question, n'est pas d'opposer deux systèmes. La question est de savoir quel est le meilleur système, et non comment on peut faire jouer la concurrence. En fait, je ne crois pas que les utilisateurs des systèmes juridiques cherchent systématiquement des choses dont nous, les juristes raffolons, de l'ordre de la modalité des conflits, les méthodes d'interprétation des contrats, etc. Ce qu'ils veulent, c'est de la sécurité, de la lisibilité et de la stabilité.

Cela pose la question des standards d'évaluation, parce que, quand on regarde les rapports de *Law Business*, on voit que les critères sont des critères macro, qui parfois s'expliquent par d'autres circonstances que ce qu'ils sont censés traiter. Je pense qu'il faudrait définir des critères de liens entre la compétitivité économique et les systèmes juridiques; là-dessus je me tourne vers les économistes, ça n'est évidemment pas à moi de répondre à cette question. Par ailleurs, nous avons un grand

besoin d'améliorer notre propre système juridique, en termes de stabilité, de sécurité.

Il existe donc pour moi deux chantiers : une initiative européenne et un choc de simplification juridique. Il me semble que c'est le moment de relancer l'idée du Code civil européen, c'est presque une chance historique au moment du Brexit. Il y a déjà quelques prémisses ; par exemple, dans un autre domaine, la transposition de la directive en matière de droit de la concurrence a bouleversé le régime de responsabilité civile. Il me semble que c'est un bon début. Donc relançons le Code civil européen ! Mais comme cela ne dépend pas de nous, en tout cas pas exclusivement, nous pouvons attendre. Ce qui dépend de nous, c'est le choc des simplifications dont on parle beaucoup. Compte tenu de l'inflation des textes dans notre pays, je souhaite un choc de simplification en matière juridique. Il ne s'agit pas de peser les lois au kilo, mais il y a un dépoussiérage à faire. Il semble qu'aujourd'hui les planètes sont en orbite dans la sphère politique. J'ai confiance qu'il soit de même dans la sphère juridique. Donc effectivement, je peux dire que oui, il y a un marché des systèmes juridiques, oui, il y a une concurrence des systèmes juridiques entre États, mais allons de l'avant !

NICOLAS BEYTOUT — Une question sur la notion d'État exportateur et d'État importateur. En vous entendant, je me disais que les États exportateurs de droit, sont des États qui, historiquement, avaient soit un empire colonial, soit une zone d'influence très importante dans le monde, et qu'aujourd'hui, l'exportation du droit se fait plutôt, non par les États, mais par les firmes de droit. Est-ce que c'est ainsi que les choses ont évolué ?

LORAINÉ DONNEDIEU DE VABRES-TRANIÉ — Au titre d'associée d'un cabinet français indépendant, je constate que nos amis anglo-saxons ont de longue date envoyé leurs soldats et leurs juristes dans les nouvelles économies et les

pays émergents. Ils font la guerre avec leurs soldats, ils reconstruisent avec les juristes. Pendant ce temps-là, nous, nous ne faisons rien, nous n'envoyons pas les pouvoirs publics sur le terrain de nos droits. Les pays continentaux, et particulièrement la France, ne le font pas et je le regrette infiniment, parce que c'est une façon d'exercer de l'influence puisqu'il y a cette concurrence entre systèmes juridiques.

NICOLAS BEYTOUT — C'est le moment de parler des infrastructures avec vous, Olivier Huart. Je rappelle que vous êtes le patron de TDF, vous êtes donc parmi ceux qui gèrent un des éléments de structuration du territoire et d'équipement du territoire, évidemment très important. TDF, en plus, a franchi un pas important en se lançant il y a quelques temps dans l'équipement du pays en fibre et non plus seulement au travers de relais aériens. Les infrastructures constituent un des éléments essentiels de la compétition entre pays, mais aussi de la compétition entre les entreprises. Qu'en est-il au juste ?

OLIVIER HUART — Mon propos consistera à développer la concurrence autour des infrastructures et la concurrence des territoires et des pays par les infrastructures. Il y a trente ans, Jean Beurnardeau et moi, commençons notre parcours professionnel dans la banque pour l'un, les télécom pour l'autre, depuis Londres parce qu'en Europe à l'époque, le Royaume-Uni était le concurrent le plus direct de la France. Il y a vingt ans, nous lançons la libération des télécoms, en ouvrant le monopole des télécoms à la concurrence.

La question qui se posait alors autour des infrastructures était de savoir comment décapsuler les monopoles. La loi de 1995 est de ce point de vue très importante, et j'y ai fortement contribué. Gérard Larcher, dans la présentation de son rapport devant les parlementaires, avait déjà tout dit sur le développement de la concurrence : « Le texte qui vous est proposé

permettra aux consommateurs et aux entreprises de bénéficier des avantages attendus de la concurrence : enrichissement de l'offre des services, portabilité des numéros de téléphone, modernisation des équipements et des infrastructures des télécommunications et, effet le plus visible pour tous, baisse des tarifs. » Décapsuler un monopole suppose de ne pas laisser jouer uniquement les règles de la concurrence, mais également d'imaginer un accompagnement pour ouvrir ces infrastructures et faciliter l'essentiel au travers de la régulation. Ce fut le moment de modernité, il y a vingt ans.

La modernité actuelle consiste à déployer de nouvelles infrastructures. Le plan de la France de ce point de vue, est probablement le plan le plus ambitieux d'Europe, puisqu'il s'agit, en l'espace de quelques années, de remplacer complètement l'infrastructure de cuivre par la fibre. Mais comment réussir à proposer de la fibre à l'ensemble des territoires, à l'ensemble de la population, avec l'objectif 100 % très haut débit en 2022 ? 2022, c'est la fin du quinquennat, c'est dans cinq ans, ce n'est pas dans très longtemps...

Quand on veut la concurrence sur une infrastructure, tout le monde se polarise sur les villes. Or les zones denses représentent à peu près 20 à 25 % de la population française. Comment garantir le déploiement d'infrastructures sur les 75 % de la population restants, sachant que tout le modèle économique montre qu'il n'y a pas de place pour plus d'une seule infrastructure ? Et c'est là qu'intervient la notion, très intéressante, de concurrence pour le marché, avant la concurrence sur le marché.

La concurrence pour le marché, c'est la possibilité pour les collectivités locales de choisir le délégataire de service public sur leur zone. Les institutions françaises, le pouvoir français ont fait ce choix. En ce moment, 75 % de la population française ne peut bénéficier que d'une seule infrastructure. Une moitié est totalement financée sur fonds privés, et l'autre moitié est

financée à la fois sur fond public et sur fond privé. Tout l'enjeu pour le marché de développer la concurrence est de permettre aux collectivités locales de sélectionner leur concessionnaire. Elles le font dans un cadre précis, avec appel d'offre particulier, un cahier des charges détaillé, des critères d'attribution, des mécanismes incitatifs dans la durée et elles font très attention également à ce que la concurrence sur les services puisse se développer. Les collectivités veillent à ce qu'il n'y ait pas de verticalisation entre le possesseur de l'infrastructure et l'offreur de service. Le possesseur de l'infrastructure est régulé sur l'accès à son infrastructure, le fournisseur d'accès à internet, lui, a vocation à se sourcer auprès de cette infrastructure. Les pouvoirs publics veillent de très près à ce que les acteurs verticaux ne jouent pas de leur puissance sur le marché pour s'accaparer à la fois l'infrastructure ou le calendrier de déploiement de l'infrastructure.

Enfin, je voudrais revenir sur la concurrence des territoires par les infrastructures. Une étude assez récente de l'OCDE montre que, finalement, avec 10 % de pénétration du très haut débit, on gagne entre 0,9 et 1,5 de point de croissance sur le pays et sur les territoires. La capacité de disposer d'infrastructures numériques digitales permet le développement de la croissance. Qu'en est-il de la situation en France ? La France, aujourd'hui, est très mal notée ; elle est 26^e sur 28 en Europe. Nous en sommes là parce que le choix historique a justement été de développer une infrastructure de type fibre jusqu'à l'abonné, qui se substitue complètement au cuivre, et que cela prend beaucoup d'argent et beaucoup de temps.

NICOLAS BEYTOUT — Ce serait donc une situation transitoire ?

OLIVIER HUART — Absolument. Il y aura un *catch-up* très fort. Le rôle des infrastructures est très important. Dans son

dernier ouvrage, *L'Économie du bien commun*, Jean Tirole citait la théorie gravitationnelle du commerce et disait que finalement le niveau de commerce est une fonction décroissante des coûts des transports et des communications. C'est extrêmement vrai. Pas d'accès au numérique, pas d'accès aux infrastructures, ce qui exclut *de facto* des pans entiers de l'économie. Avec le développement des plateformes que sont les Airbnb pour la partie hôtellerie, Uber pour les transports, le Bon Coin, Amazon et autres, ceux qui n'ont pas accès à du très haut débit sont totalement exclus de cette course au développement. C'est pour ça qu'il est si important, pour les territoires et pour les pays, de se doter de cette infrastructure. On bâtit quelque chose pour deux générations. Pas pour dix ans, on bâtit pour cinquante ans, et on bâtit les fondements de la croissance économique de demain.

NICOLAS BEYTOUT — Avec vous, Henrik Enderlein, on va bien sûr parler, de l'Allemagne. Vous êtes professeur d'économie politique, vice-président de la Hertie School of Governance, fondateur et directeur de l'Institut Jacques Delors à Berlin. L'Allemagne dont tout le monde sait qu'elle est le pays, en tout cas en Europe, qui se porte le mieux, alors qu'il y a une quinzaine d'années, il était considéré comme l'homme malade de l'Europe. Et on constate quand on ne parle pas seulement d'économie, par exemple à Bruxelles, que l'influence de l'Allemagne a progressé en matière de concurrence, de vision de l'Europe et de ce qu'il faut pour développer l'Union européenne, au rythme où son économie a progressé. Comment cette progression est-elle vécue en Allemagne ?

HENRIK ENDERLEIN — Je voudrais commencer par remercier les autres membres de ce panel de ne pas avoir mentionné l'Allemagne ! Parce que, quand on se met à parler de la concurrence entre pays, en général il faut dix secondes avant que le *German bashing* commence. L'Allemagne est, en effet, le

taureau dans le magasin de porcelaine pour utiliser l'expression anglaise, un éléphant même tellement cet excédent courant commercial est grand. L'Allemagne a eu un excédent de courant de 260 milliards l'année dernière, 280 sans doute, cette année. En chiffres absolus, c'est deux fois, l'excédent de la Chine qui a un PIB trois fois plus élevé.

Le problème est de taille, il fait débat en Allemagne et il est difficile à résoudre. Depuis environ 2003-2004, l'Allemagne est en train de développer un modèle économique déséquilibré. Quand on regarde les chiffres, on voit que les salaires ont stagné pendant très longtemps, l'investissement n'est pas où il devrait être. Mais il existe aussi des raisons structurelles. Nous avons une démographie vieillissante. Entre aujourd'hui et 2060, l'Allemagne va perdre environ, 20 % de sa force de travail, c'est énorme ! En termes de données structurelles, nous avons donc une société qui va plutôt vers le rétrécissement que vers la croissance. En 2050, la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni auront le même nombre d'habitants, nous sommes donc en train de nous ajuster.

Les réformes ont fait de l'Allemagne un pays où le marché du travail est devenu plus flexible, avec une tendance à la baisse des salaires. L'Allemagne a utilisé des mesures fiscales, avec ce qu'on appelle une dévaluation interne, elle a augmenté la TVA en 2005 et en même temps a baissé les impôts sur les salaires, pour gagner en termes de compétitivité. Tout cela explique le « problème » allemand.

Il faut le dire très clairement : ce n'est pas uniquement un problème allemand, il existe aussi dans d'autres pays. La compétitivité, la difficulté de faire marcher les industries notamment ont déjà été évoquées. Le secteur industriel en Allemagne est resté très fort, alors qu'il a plutôt baissé dans d'autres pays, notamment en France. Quand on regarde les dépenses des États sur le PIB, elles ont été réduites en Allemagne, avec aujourd'hui 42 % de dépense publique par rapport au PIB, alors

qu'en France, on est à 57 %. Il y a là un différentiel très important. La France n'a pas connu cette hausse des salaires dans la même mesure que d'autres pays. En Grèce, le différentiel avec l'Allemagne, depuis la création de l'euro, a pu atteindre 30 à 40 % selon les secteurs, ce qui signifie 30 à 40 % de différentiel de compétitivité directe.

NICOLAS BEYTOUT — Quel est le différentiel entre la France et l'Allemagne ?

HENRIK ENDERLEIN — Entre 10 et 20 % selon les secteurs, ce qui est énorme pour deux pays si proches. À partir de 2007, les deux pays divergent d'une manière considérable. Face à cette situation de l'Allemagne, que peut-on faire ? En fait, il n'y a pas grand-chose à faire. Et c'est le message du ministre des finances, Wolfgang Schäuble et d'autres adeptes de cette politique : on ne peut pas faire grand-chose, parce que les salaires sont déterminés de manière autonome entre les syndicats et les entreprises, parce que l'Allemagne vieillit et qu'elle a tendance à se tourner vers l'épargne. Le taux d'épargne, d'ailleurs, était le même en Allemagne et en France en 2003, aujourd'hui l'Allemagne est à 25-26 % alors que la France est passée en-dessous des 20 % si je ne me trompe pas. Il y a là des raisons structurelles et, bien sûr, l'Allemagne ne peut pas inciter ses entreprises à exporter moins. Ce n'est pas possible, aucune politique industrielle ne le ferait.

Nous pouvons tout de même utiliser quelques leviers. Le premier concerne l'investissement. Il y a un problème d'investissement en Allemagne. Je pense qu'après les élections du 24 septembre, l'investissement public va augmenter. Mais l'investissement public n'est pas seul en cause. Nous manquons d'environ 80 à 100 milliards d'euros d'investissement public et privé par an en Allemagne, ce qui est lié à des incertitudes par rapport à la politique énergétique, par rapport à la politique

d'infrastructures. Je crois qu'une bonne politique peut relancer les investissements.

Au niveau des salaires, il y a aussi quelque chose à faire. Les syndicats ont commencé à demander une hausse des salaires ces dernières années. En 2014, 2015 et 2016, les salaires ont augmenté en réel de 2 %, en moyenne chaque année, ce qui est considérable. Mais cela ne suffira pas pour rééquilibrer ce déséquilibre entre l'Allemagne et les autres pays. Finalement, je pense que le temps fera son œuvre.

Aujourd'hui, en Allemagne, tous les feux sont au vert. Les taux d'intérêt sont encore à 0, les coûts de l'énergie ont baissé, nous avons le plein emploi en Allemagne, le prix de l'immobilier a augmenté de manière considérable, tout cela fait donc que l'Allemagne est en train d'aller vers une hausse cyclique de plus en plus prononcée et, contrairement au passé, pour la première fois il n'y a plus la Bundesbank pour freiner cette hausse. Nous allons donc voir comment ce système allemand, qui pratique si bien les salaires raisonnables, va réagir. Les ouvriers allemands, les travailleurs allemands, réclament une hausse de salaire, nous allons donc vers un débat intéressant. Nous avons bien un problème, et en même temps, nous ne savons pas comment le résoudre. Mais je pense que, comme les dinosaures, cet excédent allemand va disparaître.

NICOLAS BEYTOUT — Je crois que l'excédent budgétaire, cette année, doit être d'environ 20 milliards d'euros. C'est un pays qui continue à dégager de l'excédent budgétaire, donc à se désendetter. Est-ce que politiquement, c'est quelque chose qui compte dans le débat ?

HENRIK ENDERLEIN — Tout à fait, mais quand une société vieillit, — elle aura 20 % de travailleurs en moins d'ici 40 ans — il faut rétrécir l'activité économique. C'est la logique qu'il y a derrière. En même temps, il y a un vrai problème

depuis plusieurs années, parce que le taux d'investissement net en Allemagne est négatif. Dans un de ses discours, Martin Schulz se demandait à quoi servaient ces 12 (ou 20) milliards d'excédent, quand la pluie passe à travers le toit des écoles. Je crois que ce n'est pas complètement faux. Si on regarde l'état des infrastructures en Allemagne, et je ne parle pas de l'infrastructure du numérique ou autres, juste les autoroutes, les écoles, etc. Il y a de quoi faire.

NICOLAS BEYTOUT — On parle du taux d'investissement public ou privé ?

HENRIK ENDERLEIN — Les deux : dans le domaine énergétique, il manque 30 milliards d'investissement par an.

NICOLAS BEYTOUT — Le Traité de Fonctionnement de l'Union Européenne prévoit des sanctions contre les États en excédent excessif. Ces sanctions sont des amendes, est-ce que c'est quelque chose qui existe dans le débat allemand ou est-ce que vous traitez cela juste comme un codicille ?

HENRIK ENDERLEIN — Je vais m'avancer un peu, vous ne répétez pas ce que je vais dire maintenant, si ça sort d'ici, je saurais que c'est vous, comme disait Coluche... J'avais préconisé, en 2014, que la Commission mette en même temps la France et l'Allemagne sous surveillance. La France pour le budget et l'Allemagne pour le déséquilibre commercial. Cela aurait représenté un acte politique très juste, très osé, et politiquement salutaire. La Commission n'a pas osé ou a eu peur du pouvoir de Berlin. Je pense que la violation des règles est inacceptable, surtout quand on dit tous les jours qu'elles s'appliquent à tout le monde. L'Allemagne doit réagir à cet excédent, cela fait partie des procédures de déséquilibre macroéconomique. L'Allemagne étant en violation depuis plusieurs années, oui, déclenchons la

procédure, je n'ai rien contre. Et je crois que notre ministre des finances souhaite que le droit s'applique à tout le monde.

NICOLAS BEYTOUT — J'ai une question pour Filippo Di Mauro. Anne Perrot dans son introduction, a expliqué que la concurrence entre les États pouvait porter sur les infrastructures, sur les systèmes économiques, sur les systèmes de droit et sur les systèmes éducatifs. Singapour a un classement exceptionnel en matière d'enseignement. Au travers de votre activité d'enseignement et de ce que vous voyez à Singapour, comment les choses se sont-elles faites ? Est-ce qu'il s'est agi d'une politique délibérée qui aurait été définie pour être compétitive ?

FILIPPO DI MAURO — This question continues my point about the firm view, which actually emerges from the discussion. You have been underlining the firm-level view —firms are important from the legal aspect, and globalization is important. The bottom line is that we need to make sure that the best firms are able to work at their best, and therefore also that the resources, labor and capital, are flowing towards the most productive firms. The role of education in this sense is critical, because under globalization we are inventing new jobs, new types of exports and so on, so you have to realign your productive structure with that. Singapore is quite a good example of that —putting research hubs upfront, concentrating on the top education outfits and so on.

My message is that we have to learn from that, but we also have to consider, not competition among countries, but competition between firms. The countries should basically do as much as possible to have the best firms get even better and the very worst firms leave the market. This is basically what we want.

NICOLAS BEYTOUT — L'Europe avance plutôt en ordre dispersé dans les tentatives diverses et variées pour ré-

cupérer les activités financières qui, traditionnellement, sont fortes à Londres. Je pense, évidemment à toutes les démarches de séduction qui se déploient au Royaume-Uni en ce moment. Francfort est extrêmement active, et réussit assez bien dans la captation des activités britanniques. Comment voyez-vous cette concurrence entre les États de votre point de vue de patron d'une banque anglo-saxonne, mondiale, installée en France ?

JEAN BEUNARDEAU — Nous les voyons avec beaucoup de modestie, car je ne connais personne qui ait réussi à prévoir les résultats d'une négociation diplomatique internationale. Je crois que personne ne sait ce que sera l'état du monde, après le Brexit, après le traité ou l'absence de traité, dans 18 mois. En ce qui nous concerne, nous nous mettons en situation de continuer à servir nos clients d'Europe continentale là où il sera possible de les servir, si le Brexit interdit le passeport financier. Si ce n'est plus Londres, ce sera pour HSBC, à Paris, en France. Si l'issue des négociations internationales se présente différemment, nous nous adapterons, sachant que notre axe consiste à fournir nos services financiers internationaux à nos clients d'Europe continentale qui dépendent du droit international.

D'un point de vue plus macroéconomique, l'un des gros effets du Brexit, à savoir l'affaiblissement de la livre qui a déjà impacté le niveau de vie au Royaume-Uni, est déjà derrière nous. Cela représente un choc externe de 15 % de liberté des échanges et de barrière aux échanges, c'est un ordre de grandeur qui couvre l'essentiel des effets économiques macro sur le niveau de vie.

Par ailleurs, il faut savoir aussi qu'on peut faire du commerce dans le cadre de l'OMC. Ce n'est pas du tout la fin du Royaume-Uni. Dans le monde entier, de nombreux pays font du commerce sans être dans l'Union européenne et qui survivent ! La Grande-Bretagne est un pays très ouvert sur le monde. La

part de ses échanges avec les États-Unis, l'Asie, est très supérieure à ce qu'elle est dans n'importe quel pays européen. Quoi qu'il arrive, le Brexit ne sera donc pas la fin du monde pour son économie.

QUESTION DU PUBLIC — J'aimerais poser une question un peu théorique : on raisonne toujours en termes de nation et pas de territoire. Une étude a été faite il y a trente ans, par la Banque mondiale, qui démontrait que les petits territoires étaient les plus compétitifs. Est-ce que vous êtes d'accord avec ça ?

Autre question, pour développer un pays, et le rendre compétitif, est-ce qu'il faut investir dans les pôles les plus pointus ou saupoudrer sur tout le territoire ? Faut-il privilégier les secteurs les plus porteurs, au détriment de ceux qui sont plus à la traîne ? Comment résoudre ce dilemme ?

LA PAROLE AUX ÉTUDIANTS — Emmanuel Bovari, ENSAE. J'aimerais revenir sur la dimension environnementale des politiques concurrentielles qui a été évoquée dans l'introduction. Certains économistes plaident pour la formation de « clubs-climat » afin de mettre en commun les problèmes transnationaux, en particulier climatiques. Il est dit que pour garantir la stabilité de telles structures et pérenniser l'ensemble, des sanctions commerciales, des instruments coercitifs seraient nécessaires. J'aimerais avoir votre sentiment par rapport à cette proposition, quelle forme juridique cela pourrait prendre, et est-ce que cela n'entraînerait pas des effets peu vertueux par rapport aux effets sélectifs d'une situation concurrentielle ?

JEAN BEUNARDEAU — Je ne connais pas toute la réponse à cette question, mais je ferai quand même une remarque : nous sommes des pays très compétitifs avec des inégalités très fortes, avec les États-Unis par exemple, et des

inégalités plutôt faibles avec un pays développé, comme la Suisse. Donc, en fait, il n'y a rien d'inéluctable. À mon avis inégalité ou moindre inégalité doivent venir naturellement de l'organisation de l'économie et ne pas chercher à trop forcer, par des politiques fiscales ou sociales, parce que c'est là qu'on dérègle les économies. Mais il y a clairement deux exemples de pays extrêmement riches, la Suisse et les États-Unis, qui, du point de vue de l'inégalité des revenus, ont des positions très différentes.

HENRIK ENDERLEIN — L'égalité est moins liée à la compétitivité que nous avons parfois tendance à le penser. Le niveau d'égalité recherché est un choix politique. Ensuite, en allant vers les extrêmes, il peut y avoir un impact sur la compétitivité, l'exemple de la Suisse et des États-Unis à cet égard est très clair. En Allemagne, les inégalités ont augmenté après les réformes, mais le contexte, comme on le décrit parfois ici, n'a rien à voir avec Manchester au XIX^e siècle ! L'Allemagne va encore bien en termes d'égalité.

NICOLAS BEYTOUT — Filippo Di Mauro, vous êtes à Singapour. Est-ce que les petits territoires ont structurellement des chances supérieures aux autres d'être compétitifs ?

FILIPPO DI MAURO — When there is a sector or a type of firm which is more competitive, you push the resources toward it, whether financial or other help. That is what I want to say: when you design the policies, first make sure that what you are doing is clear in your mind, whether you are actually raising everybody or chasing the tail of this distribution.

We need to make sure that the second prevails, because that is the best way of doing it. You are, of course, making the big firms bigger in doing so. This is part of the game. We have to admit that in this environment, small is not beautiful, it is bad;

big is beautiful. However, it does not mean we have to unduly favour big companies all the time, but we want to make sure that the small company that started 20 years ago eventually becomes a Google. This is what we want –we want the good firms to get bigger.

NICOLAS BEYTOUT — Un mot sur le choix d'équipement des infrastructures des territoires. Comment fait-on pour choisir entre les zones déjà très denses et les zones qui risquent d'être des déserts en termes d'équipement et d'infrastructure.

OLIVIER HUART — On est sorti du Moyen Âge en ayant conscience que la notion de territoire était probablement plus importante que simplement une collection de villes. Aujourd'hui, dans notre économie, avec les infrastructures modernes, on peut faire du business, de l'économie un peu partout. Je crois qu'il faut continuer à investir dans les infrastructures pour éviter la désertification complète de certains territoires. En même temps, nous avons conscience que si l'Europe est simplement une collection de pays, face aux grands géants asiatiques ou américains, elle risque d'être totalement absorbée. On le voit aujourd'hui, il y a un prérequis de l'investissement dans des structures et il y a un développement dans les très grandes plateformes bifaces qui mettent en relation les acheteurs et les vendeurs. Ces plateformes sont en grande majorité américaines. Je pense que là, nous avons un gros travail à faire. Je dirais priorité aux investissements dans les infrastructures et dans le savoir-faire, c'est-à-dire dans la formation, dans l'éducation.

NICOLAS BEYTOUT — L'environnement aujourd'hui est en train de générer énormément de règles de droit. C'est même un des domaines où la constitution d'un droit est la plus intense. Est-ce que la compétition entre les pays s'exerce parti-

culièrement dans ce domaine ? Est-ce qu'il faut créer des clubs, est-ce qu'il faut réagir au niveau de l'Europe ?

LORAINÉ DONNEDIEU DE VABRES-TRANIÉ — Je crois que s'agissant d'un sujet comme l'environnement, ça n'est pas à l'échelle nationale, c'est à l'échelle supranationale qu'il faut réfléchir, et le droit européen est précisément la bonne enceinte. Ce pourrait même devenir un atout : un droit européen de l'environnement, qui existe déjà mais qui doit effectivement se renforcer pour quitter la sphère de la géopolitique et entrer dans la géo-économie de l'environnement. Je pense que c'est le réflexe que nous devrions avoir à chaque fois,.

ANNE PERROT — Quels sont finalement les domaines sur lesquels il faut absolument de la coordination entre les pays et ceux où la collectivité gagne à la concurrence ? Nous voyons clairement que dans certains domaines, les pays ont intérêt à se coordonner, mais pour le faire, il faut des instances et des moyens de répression pour ceux qui transgressent les accords. Nous évoquions l'Allemagne, qui n'a pas été soumise au principe européen selon lequel, au-dessus d'un certain niveau, les excédents doivent être taxés. Pour assurer la coordination, il est certain qu'il faut mettre en œuvre des outils de contrôle permettant d'intervenir afin de ramener tout le monde dans la coalition. Les coalitions entre pays, en effet, sont tout aussi instables que celles entre entreprises et secrètent tout autant d'incitation à échapper à la règle commune du club. Aussi étonnant que cela puisse paraître, quand on forme un cartel entre entreprises, la difficulté est de faire tenir le cartel et de ramener tout le monde dans la ligne du cartel.

Il y a vraiment une réflexion à mener sur les domaines qui devraient faire l'objet de cette coordination. Quand on parle de coordination, l'environnement vient tout de suite à l'esprit et nous en avons parlé. Mais quand on évoque la concurrence

entre les systèmes éducatifs, est-ce une bonne chose ou non ? La concurrence entre les systèmes de santé, est-elle positive ou négative ? Nous avons parfois du mal à trancher. Cette tendance croissante à aller se faire soigner là où la médecine est à la fois de bonne qualité et peu chère, est-ce un bien, est-ce un mal ? A-t-on intérêt à encourager ce type de concurrence entre pays, ou au contraire, sur ce type d'enjeu à fortes externalités positives, devrait-il y avoir plus de coordination ? Nombre de ces questions restent ouvertes.

EST-IL ENCORE TEMPS POUR L'EUROPE SOCIALE ?

COORDINATION	A. Taufflieb (<i>La Parole aux étudiants</i>)
CONTRIBUTIONS	E. Beinhocker (<i>Institute for New Economic Thinking, University of Oxford</i>) X. Bertrand (<i>Président de la Région Hauts-de-France</i>) C. Toumieux (<i>Allen & Overy</i>)
MODÉRATION	S. Kauffmann (<i>Le Monde</i>)

SYLVIE KAUFFMANN — Nous allons donc essayer de cerner les possibilités d'une Europe sociale. Nous avons maintenant en France, un président qui a étonné tout le monde en faisant campagne sur l'Europe, alors qu'on pensait l'idée européenne en totale perdition et l'euroscpticisme triomphant. C'était déjà en soi un événement intéressant. Il a aussi fait campagne sur l'Europe qui protège et c'est une idée qu'il promeut de manière constante depuis son élection, on a vu notamment la France monter au créneau à Bruxelles, sur le problème des travailleurs détachés. Est-il encore temps pour l'Europe sociale ? Quelle forme peut-elle prendre ? Nous allons essayer d'envisager le débat à la fois, sur le plan politique et sur le plan technique. Ce n'est pas un sujet facile, mais il est essentiel car il a trait à la vie quotidienne des gens et à leur travail. Augustin Taufflieb, lauréat de La Parole aux étudiants va introduire ce débat.

AUGUSTIN TAUFFLIEB — «Contre le chômage, on a tout essayé» disait un ancien président de la République. Mais a-t-on vraiment essayé la solution européenne ? L'interconnexion étroite entre les économies européennes, et l'exigence des citoyens de parvenir à un bon niveau d'emploi semble plaider pour une harmonisation des droits sociaux à l'échelle européenne. Cette dimension sociale n'est pas nouvelle. Elle était d'ailleurs certainement présente dans l'esprit des pères fondateurs au sortir du conflit le plus meurtrier de l'histoire de l'Europe. Mais en tout cas dans l'imaginaire collectif, les droits sociaux ont semblé être davantage une conséquence de la mise en place du marché commun qu'une véritable finalité de la construction européenne. Et pourtant, les avancées depuis le Traité de Rome ont été particulièrement nombreuses. J'en cite quelques-unes : le fond social européen, l'égalité entre les femmes et les hommes, la protection de la santé des travailleurs, le renforcement de la coordination entre les régimes de sécurité sociale... La liste est longue.

Dès lors, pourquoi ces critiques de l'action de l'Union européenne en matière sociale ? L'Union européenne semble démunie face aux attentes d'une nouvelle génération marquée par des années de stagnation économique, qui revendique aujourd'hui une meilleure protection face aux aléas économiques et sociaux. Le taux de chômage dans l'UE a retrouvé son niveau de 2008. Tant mieux ! Mais que dire des 40 % de jeunes qui sont au chômage en Espagne ? Que dire des trois millions et demi de pauvres en plus depuis la crise de 2008, et des embauches en France qui se font encore à 90 % en CDD ? L'Europe paraît incapable d'assurer son objectif, pourtant inscrit dans les traités, d'être une économie sociale de marché.

L'Europe sociale repose sur un paradoxe. D'une part beaucoup reprochent à l'Union européenne de ne pas assez intervenir dans ces politiques, voire de faire preuve d'un certain attentisme, alors même que les États ont volontairement choisi

de limiter les compétences dévolues à l'Union européenne dans le champ des politiques sociales; d'autre part, dans les domaines où elle est intervenue ou, du moins, dans les domaines où elle a tenté d'intervenir, l'Europe est régulièrement critiquée, redevenant alors le traditionnel bouc émissaire, rôle qu'elle a malheureusement l'habitude d'endosser.

Pourquoi ? Pour deux raisons. D'abord l'Europe est accusée d'entraver la souveraineté des États, qui souhaitent logiquement garantir la spécificité de leurs modèles sociaux. Ensuite, l'Europe exacerberait la concurrence déloyale entre les individus, comme les débats sur les travailleurs détachés le montrent.

Nous aboutissons à une situation où certains préconiseraient volontiers l'abandon de toute action de l'Union européenne dans le champ des politiques sociales, pour revenir à des interventions strictement nationales, voire régionales, dans la mesure où les écarts de développement, ou en tout cas de taux de chômage au sein même des pays, sont manifestes.

Le contexte actuel qui mêle crise économique, crise politique et crise sociale, ne pourrait-il pas être l'occasion de faire un pas vers une meilleure intégration sociale dans l'UE ? Trois bonnes raisons à cela : la première, c'est qu'il existe des défis communs aux États ; en attestent les outils mis en place en matière de formation et de mobilité avec le programme Erasmus+ ou l'objectif d'insertion professionnelle et de lutte contre la pauvreté dans la stratégie Europe 2020. Ensuite, relancer l'Europe sociale serait un moyen d'améliorer le fonctionnement de l'Union européenne à destination des citoyens durement affectés pour certains par des chocs asymétriques. Enfin et surtout, relancer l'Europe sociale pourrait renforcer la confiance des citoyens européens dans le projet européen et de créer enfin de véritables solidarités de fait. Mobilité sociale, protection sociale, lutte contre les inégalités et la pauvreté, sécurité des travailleurs, dialogue social : les chantiers ne manquent pas, en matière sociale, alors même que l'Europe, durement marquée

par le Brexit, cherche à définir son identité. Est-ce que nous pourrions donner à l'Europe sociale une chance d'exister et donc de réussir ?

SYLVIE KAUFFMANN — Eric Beinhocker, qui a passé près de vingt ans chez McKinsey, est directeur de l'INET, Institute for New Economic Thinking, à Oxford. Cet institut, pour une nouvelle pensée économique, travaille sur des questions allant de la stabilité du système financier à l'innovation, aux inégalités et au développement durable. Il a sûrement des propositions à faire, des idées, à formuler, sur la façon d'établir en Europe, le régime social des citoyens européens...

ERIC BEINHOCKER — I will start off by reminding us all that in historic terms, what we call social Europe was an enormous success from the post-war period until at least the 1990s. This long period was one of progress, inclusive growth and greater economic security, with guaranteed access to education, jobs and pensions. The development of the welfare state and growing integration of Europe played an important role in all this success. These benefits are now threatened on two fronts. Firstly, and it's no secret, Europe is ageing, and this is a heavy burden on the welfare state. However, I will not talk about this here, but will focus on the second threat facing us: the instability and inconsistencies in the current conception of the European Union. My main message today is that if Europe does not succeed, social Europe will not succeed either. To make Europe successful, radical reforms need to be introduced —this is a *sine qua non*.

France elected a promising new government and extremist populism did not win. Perhaps the UK will muddle through its Brexit process, and macro-economic growth has returned to Europe to a certain degree. So why worry? Everything's fine; let's get out the rosé!

Unfortunately, despite these signs of improved health, Europe is in danger because its structure is not healthy. This is what lies behind four interconnected crises:

- the euro crisis, which is not over;
- Brexit which, if mismanaged –which appears likely– will have long-term negative consequences for both the UK and Europe;
- the migrant crisis: David Miliband made it very clear in his speech why this is a real problem;
- the crisis of the European Union's democratic legitimacy, which is probably the most serious. The votes of European citizens have shown that they feel Europe is not sufficiently accountable, and is taking them straight into poverty.

For several years, these crises have been destabilising the European Union, and each one that is not resolved is a danger that worsens with time. Once again, I am convinced that all four of these crises have their roots in the incoherent architecture of the EU which resulted from the Lisbon and Maastricht treaties, which did not take into account the diversity of Europe: instead we have a multi-speed Europe, with different speeds leading to the same destination, *i.e.* an integrated single market, a single currency and a federalised political system. But this system has never functioned. Instead of creating a Europe that brings people together, it has divided Europe into a euro zone and a non-euro zone; into debtor countries and creditor countries; into those that play a role in migration and those that do not; and now into liberal democracies and democracies that are less so, like Hungary and Poland. From this, I conclude that in order to create a stronger, more united Europe we need a more flexible Europe.

We need not only a Europe with different speeds, but a Europe with different destinations. The reality is that all European countries are not travelling to the same destination. Not all the countries of the Union are the same size; they do not all share the same priorities; they do not have the same crisis

policies, and they do not have the same idea of borders and immigration. Rather than fight against these disparities, we need a European Union that factors them in, makes virtues of them, and allows Europe to unite on broad principles. I call this a multi-track rather than a multi-speed Europe.

So what does a Europe with multiple tracks look like? I suggest three approaches. Firstly, you would have a group of countries that want the euro, freedom of movement and fiscal harmonisation, and support full freedom of movement within their area. That would be the Single Market. Then you would have countries that want more independence, but which would voluntarily participate in what could be thought of as the world's best free trade area. We could call this group the Common Market, rather than the Single market, with freedom of movement for goods and capital, but without the euro. And instead of the free movement of people, these countries would support the free movement of labour. The distinction is under free movement of labour, individuals and their families can only move and claim benefits when they have a job to go to. Free movement of labour is an imperative for a common market, while the free circulation of people is a political choice. With this second Common Market group, these provisions would eliminate many of the concerns that have fuelled populism. Some countries could opt for the first solution, others for the second. The Single Market countries would continue the principle of full free movement of people, but this would enable others in the Common Market to regain control of their immigration policy, while preserving the advantages of labour immigration, and retain closely integrated trading and political relationships.

Then come the countries that just want general economic integration. Here could be a third zone comparable to the current customs union for countries like Turkey and Ukraine. You would then have a Europe with three different structures:

a first circle, which would be the European Union; a second circle, which would include the United Kingdom and possibly a number of other non-Eurozone countries, and then a third circle with countries such as Turkey and Ukraine. And countries could move from one circle to another, if their people consider they are ready, and if they are also ready in economic terms. Such a flexible multi-track structure would reduce the pressure caused by the four crises. The euro countries could continue to aim for total integration, without being held back by the rest of the structure. This would also enable certain countries to move out in a controlled manner if they felt it no longer served their interest to be in the euro zone. The problem today is that countries wanting to leave the euro have nowhere to go and their only choice is being a prisoner of the euro or chaos. The second circle would thus create a controlled way for countries like Greece or possibly Portugal to escape the euro. And such a structure would also make it possible to manage problems like migration in various countries, and perhaps, as I said, provide a destination for the UK after Brexit. Such a solution would satisfy the main political requirements of the Brexit vote while serving the interests of Europe as a whole.

I will end with Macron's election and Europe. There are two possible scenarios. A Franco-German partnership, making it possible to achieve a sort of ideal scenario, which would open the possibility of genuine courage and creativity in our way of rethinking Europe. My fear is the second scenario, which would consist of saying "Well, after all, we've survived the elections, let's wait and see what happens next." We then congratulate ourselves and get back to business as usual while waiting for the next crisis –until the one that finally destroys the European Union. We should remember that Macron's election has not solved France's or Europe's problems: it has simply provided an opportunity to solve them. The future depends on seizing that opportunity.

SYLVIE KAUFFMANN — L'Europe sociale serait-elle réalisable dans votre premier scénario ?

ERIC BEINHOCKER — I think, in fact, that a strong social Europe would be possible in all three cases. The first would make it possible to move upwards and put pressure on the others, with flexibility for different forms of organisation.

SYLVIE KAUFFMANN — Claire Toumieux, vous êtes juriste et présidente de l'Association européenne de droit social, vous dirigez le département de droit social au cabinet Allen & Overy, pour lequel vous conseillez de nombreuses entreprises. Pensez-vous qu'il est encore temps de construire cette Europe sociale ?

CLAIRE TOUMIEUX — Je crois qu'il ne faut pas oublier les acquis sociaux européens. La France a inspiré un grand nombre de réglementations européennes au plan social. En tant que présidente de l'Association européenne des avocats spécialisés en droit social, lorsque j'échange avec mes collègues européens, j'observe que tous les jours, des salariés se prévalent du droit européen.

Nous avons bien un droit social européen qui est largement d'effet direct, avec même ce qu'on appelle un effet direct horizontal, pour un certain nombre d'instruments juridiques : un particulier peut s'en prévaloir directement sans passer par le droit national, même à l'encontre d'un autre particulier. Citons quelques exemples de ces acquis sociaux dont nous ne nous souvenons pas toujours, parce que nous sommes trop critiques d'une Europe technocratique. Le droit social européen fait partie du quotidien. Je citerai notamment les règles de coordination et de protection sociale qui permettent de travailler pendant un certain temps dans un pays et de faire reconnaître ses droits à la retraite dans son pays d'origine, sans double

paiement des cotisations. C'est un point essentiel en termes de mobilité. Je citerai également la directive temps travail qui fixe la durée maximum du travail et impose 11 heures de repos. Cette exigence a été d'ailleurs respectée, nous l'avons vu par notre législateur y compris s'agissant des forfaits jours. Le droit européen a donc de l'influence. Je prendrai aussi comme exemple la lutte contre les discriminations, avec une directive assez importante. Et récemment, la Cour de justice de l'Union européenne, dans deux arrêts qui ont fait grand bruit – une affaire belge et une affaire française – a dit qu'une entreprise pouvait avoir pour objectif légitime de demander la neutralité à son personnel, et en particulier, le personnel en contact avec la clientèle. On voit combien le droit social européen fait partie de notre environnement juridique.

Je citerai encore la directive sur les transferts d'entreprise : lorsque vous avez, par exemple, une cession de fonds de commerce et que le fonds de commerce passe d'une entité à une autre, les salariés attachés à ce fonds de commerce vont également passer de cette entité au nouvel employeur, ce qui représente une réelle garantie.

J'évoquerai aussi les comités d'entreprises européens : certains ont peut-être en mémoire l'affaire *Vilvoorde*, où Renault avait décidé d'informer après coup de sa décision de fermer une usine en Belgique, sans avoir consulté son comité d'entreprise européen. Cela lui a été reproché. La Cour d'appel de Paris, nous étions donc devant la juridiction française, a fait appliquer ce droit.

Pourrait-on aller plus loin ? Le cadre européen me semble adapté à un certain nombre de défis du monde du travail, que nous les praticiens, voyons arriver très vite. Nous retrouvons les mêmes enjeux dans tous les pays européens, et c'est d'ailleurs assez symptomatique de voir se dessiner de grandes tendances, au-delà de toutes les différences des législations sociales. Avec la crise, nous sommes allés dans le sens d'un assouplissement

des législations sociales, et nous pouvons évidemment nous interroger : est-ce que les travailleurs doivent en faire les frais ? La réponse actuelle de l'Europe est de déterminer un socle de droits sociaux avec vingt principes essentiels.

Nous avons donc des enjeux communs. Il y a l'enjeu du vieillissement de la population en Europe. En 2030, l'Europe sera le continent avec la population la plus âgée. Si on se projette un peu plus loin en 2080, la population du Portugal, de la Grèce, de la Slovaquie, de la Bulgarie, aura baissé de 30 %. Il y a tous les enjeux du travail mobile. Le fait que le travail soit moins localisé constitue évidemment un vrai sujet pour les États membres parce que si on peut travailler de partout, le cadre national est-il encore adapté, ou est-il devenu obsolète ? Lorsqu'on voit des plateformes comme Amazon qui proposent des tâches morcelées, parfois pour un euro, sans que l'on sache où est localisé le travailleur, on se dit qu'il serait peut-être bien de mener une réflexion en dehors d'un cadre national restreint.

Quelle va être la capacité de l'Europe à aller vers des initiatives concrètes, au-delà de la proclamation des grands principes d'avril dernier, sur ce socle des droits sociaux ? Il y a déjà des lignes qui ont été dessinées, des initiatives intéressantes en termes de méthodologie, avec des partages de bonnes pratiques, des recommandations par pays, un système de tableau de bord, mais évidemment, au-delà de cela, quelles seront les initiatives concrètes qui vont permettre de rassembler les uns et les autres ?

SYLVIE KAUFFMANN — Xavier Bertrand, quelles sont les priorités à mettre en œuvre pour réaliser une Europe sociale ? Je rappelle que vous êtes président du conseil régional des Hauts-de-France, que vous avez été député, ministre de la santé du gouvernement Villepin en 2005 et 2007, et ministre pendant toute la présidence Sarkozy.

XAVIER BERTRAND — Je suis un Européen convaincu dans une région qui est tournée vers l'Europe, qui a envie et besoin d'Europe. S'il y a aujourd'hui des priorités, elles portent sur l'harmonisation des politiques fiscales et la convergence des politiques économiques, parce que l'enjeu essentiel, je reste un homme de droite, est de créer davantage de travail et de richesse avant de pouvoir partager, nous ne pouvons pas nous contenter de gérer la pénurie sous peine de vrais problèmes. Je ne suis pas un expert mondial en économie, mais c'est la première des priorités. Je pense que l'un des maux de l'Europe est de mettre trop souvent la charrue avant les bœufs.

Nous faisons souvent la confusion entre les dimensions fiscales et économiques et le social. Je pense que si nous voulons aller vers une Europe sociale, nous allons prendre un certain nombre de directions et émettre des intentions. Si c'est l'Europe sociale de la coordination, elle a sa place et elle a déjà des résultats ! Mais si nous allons sur le terrain d'une Europe sociale de l'harmonisation, bon courage, parce qu'il y a un préalable, c'est que chacun balaye un peu devant sa porte. Tant que des pays qui jouent un rôle majeur en Europe, n'auront pas fait la preuve qu'ils sont capables de moderniser leur système social – au hasard, la France – comment prétendre à une véritable convergence ? Nous n'allons pas aller vers un moins sous prétexte de nous aligner, et nous n'allons pas demander, du jour au lendemain, à certains pays d'Europe centrale, qu'ils élèvent leur niveau de protection sociale.

Mais il y a une opportunité, nous sommes déjà dans un nouveau cycle politique et nous avons cinq ans devant nous. Serons-nous capables de faire les réformes de structure qui permettent de garder un vrai niveau de protection sociale en le modernisant ? Est-ce que dans la grande négociation qui va s'engager à partir de 2020, où il y aura un certain nombre de dossiers sur la table européenne, nous demanderons enfin aux

pays d'Europe centrale, d'élever leur niveau de protection sociale qui peut devenir du dumping social ? Les délocalisations dues à la mondialisation sont déjà mal perçues par nombre de nos concitoyens, mais quand la délocalisation se fait au sein même de l'Europe, il faudra être excellent pédagogue pour expliquer aux uns et aux autres le bien fondé d'un relèvement ou de la mise à niveau de la protection sociale.

Est-il encore temps d'agir ? Il faut commencer par un certain nombre de préalables. Les États qui veulent cette convergence doivent faire la preuve qu'ils sont capables sur le territoire national de pratiquer cette modernisation pour leur population. La directive sur les travailleurs détachés va être un bon exemple du volontarisme politique affiché par le président de la République. J'ai eu l'occasion, il y a deux ans, de faire un certain nombre de propositions publiques. J'ai été ministre en charge des dossiers du travail au niveau européen, et je me réjouis d'avoir fait progresser des choses. Quand après de longues nuits de négociation vous arrivez à un accord, vous avez envie de déboucher le champagne, mais vous vous apercevez bientôt que vous n'avez pratiquement pas avancé. Est-ce que la solution est d'aller au clash ? Non, mais elle peut relever du bras de fer, il s'agit de mesurer ce que vous êtes capables d'imposer aux autres. Cette directive sur les travailleurs détachés va être un symbole : jusqu'où le volontarisme politique peut-il produire des effets et quel est cet art de la négociation à la française que nous allons réussir à mettre en place pour parvenir à des premiers résultats ? Est-ce que nous allons réussir à éviter le dumping social, parce que c'est la question qui est posée aujourd'hui en même temps que les principes et l'application des principes ?

SYLVIE KAUFFMANN — Sur cette question tellement importante et symbolique des travailleurs détachés, pourriez-vous nous faire un état des lieux actuels du statut, des enjeux et de la négociation ?

CLAIRE TOUMIEUX — Il y a deux volets dans les enjeux autour de la directive sur les travailleurs détachés. Que se passe-t-il en cas de détachement aujourd'hui en l'état du droit et de la directive ? En termes de protection sociale, les travailleurs détachés d'un État membre vers un autre pays de la zone restent affiliés au régime de protection sociale de leur État d'origine, c'est le principe d'unicité du régime de sécurité sociale. Or, il existe de grandes différences de coûts : de la Roumanie à la France, ils passent de 1 à 4. Mais si nous changeons cette pratique, qu'arrivera-t-il aux 100 000 détachés français ? Je ne suis pas sûre qu'ils seraient très contents d'aller travailler en Roumanie ou en Bulgarie dans ces conditions.

Le deuxième point, assez décisif dans l'approche qui est adoptée aujourd'hui par la Commission avec cette proposition de révision de la directive, porte sur le socle de droit minimum devant être appliqué dans l'état d'accueil du salarié détaché. Aujourd'hui, il existe un socle minimum avec un salaire minimum, mais sans rien d'autre ; lorsqu'en France en particulier, des conventions collectives prévoient le paiement d'un certain nombre de primes, ces dispositions ne s'appliquent pas aux travailleurs détachés. La révision de la directive proposée irait dans le sens d'une égalité de traitement au plan salarial entre les salariés du pays d'accueil et les travailleurs détachés qui viennent pour une mission dans ce même pays, pour éviter justement le dumping social.

SYLVIE KAUFFMANN — Sans l'Europe des transferts, est-il possible de construire une Europe sociale ?

XAVIER BERTRAND — Cela reste avant tout de la responsabilité des États. Pour revenir sur la directive travailleurs détachés, je pense que le risque, s'il y avait une suspension de la directive, est qu'on nous bloque nos salariés. Cela dit, les salariés français qui vont travailler à l'étranger, n'y vont pas

pour leur coût au moins-disant social, il faut dire les choses telles qu'elles sont. En revanche, le salaire du pays d'accueil, c'est bien, mais ce n'est pas suffisant. Si vous êtes en France, tant que vous n'aurez pas un salaire français, avec des charges françaises, des contraintes françaises, vous aurez toujours cette forme de dumping. Évidemment, nombre de pays d'Europe centrale n'y sont pas prêts ; nous allons avoir une grande discussion, avec des marges de négociations sur un certain nombre d'aides sectorielles, ou régionales... Nous verrons si nous trouvons les moyens de négocier et si nous voulons vraiment le faire. *Quid* aussi du rôle de l'Allemagne, qui est d'une certaine façon sur la même ligne que nous. Mais dans quelle mesure madame Merkel acceptera-t-elle de faire bouger un certain nombre de pays de l'Europe centrale sur ce sujet ? Vous pouvez tourner cela dans tous les sens. Le problème numéro un est la question des charges et des contraintes, non le salaire. Le niveau de charges d'un pays à l'autre varie de 1 à 5, c'est ce qui change tout.

On revient ensuite sur ce qui est possible au niveau de l'Europe sociale en termes de coordination. La vraie question porte sur les abus, la fraude au travail détaché, parce que, bien souvent sur de nombreux chantiers, vous trouvez un certain nombre de salariés qui respectent exactement les contrats mais qui servent aussi de paravents. Ceux qui fraudent ne sont pas forcément les petits entrepreneurs ou de simples particuliers ; vous rencontrez aussi des groupes qui ont déjà été pointés du doigt en la matière. À ce niveau de lutte contre la fraude, nous sommes quasiment inopérants. Il n'y a aucune volonté politique qui se traduise de façon administrative. Je pense que, sans avoir besoin d'une loi, l'un des rôles primordiaux de l'inspection du travail serait justement d'effectuer cette mission-là. Encore une fois, c'est tout à fait possible, nous n'avons pas besoin de loi, nous avons juste besoin d'une volonté politique qui se traduise dans les faits ; cela implique aussi de modifier les

horaires de travail de l'inspection. Si vous voulez contrôler les chantiers, il faut aussi pouvoir le faire le week-end. Ce sont des choses très concrètes.

Ensuite, il faudrait avoir une garantie. Actuellement quand vous demandez des renseignements sur une entreprise en Pologne par exemple, je pourrais prendre n'importe quel autre pays, vous les obtenez de façon aléatoire, six mois, neuf mois, un an plus tard. Les ambassades pourraient avoir cette vocation mais elles se heurtent parfois à une mauvaise volonté à des milliers de kilomètres de nous. Nous revenons ici sur le rôle de l'Europe sociale, sur la coordination, et force est de reconnaître que sur une échelle de 1 à 10 en termes d'efficacité et de coordination de lutte contre les abus du travail détaché, si nous nous situons à 2 ou 3, c'est le grand maximum.

LA PAROLE AUX ÉTUDIANTS — Nicolas Le Masson, Faculté de sciences économiques et de gestion, Strasbourg. Je voudrais connaître votre avis sur l'efficacité des fonds structurels européens dans la réduction des inégalités sur le territoire européen et savoir si pour vous, il en faudrait plus ou moins, s'ils sont réellement efficaces notamment au niveau de l'accompagnement des porteurs de projet.

XAVIER BERTRAND — Les fonds structurels sont-ils efficaces? Oui. Est-ce qu'il faut les maintenir et les développer? Oui. Cela sera compliqué de les maintenir dans un certain nombre de régions intermédiaires, je pense notamment aux Hauts-de-France, au Grand-Est, parce que dans la fameuse discussion à venir, s'il n'y a pas de rééquilibrage, vous aurez nombre de pays, parmi les derniers entrants, même si cela fait un certain nombre d'années, qui vont mécaniquement obtenir davantage. Et si, dans cette négociation, les uns et les autres ne sont pas vigilants, un certain nombre de zones et de régions intermédiaires en France, et pas seulement en France, risquent

d'être perdantes. Dans une région comme la mienne, je ne peux pas me le permettre. Qu'est-ce qui rendrait les choses plus efficaces ? Ce n'est pas seulement plus d'argent, mais une gestion de ces fonds qui soit opérée davantage par les régions. Je pense que les régions sont aujourd'hui le bon échelon d'intervention ; je le vois notamment avec les fonds FEDER : les fonds de modernisation de l'agriculture, ce sont les régions qui gèrent le deuxième pilier de la politique agricole commune. Sur six ans, nous avons ainsi géré 254 millions d'euros, mais il faudrait que l'instruction soit déléguée aux régions, avec des critères plus pilotés, à partir du terrain. Ce serait une manière efficace de promouvoir l'Europe et si les choses allaient plus vite, il serait beaucoup plus facile de dire « Regardez, c'est grâce à l'Europe ! » Autre exemple : on parle beaucoup du canal Seine-Nord Europe. Depuis quelques temps on nous dit qu'on va le mettre en panne. Ce n'est pas l'Europe qui le met en panne, c'est le gouvernement français. Les choses ne sont pas encore sûres, mais s'il n'y avait pas l'Europe, il n'y aurait pas de canal ! Si le gouvernement décide d'arrêter, le projet est mort à jamais, car l'Europe retirera ses deux milliards d'euros. En d'autres termes, sur un certain nombre de fonds structurels et de grands équipements, heureusement qu'il y a l'Europe. Merci l'Europe. Et je n'oublie pas non plus la Banque européenne d'investissement qui a mené à bien des missions importantes. Beaucoup de choses sont faites grâce à l'Europe, fonds structurels ou pas. Mais le vrai sujet est de déléguer à qui de droit, aux plus efficaces, aux plus opérationnels, à ceux qui auront justement la possibilité de les affecter.

ERIC BEINHOCKER — Just a little comment about the structural funds. I agree with Xavier Bertrand, and I would add that they represent a key mechanism to reduce inequalities between the regions in Europe. It is a fiscal transfer mechanism, but as I said just now, the order of magnitude

is too limited to significantly overcome imbalances in the system. If you look at transfers between countries, or between regions in the same country, like Germany or France, you realise that the order of magnitude is too small. The problem is that we don't have the option of increasing transfers as much as we would or should like to. We have to start by establishing trust, proposing to set up obligatory common fiscal balancing mechanisms, for example some common Eurobonds for infrastructure, as part of joining the euro zone. Unfortunately, there are political problems, to which Germany is especially prone. But if we can build trust in common fiscal mechanisms it possible to scale them up over time and increase the stability of the euro zone.

QUESTION DU PUBLIC — Je voulais revenir sur le problème du travail détaché et faire une proposition. Ne faudrait-il pas changer de paradigme et passer à une protection sociale qui serait assise sur la valeur ajoutée et non pas sur le salaire ? Dans des secteurs comme le transport ou les vendanges par exemple, où il y a en France beaucoup de travailleurs détachés, on pourrait tout à fait imaginer qu'il y ait un prélèvement social basé sur l'activité de vendange ou l'activité de transport. Autrement dit, on substituerait aux cotisations sociales basées sur les salaires, des cotisations qui seraient prélevées sur la valeur ajoutée de l'activité.

SYLVIE KAUFFMANN — Cette proposition vous semble-t-elle réaliste ?

CLAIRE TOUMIEUX — Elle est intéressante mais elle serait difficile tout de même parce que taxer cette valeur ajoutée nécessite d'avoir accès à une information peu accessible, en tout cas dans le pays où la prestation est réalisée. Je crois que c'est essentiellement là que la difficulté risque de se présenter.

QUESTION DU PUBLIC — Je suis chercheur à Sciences Po à Aix. Les lobbyistes et les experts à Bruxelles qui pèsent sur les fameuses directives européennes, n'ont-ils pas contribué à discréditer l'Europe sociale auprès des populations ?

CLAIRE TOUMIEUX — Nous constatons que tout le monde agit. Autrement dit, nous avons les lobbies d'employeurs, mais aussi les lobbies des syndicats qui sont forts et qui s'expriment quotidiennement auprès de la Commission. D'ailleurs, lorsque la Commission engage un projet en matière sociale, une consultation a lieu, et pour avoir participé à des travaux de la Commission comme expert, je peux vous dire qu'employeurs et salariés sont tout à fait également représentés.

XAVIER BERTRAND — La CES, Confédération Européenne des Syndicats, joue un rôle important. Le patron de la CES, est quelqu'un d'extrêmement influent. Quand vous exercez la présidence de l'Union européenne, c'est arrivé à la France pendant que j'étais en fonction, vous ne faites aucun agenda au niveau européen sans travailler avec eux. Les syndicats ne sont pas des protestataires ou des contestataires par essence, ils sont des forces de proposition, avec une vraie culture de dialogue. Il est donc vrai qu'ils jouent un rôle déterminant, et si je peux me permettre, ils sont plus structurés sur les dossiers que de nombreux représentants des employeurs au niveau européen. Ils existent, ils sont là, avec une permanence des responsables qui leur donne une véritable vision sur le temps.

En ce qui concerne les lobbies en Europe, je pense que le problème numéro un est avant tout politique. Il est tellement facile à la classe politique française de dire que c'est la faute de l'Europe, cela permet de se dédouaner. C'est aussi pour cette raison que les peuples décrochent de l'idée de l'Union européenne.

Il n'empêche qu'aujourd'hui entre un certain nombre d'europhiles béats, qui ne représentent pas un grand pourcentage

de la population, et les eurosceptiques complets, il y a tout un espace. Mais il faut que les politiques acceptent de parler d'optimisme ou d'idéal européen, qu'ils acceptent aussi de se doter d'une méthode qui nous dise comment repenser l'Europe. Qu'est-ce que ça veut dire aujourd'hui d'être Européen, qu'est-ce qu'on attend principalement de l'Europe ? Entre la part de l'Europe et la part de subsidiarité, comment règle-t-on les choses ? Je fais volontiers de la pub pour le livre d'Hubert Védrine *Sauver l'Europe*, qui pose très bien un certain nombre de questions et propose même une démarche. Cela a-t-il été repris dans le champ politique, notamment français ? Absolument pas. Ma famille politique s'est pris deux claques aux élections présidentielles ; dans ces moments-là vous vous demandez pourquoi, et vous essayez de construire autre chose. De même pour l'Europe : je pense qu'il y a une démission politique ou, parfois, une forme d'hypocrisie « C'est la faute de l'Europe. » Quand, par exemple, nous avons des réglementations très différentes entre la Belgique et la France. Quand, par exemple, les choux et même les choux de Bruxelles sont deux fois plus gros et deux fois plus verts en Belgique qu'en France, parce que des produits sont utilisés en Belgique, validés par l'Europe et interdits par la France. Est-ce l'Europe qui est responsable ? Absolument pas. C'est la réglementation franco-française. J'ai cinq départements dans ma région. Les réglementations agricoles sont différentes d'un département à l'autre. L'Europe n'a rien à voir là-dedans, même la réglementation française n'a rien à y voir. Alors, à qui la faute ? Pas aux experts, ni aux technocrates, ni aux lobbies, mais aux politiques. C'est aussi simple que ça.

SYLVIE KAUFFMANN — Merci de cette franchise et si je peux continuer sur ce sujet, pensez-vous que les positions sur l'Europe ont joué un rôle dans les échecs électoraux dont vous venez de parler ?

XAVIER BERTRAND — Oui, en partie. Il n'y a plus d'idéal européen ou d'optimisme européen porté en bandoulière. Je pense qu'il faut bien montrer aujourd'hui ce qui marche en Europe et le garder. Je ne dis pas qu'il faut abandonner ce qui ne marche pas, mais il faut le réformer. C'est ce qu'on fait dans n'importe quelle entreprise, dans n'importe quelle organisation. Mais aujourd'hui nous refusons d'aller dans cette direction. On voit bien que l'Europe sociale ne fonctionne pas. Affrontons les points qui posent problème. Mais le repli sur soi n'est pas la solution, car au bout d'un moment, on l'a vu dans l'histoire, surtout quand il y a des tensions économiques, il peut aboutir à des conflits.

QUESTION DU PUBLIC — En tant que simple observateur, il me semble que le discrédit de l'Europe ne vient pas des bureaucrates et des lobbies mais du manque de politique européenne. Le problème des transferts est une des plus importantes questions politiques. Nous devons en discuter, débattre entre nous Européens, pour créer une union fédérale. Il ne faut pas en avoir peur. Nous en avons peur en France, parce qu'elle implique la perte de souveraineté.

XAVIER BERTRAND — Sans les peuples, vous ne pouvez rien faire ni de solide, ni de durable. Aujourd'hui, il faut prendre en compte ce divorce et recoller les morceaux, reconnecter. Quand vous dites Europe fédérale, vous pensez que tout le monde suit mais quand vous vous retournez, il n'y a plus grand monde.

ERIC BEINHOCKER — I think that though we have a vision of a federal union, this requires large scale transfers, and large-scale transfers require trust and a shared identity. Europe hasn't got to that stage yet, which does not mean that it never will. We can develop in this direction, but at the stage

we are at now, we have a long way to go. Even if we survive the current problems, the way European citizens have voted tells us they are not ready. The question before us is knowing whether we can take Europe as it is now and try to make progress, which will give us enough flexibility for countries that have sufficient confidence to pull together in one direction, when others are not there yet and not yet ready to be part of a Europe that is economically unified and politically coordinated. I think that a key stage in all this involves thinking about measures that could help build the confidence which is lacking at present. How can we succeed? How can we show that European cooperation brings benefits to people? If we rebuild this trust, we will have plenty of occasions and opportunities. Otherwise, Europe will eventually collapse.

AUGUSTIN TAUFFLIEB — Nous ne pouvons qu'être d'accord sur le fait qu'il faille d'abord recréer de la richesse pour la redistribuer et qu'il faille d'abord chercher, même si pour le moment c'est très mal embarqué, une meilleure harmonisation au niveau fiscal. Balayer devant sa porte, c'est très bien et là-dessus nous avons beaucoup de travail. Néanmoins, dans quelle direction balayer? Et là, nous revenons aux différents modèles sociaux existant entre les États. La France n'a pas du tout le même modèle social que le Royaume-Uni, par exemple. Avec l'Allemagne, nous avons des points de divergence. Et finalement, la question qui se pose est de savoir si l'Europe sociale est incompatible avec une Europe qui chercherait avant tout une plus forte croissance économique? Prenons par exemple, le Royaume-Uni et l'Allemagne. Ces deux pays affichent de très bons résultats, en tout cas meilleurs que la France en matière macroéconomique, avec en tout cas un meilleur taux de chômage. Le déficit budgétaire de l'Allemagne est contenu. Néanmoins, derrière ce taux de chômage se cache une très grosse précarité, des contrats courts qui sont relativement fréquents.

A-t-on vraiment envie de cela pour l'Europe sociale ? Est-ce que l'objectif social de l'Europe est incompatible avec un objectif purement économique ?

CLAIRE TOUMIEUX — Il y a des contre-exemples, avec des pays, notamment en Europe du Nord, qui ont à la fois de très beaux résultats et une protection sociale forte. Je voudrais ajouter que le réel enjeu à venir est bien un enjeu de qualification, on le voit dans toutes les études. À l'avenir, nous aurons à la fois la destruction d'un grand nombre d'emplois peu qualifiés et la création d'emplois qui le seront beaucoup plus. Comment allons-nous accompagner la montée en compétence ? Cet enjeu de formation constitue pour la Commission un axe prioritaire. Cette volonté de meilleure qualification, n'est pas incompatible avec plus d'Europe et plus de droits sociaux, au contraire.

XAVIER BERTRAND — Un rapport sur la compétitivité montre qu'elle n'est absolument pas antinomique avec la solidarité et un haut niveau d'exigence sociale. La vraie question porte sur l'efficacité du modèle social et sur la façon de marier un certain nombre d'éléments comme l'éducation, l'accès à la santé, en utilisant aussi les nouvelles technologies. Vous ajoutez tout ceci à une fiscalité stable et bienveillante, à une attitude de l'administration favorable aux entreprises et vous aboutissez à un ensemble cohérent, sans qu'il s'agisse de faire des économies sur le modèle social.

Quand on veut allier le modèle social à la compétitivité, quel est l'objectif numéro un ? Est-ce la lutte contre le chômage ? Mais si vous tenez ce discours exclusivement, vous oubliez ceux qui sont beaucoup plus nombreux que les chômeurs, c'est-à-dire ceux qui travaillent, qui ont travaillé et qui ont un pouvoir d'achat très insuffisant. Quand dans un pays comme le nôtre, des gens qui travaillent n'arrivent pas à s'en sortir, c'est un pays

qui ne va pas bien. Quand vous avez des gens qui ont travaillé toute leur vie, qui sont à moins de 1 000 euros par mois, jusqu'à la fin de leurs jours, c'est un pays qui ne va pas bien. Quand un adulte handicapé a 808 euros par mois jusqu'à la fin de ses jours, c'est un pays qui ne va pas bien. Au-delà des mesures sociales, se joue une solidarité à redéfinir. Mais je pense que c'est ce modèle social français qu'il faut réinventer, redéfinir, avant de penser que la seule solution est européenne.

ERIC BEINHOCKER — I think that we at this table all agree on this point. But I believe it's a question that the economists have been mistaken about for a long time. Traditionally, we think we have to choose between growth and competitiveness on the one hand, and social protection on the other; between "innovation and opportunity" and "quality and justice". There is a well-known economics book from the 1970s, *The Big Trade-Off*, which talks about this, and which many economists have read. The work carried out by our Institute and elsewhere shows that, not only is this false, but it is backwards. The key to economic growth is economic inclusion, and growth will result from including people in the economy; from enabling them to share in the market and build up knowledge and skills together to create products and services, and contribute to society. Inclusive economies develop, while economies that exclude people tend not to. It is a mistake to think that we should start by going for growth, then redistributing and including afterwards. We need to do exactly the opposite, *i.e.* include people precisely in order to grow. How can we do this? By giving everybody skills, opportunities, education, healthcare, infrastructures and protection so that they can take risks, not to mention equitable treatment in the job market so that they can participate in an active life and gain a decent income through their contribution to society.

QUESTION DU PUBLIC — Avant d'engager des réformes de structure et une simplification de l'édifice européen, ce qui est peut-être devenu ingérable à 27, ne faut-il pas, d'une certaine façon, ré-enchanter le rêve européen?

XAVIER BERTRAND — Est-ce qu'il faut un nouvel optimisme européen ? Oui. Je suis profondément attaché à mon pays, mais, je vous le dis : 66 millions de Français, tout seuls face aux Chinois, aux Américains, aux Indiens et aux Russes, ce n'est pas possible, on ne peut pas réussir. L'idée européenne est toujours pertinente. Est-ce qu'il y a toujours les institutions qui sont prêtes à faire bouger les choses ? Oui, je le crois. Je n'ai pas d'appétit prioritaire pour ces questions institutionnelles, mais elles doivent se poser rapidement en veillant à leur finalité. En matière européenne arrêtons de grâce de mettre la charrue avant les bœufs. Nous l'avons vu avec Schengen...

ERIC BEINHOCKER — I think the question of the European dream is very important. We need to have a dream; we need to have aspirations. Europe has been through some very tough periods, and I think it could do with a little ambition and optimism today. A more flexible Europe would not kill the common dream. Europe's countries have many shared projects, on which each one can start focusing as part of a transition to a stronger economy. For example, in the clean energy transition, there is a great deal of consensus everywhere in Europe, and Europe will need to become a leader. The second thing is the reinvention of a social Europe: showing the world what a modern model of social inclusion looks like. Europe is the best place in the world to do this. Thirdly, the world needs European leadership. In my home country, the U.S., at the moment it's a disaster, as you will have noticed. I don't know how long it's going to carry on, or for or how long we will need to endure this reversal of American progress and void in U.S. global leadership,

but I think we could make good use of a stronger European voice to deal with many problems in the world. I believe that the European dream is still alive, and that it should be encouraged.

QUESTION DU PUBLIC — Est-ce que nous ne pourrions commencer par expérimenter, sinon appliquer les solutions que vous préconisez par exemple à des entreprises multinationales, présentes en Europe dans plusieurs pays, ensuite avec les syndicats, vérifier la faisabilité et corriger tout de suite les défauts éventuels ? Cela ouvrirait un chantier dont les PME pourraient s'inspirer ensuite.

XAVIER BERTRAND — L'idée d'expérimenter est une bonne voie. Mais on en revient à la convergence, notamment en matière fiscale. Évitions que certains bénéficient longtemps de la passivité européenne. On a vu avec l'amende record infligée à Google que les choses avancent.

CLAIRE TOUMIEUX — C'est vrai, on se dit que les multinationales ont davantage les moyens d'expérimenter un certain nombre de réformes, mais avec des enjeux spécifiques, qui ne peuvent pas être ensuite transposés à la PME. Je reste assez convaincue malgré tout qu'il est assez sain d'avoir un droit à géométrie variable, selon la taille des entreprises.

QUESTION DU PUBLIC — Loïc Moutault, Groupe Mars. Ma question concerne la construction d'une Europe sociale. Si on anticipe une énorme évolution du marché du travail à venir, à travers les nouvelles technologies, est-ce qu'on ne peut pas devancer une construction de l'Europe sociale par le haut, en anticipant l'évolution du marché du travail et la mobilité sociale. On pourrait par exemple faire porter les droits et les acquis sociaux sur les individus plutôt qu'à travers des conventions collectives, des entreprises, etc., ce qui permettrait à la

fois de protéger un peu plus, mais en même temps d'encourager une certaine mobilité à l'intérieur de l'Europe.

XAVIER BERTRAND — Faut-il protéger les salariés ou les emplois ? La réponse est évidente, ce sont bien évidemment les salariés, parce que les emplois à vie n'existent plus depuis bien longtemps et que nous devons être capables d'accompagner cette évolution.

L'Europe sociale repose avant tout sur la coordination. Le premier point sur lequel nous pouvons faire nos preuves en matière de coordination, concerne la lutte contre les fraudes. Sur nombre de sujets, l'Europe pourrait faire la preuve qu'elle est efficace, si elle s'en prend aux abus, aux contournements ou aux fraudes, avec cette coordination qui est particulièrement souhaitable, notamment dans le cadre de la mobilité. Mais pour le reste, je n'impose mon point de vue à personne, mais je le redis pour être clair, je pense que ce qui est du ressort national aujourd'hui, impose au gouvernement de moderniser enfin nos systèmes sociaux. Nous ne pourrions pas faire croire que c'est le saut en avant dans l'Europe social qui règlera les problèmes que nous aurions dû régler il y a bien longtemps.

SYLVIE KAUFFMANN — Nous sommes, je crois, tombés d'accord sur notre attachement au modèle social européen. Il existe, il faut le moderniser, il faut l'adapter, il y a toujours un vrai besoin d'Europe sociale, avec des enjeux communs aux pays de l'Union, des enjeux démographiques, économiques, technologiques. En même temps, on ne peut pas se dispenser de réfléchir à redéfinir l'Europe.

Qu'est-ce que l'Europe aujourd'hui, quelles sont ses priorités ? Attention à ne pas mettre la charrue avant les bœufs : pour réinventer ou adapter l'Europe sociale, il faut, sans doute, d'abord, recréer de la richesse, rebâtir de la confiance, améliorer la coordination, et surtout retrouver de la volonté politique.

Je crois que nous sommes d'accord aussi, sur le fait que la compétitivité et la protection sociale ne sont pas antinomiques, la vraie question est celle de l'efficacité. Les économies inclusives croissent mieux que les autres, il faut donc identifier les meilleurs investissements pour y parvenir. Mais le rêve européen reste essentiel.

L'UNION EUROPÉENNE ET LA TENTATION DE L'EXIT

COORDINATION	A. Bénassy-Quéré (<i>Cercle des économistes</i>)
CONTRIBUTIONS	B. Cœuré (<i>Banque centrale européenne</i>) C. Fairbairn (<i>Confederation of British Industry</i>) R. McInnes (<i>Safran</i>)
MODÉRATION	D. Seux (<i>Les Echos</i>)

DOMINIQUE SEUX — On peut regarder l'Europe par sa face nord ou par sa face sud, par sa face sombre ou par sa face claire et l'enjeu de cette session est d'essayer de voir vers quoi nous allons pencher. Du côté sombre, le Brexit et ses conséquences économiques, deux ans au moins qui vont mobiliser l'attention de tous les responsables européens. Côté sombre encore, une croissance qui remonte mais qui reste modérée et aucun projet à dix ans, ce qui n'était pas arrivé depuis cinquante ans, me semble-t-il. Du côté plus clair, Londres en partance, c'est l'occasion de resserrer les rangs, ce qui est le cas entre Paris et Berlin ; le populisme n'a gagné ni en France ni aux Pays-Bas ; l'idée de défense européenne progresse ; la croissance s'améliore quand même et les errements américains nous donnent relativement une meilleure figure. Au total, la foi européenne renaîtrait un peu. Agnès Bénassy-Quéré, quels scénarios pour les mois et les années qui viennent ?

AGNÈS BÉNASSY-QUÉRÉ — Certes, le moral des Européens semble remonter dans les sondages, mais il ne faut pas se le cacher, l'Europe fait face à un double malaise qu'il faut traiter. Le premier concerne la zone euro, le deuxième l'Union européenne toute entière. D'abord, la zone euro n'est pas tirée d'affaire. Il y a eu d'immenses progrès depuis le début de la crise ; sans entrer dans le détail disons que le mécanisme européen de stabilité et l'union bancaire sont de grandes avancées, mais qu'il existe encore des risques très importants, notamment ce que l'on appelle la boucle entre banques et souverains en vertu de quoi les banques soutiennent les États et les États soutiennent les banques. Pas besoin d'être économiste pour comprendre que ça ne peut pas marcher. Autres problèmes, les prêts non performants qui subsistent, le mécanisme européen de stabilité encore peu puissant, les ajustements macroéconomiques complètement asymétriques et l'absence d'une politique budgétaire d'ensemble.

Au niveau européen, il y a également un malaise : le modèle d'intégration européen semble en panne. Il y a encore beaucoup à gagner en matière d'intégration européenne, notamment par l'intégration des marchés de services qui n'est encore qu'à ses débuts. C'est le volet prospérité. Mais les citoyens, de manière compréhensible je dois dire, vont s'opposer à tout projet d'intégration car ils craignent d'en être les perdants.

Je vous propose trois scénarios pour la zone euro : le premier est un scénario de consolidation avec un renforcement du Mécanisme européen de stabilité, une finalisation de l'union bancaire et la mise en place d'une véritable stratégie macroéconomique, notamment avec une simplification et un recentrage de la surveillance macroéconomique des États membres et un dispositif budgétaire commun pour épauler la Banque centrale en cas de crise majeure. Le deuxième scénario, qu'on pourrait appeler « au fil de l'eau », ou de procrastination, selon lequel le Mécanisme européen de stabilité resterait inchangé ;

de fait il est suffisant en l'absence de crise financière : pas besoin d'avoir un camion de pompiers qui marche s'il n'y a pas le feu. L'union bancaire reste incomplète mais elle suffit en l'absence d'une nouvelle crise importante. Les prêts non performants sont finalement absorbés bon an, mal an et, s'il n'y a pas de stratégie macroéconomique, l'application du pacte de stabilité est facilitée par un retour de la croissance. Tout ne va donc pas si mal.

Le risque de ce scénario au fil de l'eau, c'est qu'en cas de crise majeure, la Banque centrale européenne serait le seul acteur capable d'intervenir efficacement et devrait jouer le rôle de prêteur en dernier ressort, y compris pour des banques ou des États insolvables. Ce serait la monétisation généralisée ou bien l'éclatement de la zone euro.

Le troisième scénario, que l'on pourrait appeler scénario de renationalisation, est identique au deuxième scénario pour ce qui est du Mécanisme européen de stabilité et de l'union bancaire, mais avec cette fois une renationalisation des règles budgétaires et un renforcement de la règle de non-renflouement, en comptant sur le marché pour discipliner les États. En cas de crise budgétaire, la restructuration des dettes souveraines pourrait alors provoquer, via le système bancaire qui n'aurait pas été consolidé, un éclatement de la zone euro.

Quel scénario nos dirigeants vont-ils sélectionner ? On sait qu'il y a peu d'appétit pour l'intégration, ce qui est une manière paresseuse d'évacuer la question. Mais il faut se demander ce qui est important pour le soutien populaire. Trois choses sont importantes au regard des peuples : la première, c'est la protection des dépôts. On a tendance à l'oublier, mais il y a un fort soutien pour l'euro tant que les dépôts bancaires sont protégés ; le jour où ces dépôts ne seront plus protégés, le soutien populaire pour l'euro pourrait diminuer. Deuxièmement, il ne faudrait pas qu'il y ait une nouvelle crise économique à moyen terme : les taux de chômage sont encore très élevés et les gou-

vernements manqueraient de munitions pour y faire face. Troisièmement, une intégration plus équitable avec un soutien aux perdants de l'intégration, sachant que chaque pays a sa propre conception de l'équité, de sorte qu'il va effectivement être difficile de converger.

Pour l'instant, le Brexit a un effet plutôt bénéfique dans cette discussion, en soulignant (par différence) la valeur de l'intégration européenne. Mais les divergences idéologiques entre pays sont profondes, notamment entre la France et l'Allemagne. La France va devoir choisir ses combats et accepter des compromis.

DOMINIQUE SEUX — Avant que chacun réagisse à ces scénarios, je demande à nos trois intervenants de nous dire en quelques mots ce qui les a frappés depuis un an, que cela concerne le Brexit ou ce qui s'est passé dans la zone euro.

CAROLYN FAIRBAIRN — I have two quick anecdotes, firstly, shortly after the referendum, one of the leaders of the UK supermarket industry saying to me that he had seen a spike in gin sales, and that was how things felt straight afterwards. A more serious image I have was walking into a very senior French official's office and seeing all of the UK newspapers spread out on his desk, and we had a conversation about what he was reading in them. I came away realising that we must talk to each other face-to-face, that we must have a real communication, because communicating through second-order media is not the answer. It is one of the reasons I am delighted to be here today.

BENOÎT CŒURÉ — Je vais donner le mauvais exemple en ne répondant pas exactement à la question parce que j'aimerais d'abord revenir sur un épisode qui date d'avant le Brexit, mais qui est, je pense, très important pour comprendre la ma-

nière dont le vote du Royaume-Uni est vu dans la communauté économique et financière de la zone euro. C'est le 27 juin 2015, il y a exactement deux ans. Les ministres des finances de la zone euro se sont réunis à Bruxelles pour boucler la négociation sur le sauvetage de la Grèce et cela ne marche pas, c'est un échec : on ne peut pas se mettre d'accord avec la Grèce. L'après-midi du 27 juin, pour la première fois et, je l'espère, la dernière, les ministres des finances de la zone euro se réunissent à 18, sans le ministre grec. Je peux vous dire que dans cette salle, l'ambiance n'était pas du tout à la célébration ou à la revanche. C'était une veillée funèbre. Il y avait un choc physique que ressentaient tous les participants, dont certains avaient vécu la mise en place de la monnaie unique dès l'origine qui comprenaient soudain que la construction européenne, l'euro, n'étaient peut-être pas irréversibles. C'était un événement d'une gravité infinie pour tous les participants. Quinze jours plus tard, les dirigeants de la zone euro ont décidé que la Grèce allait rester et qu'il fallait faire ce qu'il fallait, même si c'était difficile. C'est ce sentiment qui domine encore aujourd'hui : la construction européenne est irréversible et le Brexit n'y change rien.

ROSS MCINNES — La réflexion que je me suis faite, c'est qu'un homme, une femme, peut tout changer. En quatre exemples : Cameron se rêvait en Churchill et va finir en Mr Bean de la politique britannique. Theresa May perd une élection imperdable ; je propose que nous envisagions de jumeler Maidenhead, sa circonscription, avec Sablé-sur-Sarthe ! Corbyn, qui oscille entre l'équivoque et le loufoque, un quasi septuagénaire, en politique depuis 36 ans, incarne aujourd'hui le renouvellement, le jeunisme et flanque une raclée aux Tories. Qui l'aurait cru il y a un an ? Et finalement, revenons chez nous : Macron. Qui y croyait il y a un an ?

La roue tourne, c'est notre grande chance, sachons la saisir.

DOMINIQUE SEUX — Benoît Cœuré, revenons aux scénarios possibles : comment va l'Europe, comment va la zone euro, quels progrès peut-elle attendre ? Devons-nous en 2017, 2018, attendre une nouvelle politique monétaire ?

BENOÎT CŒURÉ — La réponse est très simple. Il y a un an, aux Rencontres d'Aix 2016, la session comparable à celle-ci était intitulée : l'Union européenne est morte, vive l'Union européenne ! » Aujourd'hui on parle du Brexit, qui concerne un seul pays, et personne ne parle plus de la mort de l'Union européenne. La réponse est donc très simple : ça va beaucoup mieux. La croissance est revenue, elle est solide et les sondages auprès des citoyens européens dans tous les pays de l'Union européenne, en particulier les pays de la zone euro, montrent que la confiance dans l'Europe remonte. Il y a une inversion de tendance, peut-être fragile, qu'il faut consolider, qu'il faut transformer, mais il y a à la fois un environnement de croissance favorable à l'Europe et un sentiment vis-à-vis de l'Europe qui s'améliore. Donc là, la réponse est très claire : ça va mieux.

Je voudrais réagir brièvement aux scénarios d'Agnès, de manière très simple, peut-être simpliste. La renationalisation peut être pertinente dans certains domaines, mais ça n'est évidemment pas la bonne manière d'exploiter les bénéfices de l'intégration économique. D'ailleurs, ce n'est pas seulement une question pour l'Europe, mais une question pour le reste du monde et je voudrais là faire un lien avec la session, remarquable, sur la mondialisation avec Dani Rodrik¹ et d'autres. Dani Rodrik, il y a une quinzaine d'années a parlé d'un « triangle d'incompatibilité » entre la démocratie, la souveraineté nationale et la mondialisation. Or, l'Europe propose au monde une manière unique de dépasser ce triangle d'incompatibilité en créant un espace de droit, de démocratie, de règles communes,

1. Voir Acte I, session 3 « Faut-il renoncer à la mondialisation ? »

qui pourrait devenir dans un avenir proche, un espace de protection entre vingt-huit nations (ou peut-être, malheureusement, vingt-sept). C'est un succès extraordinaire et nous avons la responsabilité de faire réussir ce projet, non seulement pour nous-mêmes mais aussi parce qu'il a valeur d'exemple pour le reste du monde. C'est pour cela que la renationalisation n'est pas une option. La procrastination, malheureusement, est toujours une option. Dans la zone euro, nous sommes les champions du monde de la procrastination. Nous sommes si bon sur ce terrain que nous pourrions l'exporter, si nous avons besoin – ce qui n'est pas le cas – d'améliorer encore notre excédent courant ! Mais il y a quelque chose que les responsables politiques ne perçoivent pas très bien, du moins certains d'entre eux, c'est que la procrastination est toujours coûteuse. Tarder pour régler les problèmes, coûte toujours plus cher et je crois que la crise grecque en est le meilleur exemple. La manière dont l'Europe, collectivement, a traité la crise grecque a infligé un coût, absolument incompréhensible vu de l'extérieur, à la société grecque et a fini par nous coûter très cher politiquement.

Il reste la consolidation, mais « consolidation » dans le sens britannique du terme, *consolidation*, plus positif que le sens français. En français, on parle de consolidation dans le cas d'un os cassé ou d'un terrain instable alors qu'en anglais, c'est le renforcement, c'est l'approfondissement. Je crois que nous avons besoin d'un double approfondissement. Nous avons besoin d'approfondir par l'action, ce qui commence par des réformes dans chacun des pays membres², et nous avons besoin d'approfondir en construisant, pour que notre union économique et monétaire soit plus forte. C'était le sens de mon analyse dans *Le Monde*³ qui consistait à dire que même si aujourd'hui ça va bien, il faut se demander ce qu'il se passera lorsque la zone euro

2. Voir Acte 5, session 9, « La France des cinq prochaines années. »

3. *Le Monde Économie*, 7 juillet 2017 : « Il est urgent que l'Europe se prépare aux chocs futurs. »

devra affronter son prochain choc, la prochaine récession, qui viendra, dans deux ans, dans trois ans, peut-être dans cinq ans, le plus tard possible bien sûr, mais qui viendra sûrement. Est-ce qu'on aura les instruments pour réagir ? Aujourd'hui on ne les a pas et il faut donc les construire.

Trois remarques très courtes pour conclure. Premièrement, on ne peut pas renforcer nos institutions, notamment dans la zone euro, sans légitimité démocratique. Il faut donc « relégitimer » ou « redémocratiser » la construction européenne et pour cela, il faut que les citoyens eux-mêmes se remobilisent pour l'avenir de l'Europe, il faut qu'ils en parlent. C'est ce que nous faisons aujourd'hui ensemble, mais il faut que ça ait lieu partout. Deuxièmement, il faut sans doute accepter une dose de géométrie variable, parce que, quand on réfléchit aux grandes priorités de l'Europe aujourd'hui, ce n'est pas seulement l'euro et le domaine économique, c'est aussi le changement climatique, c'est la défense, – construire l'Europe de la défense qui est un complément indispensable de l'union économique et monétaire –, c'est, la cybersécurité, pour laquelle les énergies sont dispersées et qui demande une action commune. Le défi pour les responsables politiques, c'est de combiner ces différentes priorités pour recréer un projet qui parle aux citoyens européens. Les priorités sont connues individuellement, mais l'art de la politique doit consister à combiner ces priorités pour créer un projet qui parle aux citoyens, et ça, malheureusement, on ne l'a pas encore.

Quid du Brexit dans ce contexte ? Le Brexit est une mauvaise nouvelle. C'est un choix des Britanniques qui ne peut pas, ne doit pas, remettre en cause la cohérence et l'intégrité du projet européen qui, comme je le disais, est la construction d'un espace de droit, d'un espace démocratique qui protège les citoyens, notamment comme consommateurs et investisseurs. La mission des institutions européennes est de protéger cette intégrité, y compris dans le cas où les négociations, malheu-

reusement, se passeraient mal. Madame Merkel a résumé complètement cette discussion lorsqu'elle a dit, très récemment, « L'avenir du reste de l'Union européenne a priorité sur la négociation du Brexit. »

DOMINIQUE SEUX — Carolyn Fairbairn, comment va l'industrie en Grande-Bretagne ? Quelles sont les perspectives de l'économie ?

CAROLYN FAIRBAIRN — What I would like to do is talk a little about how firms across the UK have seen Brexit over the last year. There are three phases in terms of where British business is. Immediately after the referendum, I can only describe it as shock. I stand before you here as somebody who spoke up for 200 000 British firms who did want to remain in the EU; it was the exception who did not. The first few days and weeks after the referendum were shock, we saw a pause in investment; that is true. Very soon after that, though, I would say balgan, we were seeing British business say, "Let's get on with it. Let us talk about the new relationship with Europe. This is a democratic decision; now it is about making it work." It was also about getting on with running their businesses.

The UK economy has been highly resilient over the last few months. The CBI have seen manufacturing order books at a 22-year high. Manufacturing is on the march and tech investment has been strong. However, what is happening now is that, as we get closer to that date, the date of March 2019 when Britain leaves the EU, British firms are asking a lot of questions, and European firms, of whom we have many in our membership, are asking as well, in terms of what happens, what the plan is, how to prevent a disorderly Brexit and how to minimise uncertainty. That is beginning to bite, and I hear it amongst my members and amongst firms in the rest of the EU as well.

What then should happen? We have put a proposal on the table, which is about how we prevent a disorderly Brexit and create a transition, a bridge to a new deal that will bring certainty on both sides of the Channel. This is about a proposal where on 1 April 2019 there will be a bridge to a new deal, which involves the UK staying in the single market and a customs union until a final deal is agreed. One of the biggest reasons for that is that firms, our firms, our businesses, are practical, and the idea of making two transitions, one to a staging post that we would have to negotiate now and then another one at the end of the final deal, would be too demanding, too difficult and too uncertain.

Therefore, it is a practical proposal that we hope will be welcomed by negotiating teams on both sides, because at the end of the day this is about our mutual interest, it is about jobs and prosperity across our economies, and as I say, there are British firms which value hugely their relationship with the EU.

DOMINIQUE SEUX — Il faut noter que cette proposition de garder le marché unique jusqu'à un accord final a suscité dans la presse britannique beaucoup de réactions depuis que vous l'avez formulée jeudi. Ross, votre point de vue sur l'impact financier, en tout cas sur la finance du Brexit ?

ROSS MCINNES — I do not know whether Brexit will be hard or soft. I am tempted to think of it as choice of eggs for an English breakfast, undoubtedly the best meal of the day at my Oxford college, so I will go for scrambled and definitely not sunny side up.

En fait, l'incertitude domine dans le sillage de la confusion politique qui règne au Royaume-Uni, mais Carolyn doit comprendre que, sauf à dénaturer le projet européen, la quadrature du cercle n'existe pas. Rester dans le marché unique, c'est une chose, mais cela supposerait, au terme de la période que Caro-

lyn évoque en 2019, une acceptation par les autorités politiques britanniques de toutes les conditions de l'Union européenne, notamment l'application des réglementations européennes de manière dynamique pour veiller à ce que le *playing field* pour les entreprises de notre côté de la Manche reste établi. Donc c'est une proposition qui est, comme on dit, intéressante mais il faut qu'elle convainque l'environnement politique britannique que c'est faisable.

Je me concentrerai sur les services financiers. En dehors du marché unique, pas de passeport financier européen et je crois, contrairement à ce que dit Carolyn, que pour les services financiers, on peut aller très vite : la période de transition d'ici 2019 est parfaitement réaliste. Certains évoquent des accords particuliers, des régimes d'équivalences qui permettraient la reconnaissance mutuelle d'une réglementation déléguée ou des droits de regard des régulateurs européens sur une activité située hors UE. Cela me paraît compliqué. Il faut reconnaître que cela aurait des fondements juridiques très précaires : regardez l'exemple du traité entre l'Union européenne et la Suisse ; il n'y a pas d'accord spécifique en ce qui concerne les services financiers. Cette précarité, parfaitement illustrée dans une proposition qui a été faite à Bruxelles récemment par un groupe de travail de la City, où on trouve une plaidoirie pour un *Free Trade Agreement and Financial Services Based On Mutual Recognition with Joined Supervision by UK and EU Regulators*. Il y est précisé qu'il existerait une clause de suspension en cas de circonstances extrêmes. On voit donc bien les limites de cette acrobatie puisque c'est précisément en cas de circonstances extrêmes qu'il faut garder sa souveraineté. Alors pourquoi envisager de telles concessions ? On évoque la liquidité qui favorise le maintien de la concentration financière en un seul lieu, Londres. C'est un argument qui est souvent évoqué mais surtout par ceux qui sont bénéficiaires de cette situation. Il convient de mettre en balance

cette prétendue efficacité et les risques encourus en matière de stabilité du fait même de cette hyper-concentration. Notre intérêt à nous, Européens, est de rapatrier vers nos centres, des activités financières qui sont aussi des enjeux de souveraineté. Souveraineté, j'ai évoqué les risques majeurs, mais souveraineté aussi, puisqu'il s'agit bien souvent du financement de nos économies, de la gestion de notre épargne collective et depuis la crise financière en 2008 l'opinion publique est très sensible à ces sujets et ne comprendrait pas que l'Europe à 27 reste dépendante de la régulation dans une place *off-shore*. Cela tombe bien, puisqu'il existe des places financières européennes parfaitement capables d'accueillir rapidement ces activités. Une, au hasard, Paris est particulièrement bien placée, qualité des régulateurs, concentration des clients, du CAC 40 aux start-ups, un écosystème de compétence, avocats, consultants, experts financiers, un vivier de talents financiers, beaucoup sont ici aujourd'hui, comme étudiants, j'espère. Nous ne sommes pas les seuls et il est vraisemblable que les grands acteurs ne mettront pas tous leurs œufs dans le même panier. Il y a plusieurs centres d'excellence dans l'UE à 27. En fin de compte, l'hyper-concentration à Londres, qui a été induite par le marché unique et la création de l'euro, aura en fait été un phénomène passager et nous retrouverons un meilleur équilibre entre la City et le Continent, puisque la City restera, et c'est notre intérêt collectif, un centre financier éminent. Il n'y a pas de honte, puisque les Britanniques ont fait le choix de nous quitter, à nous organiser pour gagner notre part de cette activité importante et cet effort ne se limite pas aux activités financières.

Je conclurai, puisque le thème de notre session est « l'UE et la tentation de l'Exit », comme l'a dit Benoît Cœuré, la situation est désormais bien différente de celle qui prévalait ici en 2015, durant la crise grecque, une Europe en délitement. Aujourd'hui personne n'en parle et la tentation de l'exit me semble bien

timide. Il nous reste des défis et face à ces défis, nous avons besoin du Royaume-Uni, notamment en matière de défense et de sécurité. L'électorat britannique est déboussolé, peu inspiré par des chefs de parti qui ne semblent pas à la hauteur des choix auxquels votre pays, Carolyn, devra faire face, mais notre rivalité business, ne devra pas nous faire oublier les leçons de la géographie et de notre histoire commune. *It is not personal, it is just business and we still love you.*

DOMINIQUE SEUX — Deux questions à Benoît : puisque la zone euro va avancer, malgré le Brexit, puisqu'elle est le moteur politique, quel est le regard de la BCE sur Emmanuel Macron et les politiques menées depuis un mois et demi, notamment sur le plan de la politique économique et le fait de repousser des sujets fiscaux ? Quel est votre regard ? Bruno Le Maire sera curieux d'entendre votre réponse.

BENOÎT CŒURÉ — Il connaît déjà la réponse, donc je peux être très rapide : d'abord, ça n'est pas du tout le rôle de la BCE de donner un avis détaillé sur ce que fait le gouvernement français et je ne pense pas que ça aiderait beaucoup le gouvernement français si on commençait à le faire. Il y a une réponse politique qui est que tout le monde en Europe pense que la réforme économique en France est une condition nécessaire et même la première étape nécessaire de la réforme de la zone euro et je pense que tout le monde est conscient de cette responsabilité. La réponse plus économique est que, sans se prononcer sur le détail de telle ou telle réforme, on a aujourd'hui une sorte d'alignement des astres, avec la croissance qui revient, un peu plus de bienveillance des citoyens à l'égard de l'Europe ; aujourd'hui, l'Europe a sa chance alors qu'il y a six mois, on considérait que c'était fichu. Les citoyens sont prêts à donner sa chance à l'Europe, il faut donc transformer cet essai. On a un retard d'investissement public et privé,

partout en Europe, on a donc les conditions d'un rebond économique très fort. Pour ça, il faut une stratégie de réformes globales et complémentaires. Autrement dit, une stratégie qui consisterait à tout étaler sur le quinquennat malheureusement ne maximiserait pas l'impact économique aujourd'hui des réformes. Que les choses soient claires, je ne suis pas en train de critiquer les décisions prises par le gouvernement ; il y a beaucoup de contraintes, mais il faut donner un sens aujourd'hui à l'ensemble des réformes. Pour prendre un exemple qui est le marché du travail : flexibiliser le marché du travail, c'est bien, mais ça ne marche que si on donne aussi de la sécurité aux travailleurs, il faut donc aussi une réforme de notre formation professionnelle. J'ajoute qu'une des contraintes qui s'imposent au gouvernement, c'est de tenir les engagements qui ont été pris dans le domaine budgétaire et notamment les 3 %, quelque chose dont nous nous félicitons, également pour ses conséquences pour le reste de l'Europe. Une réflexion va s'engager sur les mécanismes budgétaires dans la zone euro et la réforme de la zone euro dans le domaine budgétaire. On ne peut pas dire aux autres ce qu'ils doivent faire si on ne respecte pas soi-même les règles.

LA PAROLE AUX ÉTUDIANTS — Cyril Ducatez, INP Grenoble. J'ai 23 ans et comme tous les jeunes de ma génération, j'ai grandi avec des institutions européennes bien établies et j'ai pu bénéficier de ponts, notamment culturels ; nous sommes une génération qui est attachée à l'existence de ces ponts culturels entre les pays d'Europe. Le débat sur le Brexit a été très orienté sur l'économie, y compris à cette table. Très rapidement qu'en est-il du projet culturel et multilingue de l'UE dans ce contexte ?

ROSS McINNES — Vous avez raison, nous nous sommes concentrés sur l'économie, mais regardez les échanges dont

vous venez d'être témoin, aucun référendum, aucun choix politique, ne changera l'amitié fondamentale qu'on trouve entre Européens, qu'ils soient de ce côté de la Manche ou de l'autre.

AGNÈS BÉNASSY-QUÉRÉ — Brièvement trois points pour la conclusion. Premièrement, le Brexit est très structurant pour tout le monde : pour le Royaume-Uni, mais également pour l'Union européenne puisque cela nous révèle par défaut la valeur du marché unique, ce que nous n'avons jamais fait. Deuxièmement, on n'en a pas parlé mais le budget qui va être négocié pour 2021-2027 va être également très structurant avec un gros risque de division Est-Ouest, cela sera peut-être pour l'année prochaine. Enfin, les divisions franco-allemandes restent très profondes, idéologiques or, pour avancer il faut des compromis et il faut choisir ses combats de part et d'autre du Rhin, et parfois, on a l'impression que des deux côtés, on ne veut rien lâcher.

Achevé d'imprimer en décembre 2017
sur les presses de Wagram Éditions
95870 Bezons

Imprimé en France

Wagram Éditions est titulaire de la marque Imprim'Vert